



Laboratoire Dynamiques Sociales  
et Recomposition des Espaces  
(LADYSS)

<http://www.ladyss.com>

## Projet scientifique 2019-2023

Campagne d'évaluation HCERES 2017-2018 (vague D)

Juin 2017



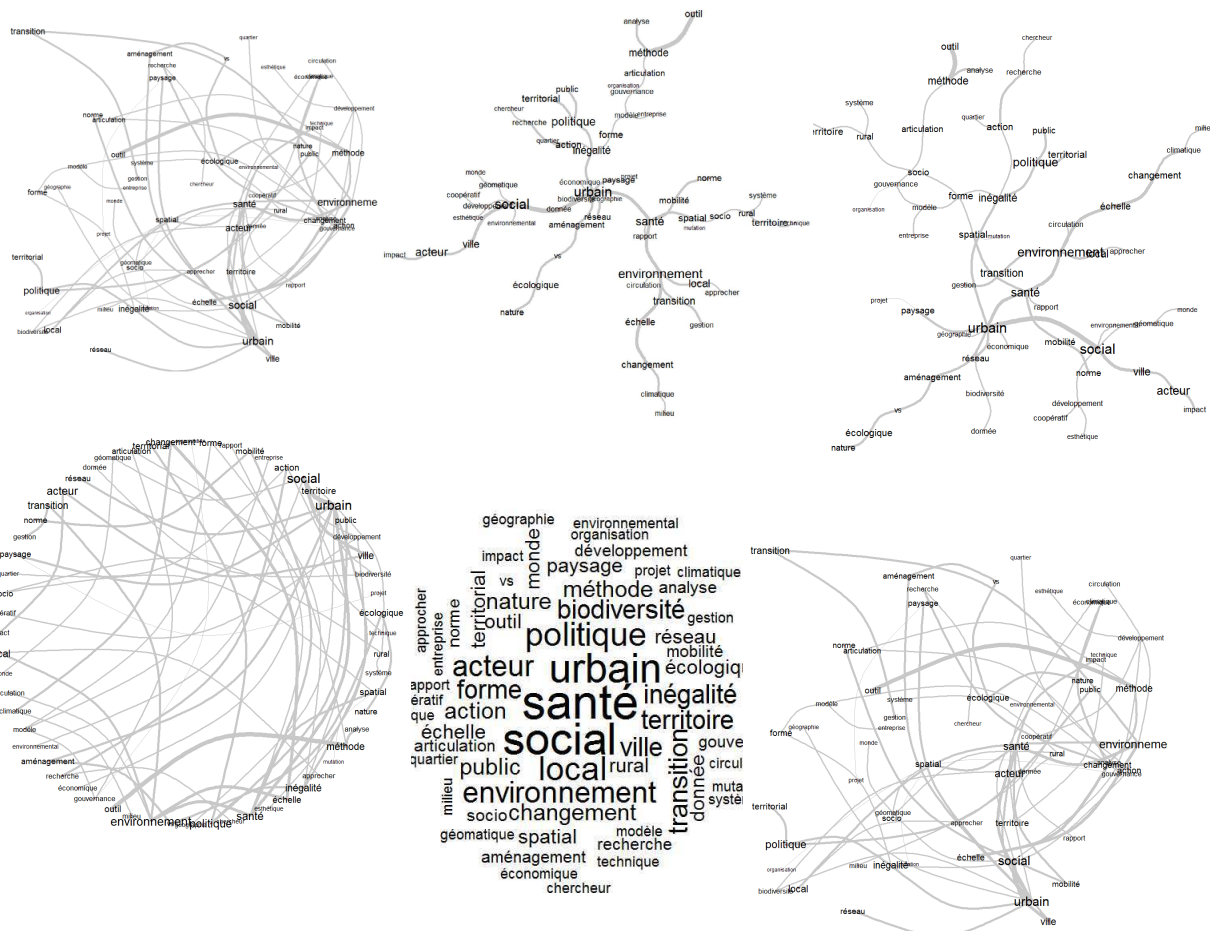
# SOMMAIRE

<b>PROJET SCIENTIFIQUE A CINQ ANS .....</b>	<b>p. 3</b>
<b>1. Un projet inscrit dans la continuité, attentif à la variété des changements et attaché à l'action .....</b>	<b>p. 4</b>
1.1. Dynamiques sociales, spatiales et économiques : ancrage et questionnements pluridisciplinaires .....	p. 4
1.2. Saisir la variété des changements en cours.....	p. 6
1.3. Des recherches qui suscitent l'action .....	p. 8
<b>2. Au cœur de la démarche collective, l'exploration des trois Transversalités .....</b>	<b>p. 9</b>
2.1. Transversalité 1 : Inégalités et injustices territoriales : renouveler les approches .....	p. 10
2.2. Transversalité 2 : Mobilisations, engagement, action collective.....	p. 11
2.3. Transversalité 3 : Questionnements méthodologiques et réflexivité des démarches scientifiques.....	p. 12
<b>3. Des Ateliers pour mettre en œuvre la dynamique courante du travail de recherche .....</b>	<b>p. 13</b>
3.1. Atelier 1 - Modèles alternatifs d'entreprises et d'organisations.....	p. 13
3.2. Atelier 2 - Sociétés et territoires en transition .....	p. 13
3.3. Atelier 3 - Agriculture, alimentation et cohésion sociale .....	p. 14
3.4. Atelier 4 – Santé, enjeux sanitaires et territoires.....	p. 14
3.5. Atelier 5 - Le vivant et ses enjeux territoriaux et environnementaux.....	p. 14
3.6. Atelier 6 – Espaces sensibles, cultures, natures .....	p. 15
<b>ANNEXES .....</b>	<b>p. 16</b>

## Projet scientifique à cinq ans

Le LADYSS a mis en place une démarche impliquant très largement ses membres pour bâtir le projet scientifique à cinq ans et faire émerger une équipe de direction. Initiée lors de l'Assemblée générale ordinaire de mars 2016, structurée lors d'une Assemblée générale extraordinaire en juillet 2016, notre **méthodologie de débat collectif** a permis de prendre en compte l'ensemble des thèmes, objets et méthodes de recherche du LADYSS. Sur la base de ce travail plénier, deux scénarii de transformation ont été esquissés. Des groupes de travail ont été mandatés avec pour objectif de formuler un projet comprenant une démarche scientifique mobilisant les forces et l'identité du laboratoire, dans le but de faire face aux défis scientifiques dans un monde en évolution, mais aussi de nous situer dans le panorama de la recherche sur les croisements entre dynamiques sociales et spatiales. La dynamique d'un de ces groupes de travail a permis de construire de véritables **instruments de discussion et de délibération collectives** : diagrammes de similitude, nuages de mots, listes associatives de mots-clés énoncés en Assemblée générale, etc. (voir figure ci-dessous et photos p. 9). Les instruments participatifs utilisés ont permis de produire un regard croisé (représentant tous les sites, tous les axes et thématiques de recherche, tous les statuts) qui a constitué un puissant outil de mobilisation collective. Le projet est le résultat d'une implication large, étayée par les bilans élaborés par chacun des porteurs des 4 axes de recherche du quinquennal 2014-2018, par l'approche transversale et par le regroupement méticuleux de l'ensemble des productions scientifiques opéré par l'équipe administrative. De ce mode-projet a émergé une proposition discutée et amendée collectivement lors de plusieurs réunions au cours du printemps 2017.

### Types de graphes utilisés lors des débats collectifs pour construire le projet scientifique de LADYSS



Le **Projet scientifique à cinq ans** présenté ici a pour objet de rendre compte de la dynamique scientifique en termes de problématiques, de thématiques, de démarche de recherche. Il s'attache à mettre en perspective les lignes de continuité et d'évolution du LADYSS, la force historique de sa démarche pluridisciplinaire, son attention au processus de changement sociospatial et enfin ses liens à l'action et aux acteurs. Travailler collectivement à ce projet nous a conduits à proposer une **nouvelle architecture de recherche** par rapport au précédent contrat quinquennal, fondée sur des **lignes de convergences transversales** et sur des **petits collectifs de travail**. Sans l'ignorer, cette sous-partie ne traite cependant pas frontalement de l'organisation de la recherche à une échelle plus large, nationale ou francilienne. Le LADYSS est cependant bien engagé dans plusieurs chantiers très structurants pour la recherche. C'est le cas en particulier de la dynamique du **Campus Condorcet** qui devrait offrir, dès 2019, des conditions de développement très favorables pour les sciences du territoire, pour les travaux interdisciplinaires, pour l'accueil des jeunes chercheurs, doctorants et post-doctorants sur contrat, des chercheurs internationaux invités, etc. Le LADYSS est aussi engagé dans plusieurs **Écoles universitaires de recherche (EUR)** dont le périmètre et les objectifs sont encore en discussion au moment où nous finalisons ce rapport. En lien à Condorcet, il est important de citer l'EUR « Sciences sociales de la Sorbonne » ; le LADYSS est aussi impliqué dans l'EUR « Espace et Justice » porté par Paris Lumières. Enfin, dernier exemple, le laboratoire est aussi engagé dans plusieurs **groupements d'intérêt scientifique**, le GEMDEV, le CIST, le GIS Climat.

## 1. Un projet inscrit dans la continuité, attentif à la variété des changements et attaché à l'action

Les recherches menées par le LADYSS durant le contrat 2019-2023 viseront à rendre compte des **processus d'ancrage spatial des individus et des groupes sociaux, des démarches de construction de l'action** (collective, mais aussi publique), à **différentes échelles** (locale, régionale et internationale), dans des contextes très variés, depuis des **espaces ruraux** faiblement peuplés jusqu'aux **cœurs métropolitains** et aux **espaces périurbains**. L'étude des changements sociaux, politiques et économiques qui portent ces processus sera aussi déclinée en travaux empruntant une démarche plus globale dont l'objet est de caractériser les **changements environnementaux** et les **formes différenciées de capitalismes**. Dans les pages qui viennent, nous donnerons de nombreux exemples entre parenthèses en citant les projets en cours qui sont un bon indicateur des développements à venir. Nous renvoyons aux fiches des opérations *en cours ou en projet* (Voir annexe p. 16 pour plus de détails).

Les défis dont le LADYSS entend se saisir portent sur la compréhension des transformations sociales et environnementales, et sur les réponses qu'individus et groupes sociaux cherchent à y apporter. Le LADYSS entend poursuivre comme creuset de son identité de recherche le lien au local, demeurant attentif aux démarches et résultats de l'action publique et de l'action collective. Dans la poursuite de son orientation sur les relations sociétés/environnement, le laboratoire portera une attention soutenue aux processus de globalisation et à leurs effets sur les populations et les milieux. Son identité historique se projette dans une **relation science/société** construite et pensée par allers/retours entre chercheurs et habitants qui façonnent, gèrent, transforment, s'approprient les territoires. Les démarches de recherche qu'il investit s'ouvrent à **différentes formes de mobilisation et d'agir collectif**.

### 1.1. Dynamiques sociales, spatiales et économiques : ancrage et questionnements pluridisciplinaires

Le recours à des engagements et des dynamiques ancrées dans la proximité constitue pour nombre de mobilisations sociales et/ou environnementales un appui pour trouver du sens, via des formes très variées de mobilisation (p. ex. programmes sur les recompositions suite aux printemps arabes, sur les coopératives, sur les activismes environnementaux, sur les capacités territoriales). Nous questionnerons ainsi les **mutations imbriquées** et leurs **dynamiques sociales et spatiales à différents niveaux** : l'accélération des échanges, les processus de migrations massives, les effets du

changement climatique sur les activités, l'érosion de la biodiversité, le creusement des inégalités sociales et territoriales, la financiarisation de la firme. Face à ces défis, nombre de réponses sont formulées : extension de l'économie sociale et solidaire (p. ex. Observatoire de nouvelles formes des consommations), multiplication des formes d'activisme environnemental et sociopolitique. Certaines activités comme l'agriculture sont particulièrement concernées, et percutées par ces mutations (p. ex. CAP-IDF sur l'agriculture de proximité), comme nombre d'autres activités ancrées dans la dialectique environnement/production (p. ex. Résilience des territoires miniers).

Les **effets des activités anthropiques sur les milieux naturels** et les mécanismes environnementaux sont entrés dans le débat public, voire dans les politiques publiques. C'est le cas avec la perspective du « développement durable », présente dans de nombreux registres (climat, énergie, biodiversité, risques, Responsabilité Sociétale des Entreprises, etc.), et relayée par des dispositifs de politique publique, voire de politique mise en œuvre à l'échelle des entreprises (p. ex. Dynamique de RSE comme marqueur de la transition). Dans ce contexte, le questionnement de la notion d'Anthropocène vient souligner avec une acuité renouvelée l'importance des liens des activités humaines à l'environnement et la biosphère (p. ex. Politique de la Terre à l'épreuve de l'Anthropocène).

Comprendre ces processus nécessite des approches interdisciplinaires alliant travaux de terrain et de laboratoire, ce qui assure une forte continuité dans le projet du LADYSS. Cela implique aussi de mobiliser d'importantes bases de données localisées sur des espaces différents, à même de rendre compte des diversités (p. ex. l'action du Pôle image dont le rôle est central dans la mobilisation de larges spectres d'images et de données nécessaires aux projets inscrits dans les humanités numériques). Cela suppose aussi des **investigations mêlant approches biologiques** (p. ex. Géographie de la dengue à Girardot en Colombie qui étudie le lien espace urbain et maladie endémique) **voire hydrologiques** (p. ex. Caractérisation hydrologique des cours d'eau). L'inscription de la démarche scientifique au plus près du terrain restera ainsi une posture clé du LADYSS, fondée au départ sur un ancrage et des méthodes géographiques, sociologiques et anthropologiques (p. ex. la démarche éditoriale de *Natures Sciences Sociétés*), et qui se renforce autour des dynamiques relationnelles entre espaces et sociétés, en empruntant des démarches variées au sein des sciences sociales (p. ex. OVID sur le modèle d'agroécologie durable des territoires méditerranéens à partir des paysages de la vigne et de l'olivier).

À cette configuration disciplinaire d'origine, s'est intégré un collectif d'économistes dont les approches spécifiques du terrain et notamment l'analyse économique de données quantitatives et/ou qualitatives est venue renforcer et nourrir l'approche terrain du LADYSS. C'est sur cette dynamique que se renforceront des démarches ancrées dans l'économie politique institutionnaliste, faisant référence à une lecture de **l'économie au sein des sciences sociales plutôt que comme discipline autonomisée**, ce qui donne une nouvelle orientation aux approches interdisciplinaires (p. ex. Séminaire d'économie politique). L'insertion des problématiques d'économie politique se traduit dans chacune des trois transversalités (présentée infra), enrichissant notamment les manières de penser les phénomènes de mondialisation, de transition, de formes régionales de capitalisme (p. ex. Balkint II) ou la structuration de l'entreprise (p. ex. programme sur l'efficacité des codes de gouvernance).

Le LADYSS développe par ailleurs des approches associant culture, développement durable et environnement, qu'il s'agisse de pratiques ordinaires ou de pratiques artistiques. L'objectif ambitionne de renforcer **l'étude des processus culturels en relation à la nature en explorant des visions du monde**, des systèmes de valeurs, des univers symboliques qui guident notre relation à l'égard de la nature. Outre les relations entre art et environnement précédemment explorées, il s'agit maintenant de développer un projet de recherches internationales associant artistes et scientifiques dans des démarches de recherche-crédation sur des territoires s'appuyant sur des dynamiques nouvelles propres au LADYSS.

La dynamique interdisciplinaire continuera d'être un élément clé de la politique du laboratoire. **Interroger les méthodes, les pratiques, les démarches et construire une réflexivité** est ainsi un élément de base de la gouvernance du laboratoire pour le prochain contrat constituant une des trois Transversalités (qui sont présentées infra).

## 1.2. Saisir la variété des changements en cours

Le monde émergent résulte de crises, au sens de changements structurels. La spécificité du LADYSS consiste à étudier ces changements par une lecture fondée sur le « territoire », cette notion étant entendue ici comme ressources, construit (social, historique) et projet (politique, public), mais aussi comme espace d'expression et d'interactions. En conformité avec la large ouverture du laboratoire, cette approche se déploie à **différentes échelles** : **locale** bien sûr, mais aussi **nationale, internationale et globale**. Comprendre les phénomènes de crise suppose de saisir comment l'ancien se reproduit et de quelles façons les dispositifs de reproduction, dans un certain nombre de cas, ne fonctionnent plus et entrent dans une crise de recomposition (p. ex. démarche éditoriale de la *Revue de la régulation*).

Éclairer les recompositions des échelles de régulation socio-spatiales constituera un lien fort entre les nombreux programmes et les problématiques développées au sein du LADYSS (p. ex. Nouvelles échelles de régulation). Un des enjeux majeurs des croisements entre géographie, économie, sociologie, anthropologie, sciences du vivant dans la période à venir sera de rendre compte des **différents espaces de conflits et de construction de compromis**, de leur articulation, notamment aux croisements des échelles ou des espaces micro, méso et macro. Il s'agit en effet de travailler conjointement les échelles globales (p. ex. Diversité des capitalismes émergents dans le monde arabe) ; celles de l'individu, de la parcelle, de la proximité géographique (p. ex. Cent ans de développement ? Morphologie urbaine et morphologie commerciale à Shawinigan) ; mais aussi celles moins documentées, des échelles méso ou intermédiaires, lesquelles disposent d'une certaine autonomie et ne se réduisent ni au micro ni au macro (p. ex. Séminaire résidentiel régulationniste).

Ces tensions actuelles prennent place dans des moments de crispation, et se traduisent en termes politiques, dans la **construction de ce qui est commun** et dans la formulation des arbitrages, voire dans la recomposition des pouvoirs. Cela intègre notamment les questions d'**inégalités** et des **discriminations femmes/hommes** (p. ex. CoopereRA propose d'analyser la permanence des stéréotypes de genre dans les coopératives, en dépit de projets d'égalité et de signifier des pistes pour renforcer l'empowerment des femmes), l'accès des femmes aux postes de responsabilité (p. ex. travaux sur la place des femmes dans les conseils d'administration des grands groupes industriels), et plus généralement l'introduction du genre en économie (p. ex. Genre et économie). Dans ce contexte de crise politique des économies capitalistes, le renouveau du développement local, dans ses modalités et ses formes de réalisation, propose un éventail de lieux et de configurations de ces recompositions. Ces formes évolutives montrent en effet conjointement **capacités d'adaptation et emprise de facteurs exogènes** (p. ex. CATENER Capacités territoriales & transition énergétique).

Ce processus de recomposition génère des bouleversements parfois violents au sein des territoires : entre secteurs productifs et domaines d'activités, mais aussi entre différents types de collectifs et de corps sociaux (partis, syndicats, ONG, réseaux sociaux...). Ces recompositions entraînent des changements dans les rapports de pouvoir, les capacités d'action et la prise de décision. Ce sont aussi ces aspects que l'on discutera à partir d'une **confrontation entre institutions, normes et règles** (p. ex. Représentations du territoire et enjeux de la territorialité syndicale). Les démarches de recherches-actions, de recherches associées à des terrains, des acteurs, des collectifs permettent de saisir au plus près les conditions de l'émergence endogène de la **nouveauté**, ou du **renouvellement des formes anciennes**.

L'ère du numérique engendre de profondes évolutions des sociétés tant sur les manières d'agir, sur les finalités qui motivent l'action que sur la nature des acteurs qui s'imposent. L'ère du numérique permet aussi conjointement une **grande variété de mises en réseau, d'échanges, de combinaisons** des actions de la multitude (p. ex. Révolution numérique et territoires, Médias locaux face à l'offre télévisuelle globale sur le Web). On se focalisera sur la multiplication des réseaux sociaux, qu'ils soient culturels, activistes, mais aussi de nouveaux grands intermédiaires numériques qui sont basés sur l'activité, pour l'essentiel, gratuite d'utilisateurs qui en sont conjointement coproducteurs

(comme dans l'économie dite collaborative) (p. ex. Le réseau économie de la fonctionnalité et développement durable).

Une « crise » environnementale sans précédent à notre échelle, signalée dès les années 1960, **disqualifie la seule réponse par la « croissance » et par les régulations marchandes traditionnelles** (p. ex. Dé-penser la consommation). Elle remet d'actualité les relations des humains à la nature, à leur environnement proche. Nous nous intéresserons à l'évolution de ces rapports à partir de **nouvelles manières de penser les liens entre humains et non-humains** (p. ex. Pense-bête). La dimension corporelle, physique du lien à la nature constituera une entrée thématique plus approfondie, notamment à partir de l'analyse des gestes et du mouvement (p. ex. Croisement des gestuelles de l'agriculteur et du chorégraphe) ainsi qu'à partir de l'étude d'activités physiques (p. ex. projet CLI-MAP sur l'activité de marche : facteurs socioenvironnementaux de l'activité et conséquences des changements climatiques sur la marche). Ce sera aussi l'objet de travaux sur les **relations sensibles et esthétiques à la nature** qui s'attacheront aux relations de l'humain à son environnement, son cadre de vie, les paysages qu'il habite et construit, aux interdépendances sociales, spatiales et culturelles (p. ex. SONATES : écouter les sons de la nature en milieu rural pour rendre compte des changements environnementaux). En travaillant les approches par les biosciences (p. ex. Méthodologie de reproductibilité pour le maintien de la biodiversité), le LADYSS poursuivra conjointement le développement de son **expertise écologique** sur des thèmes essentiels de l'analyse environnementale (p. ex. Changement de la qualité des eaux de surface).

La prise de conscience de la **conjonction des injustices sociales et environnementales** apparaît peu dans le débat public et en tant qu'enjeu de l'action publique, en dépit des efforts scientifiques dont les résultats du LADYSS sont partie prenante. Elle engage l'émergence de secteurs « verts » et de démarches volontaristes animées par la puissance publique, par des initiatives citoyennes et par des secteurs innovants. Elle encourage la revendication de **nouvelles modalités de gouvernance**, exprimées dans de nombreux domaines touchant à la **valorisation de « l'environnement » et la maîtrise de sa qualité**. Qualité que l'on peut prendre en compte dans des termes et avec des approches très variés, notamment impliquant d'autres formes d'expertise (p. ex. Programme interdisciplinaire sur les indicateurs autochtones de la flore et de la faune [PIAF]). On citera notamment : le domaine de la santé, avec l'irruption des citoyens et associations d'usagers de soins dans l'élaboration de **politiques de santé**, via les instances dites de « démocratie sanitaire » (p. ex. Plateforme régionale « Géodépistage Île-de-France ») ; mais aussi le domaine de l'énergie (p. ex. CATENER Capacités territoriales & transition énergétique), du financement participatif (p. ex. Économie de la fonctionnalité), ou encore celui de l'adaptation au changement climatique (p. ex. Renforcement des capacités citoyennes, réponse à l'appel GICC – MEEM), etc.

Les besoins d'évaluation scientifique se multiplient pour caractériser l'évolution et les **tensions** sur les **milieux**, les **paysages**, les systèmes de production et de gestion des **systèmes environnementaux**. Toutes ces évaluations s'avèrent tout autant nécessaires pour travailler sur les modes d'appropriation et d'usage des **sols** et du **foncier** (p. ex. Programme de Recherche dans le Champ de l'Urbain en Haïti ; CAP-IDF). Ces transformations socioécologiques supposeront de nouvelles formes d'expertise, voire de nouveaux indicateurs (p. ex. Analyse de la connectivité fonctionnelle par une approche paysage-centrée et multi-espèces ; Méthode d'évaluation socio-économique des paysages et des patrimoines culturels et naturels).

Ces crises mettent en jeu un accroissement de la **différenciation des statuts sociaux** et le **renforcement des tensions** sur l'accès aux ressources, aux biens et aux services, tels le logement, les soins, la culture, l'éducation, la nature... Nous aurons à caractériser les nouvelles formes d'accès aux services urbains (p. ex. recherches sur l'urbanisation en Afrique), aux services sociaux et à la santé (p. ex. programmes sur les inégalités régionales ou socioterritoriales de santé et de mortalité), mais aussi les formes de **désalarisation** attestées par une déconnexion entre travail, emploi et revenu (p. ex. Coopératives d'activités et d'emploi, naissance d'un capitalisme raisonnable ?). Par leur rapidité et les défis de maîtrise qu'ils posent, les processus d'**urbanisation**, notamment dans de grandes métropoles du Sud et dans leurs périphéries, constitueront encore des facteurs de risques en matière sanitaire, sécuritaire, alimentaire, d'où l'implication qui sera poursuivie dans des réseaux (p. ex. RUBAFRIQUE). L'enjeu de la production des **infrastructures** et celui de l'**accès à l'eau**, aux



réseaux d'assainissement, aux transports, mais aussi aux **systèmes sanitaires et sociaux** (p. ex. GREENS-City [GouveRnance pour l'Equité, l'ENvironnement et la Santé dans la Cité]), etc. constituent un défi pour les systèmes de gouvernance urbaine (p. ex. Implication dans les collectifs tel Rés-EAUx, Économie de la fonctionnalité, etc.). Il en est de même de l'accès au foncier, marqué par de profondes dualités sociales et spatiales (p. ex. programmes sur l'appropriation des terres dans différents territoires des Suds).

C'est ainsi qu'il conviendra de développer un regard critique sur les **accès à la nature** (p. ex. Les routes des paysages culturels alimentaires) et les modalités de sa **privatisation**, de sa **monétarisation**, notamment avec la diffusion du référentiel des « services écosystémiques » (p. ex. Développement d'indicateurs suite au programme EFESE) ainsi que sur l'accentuation des inégalités socio-spatiales. La multiplicité des stratégies d'adaptation sera un objet essentiel d'attention pour saisir la **résilience des sociétés** affectées par les changements environnementaux, économiques et sociaux (p. ex. Renaturation en tissu urbain en relation avec des infrastructures de transport) et leur capacité de création et d'inventivité (p. ex. Végétalisation des murs et résilience urbaine).

Autant de raisons pour lesquelles le **travail sur les inégalités** sera l'objet d'une des trois transversalités qui structureront le laboratoire durant le prochain contrat (présentation infra).

### 1.3. Des recherches qui suscitent l'action

Ces grandes transformations sociopolitiques, culturelles, écologiques font écho à des processus interdépendants. C'est le cas des **transitions** qui, dans la suite des « **printemps arabes** », constituent des **changements socioinstitutionnels**, qui imposent d'interroger les **différents modèles de développement** (p. ex. Programme ERC TARICA). S'attachant à saisir les processus contrastés et historiquement situés de différenciation et d'homogénéisation qui structurent le futur des sociétés, nos recherches nourriront une interrogation critique de la notion de « transition » (p. ex. Programme Sociétés Plurielles). Au côté des traductions normatives qui en sont données dans le cadre des dispositifs institutionnels, il s'agit aussi d'étudier sur le terrain les engagements et les réalisations des populations qui participent aussi de ces changements (p. ex. Observatoire des transformations dans le monde arabe [OTMA]), en s'accommodant des évolutions institutionnelles et en restituant la diversité des pratiques et des objets qui portent ces mobilisations.

Ces mutations associent différents processus qui se cristallisent et prennent des formes variées territorialement. Elles s'expriment à travers les tensions et les dialogues rural-urbain ; il en est ainsi des transformations dans la **fabrique de la ville**, les **modes d'habiter**, de **produire**, de **se nourrir**, de **consommer**. Les nouvelles pratiques qui émergent renvoient à des réengagements que traduisent ces verbes d'action qui parcourent les programmes du laboratoire : **vivre, habiter, échanger, produire, aménager, lutter, partager les connaissances, prendre soin, gérer, préserver** tant au sens de la dimension de *care* (p. ex. Partenariat chercheurs-décideurs-acteurs comme levier d'action dans le dépistage des cancers [DÉCLIC]), que de celle de *stewardship* (p. ex. Programmes franco-américains sur la gouvernance urbaine de la nature).

Un certain désencastrement social est ressenti et se traduit notamment dans les représentations collectives : il est notamment associé à la difficulté que ressentent nombre de collectifs d'avoir une prise réelle sur les phénomènes et les institutions constitutives du processus de mondialisation qu'elle soit considérée en termes d'échanges économiques, de culture ou encore de mécanismes de « gouvernance mondiale ». Face à cela, nombre de pratiques et d'**expériences alternatives** expérimentent et se réalisent suivant d'autres perspectives (p. ex. Modèles économiques alternatifs : enseignements historiques et nouveaux apports). À leur échelle, nous nous attacherons à étudier ces initiatives qui nourrissent des **modèles**, parfois érigés en « **contre-modèles** », qui perdurent parfois, se transforment ou composent avec d'autres modalités d'organisation des collectifs (mutualisation des ressources, biens collectifs, activismes citoyens, coopératives...) (p. ex. CoopereRA, Recherche-action sur les Mutuelles de travail), de structuration des circuits de la production, de la consommation, de l'échange (p. ex. Comparaison de l'approvisionnement des cantines en France et au Brésil), intégrant les enjeux énergétiques et écologiques qui posent d'essentielles questions en



matière de solidarité, de durabilité (p. ex. projet Civic'Act soumis au programme Transformations To Sustainability, Fondation Norface-Belmont Forum).

La multiplication des **formes coopératives ou collaboratives** encourage à produire un important travail de cartographie de ces expériences, variées dans leurs formes, leurs appuis et leurs réalisations. Les différentes modalités de l'innovation sociale sont ainsi si étendues qu'elles imposent de mettre en discussion la vision essentiellement technologique que prend l'innovation dans l'approche normative qu'en ont aujourd'hui les politiques publiques. Des **cultures post-crisis** sont expérimentées sur de nombreux registres ; elles témoignent des capacités créatrices et des formes d'adaptation multiples dont font preuve les milieux et les sociétés (p. ex. Naturbis à propos de la nature comme source d'innovation face au changement climatique). Ces liens protéiformes au territoire, à l'environnement vivant, aux activités offrent à nos travaux autant d'objets de recherche-action.

Le territoire ne se révèle pas tant dans sa dimension spatiale qu'en tant que construit collectif, ressources, projets. Afin de saisir les éventuelles dynamiques de réencastrement qui s'opèrent, nous nous attacherons à mieux comprendre les mécanismes de la **fabrique de l'environnement** qui, sous nombre d'aspects, est menacée d'une façon inédite pour nos sociétés (disponibilité des ressources en eau, dégradation des forêts, érosion de la biodiversité, dégradation des terres arables...) (p. ex. programme Vegemonial sur les modèles hybrides de patrimonialisation du végétal).

Montrer de quelle façon des collectifs sont à même de penser et de vivre à taille humaine des « **expériences de transition** » constitue un enjeu global. Pour l'atteindre, des recherches situées visent à produire non pas tant des solutions clé en main, mais des représentations pour que les sociétés et les humains concernés puissent prendre leur avenir en main. C'est dans cet esprit que le laboratoire encourage le développement des démarches de **recherches-actions**, de recherches interventionnelles, voire de co-recherches, ou de recherches impliquées, en lien avec une grande variété de partenaires (p. ex. l'attention que nous mettons et mettrons en œuvre sur les financements de thèse par CIFRE, ainsi que les collaborations avec des acteurs socio-économiques). Les recherches menées ont vocation à diffuser largement leurs résultats et favoriser leur traduction et leur appropriation. D'où l'importance accordée à l'**organisation de manifestations ouvertes**, notamment coproduites avec nos partenaires, et à destination de **publics diversifiés**. Le laboratoire poursuivra donc sa démarche de **co-production de connaissances**, pour qu'elles soient partagées entre chercheurs, décideurs et contributeurs. C'est notamment l'objet de La Manufacture coopérative, coopérative de recherche-action dans laquelle plusieurs chercheurs sont impliqués auprès d'acteurs du monde coopératif. Coproduire des connaissances en interaction étroite avec les territoires et leurs habitants, prendre en charge des objets et des projets avec les acteurs en réfléchissant conjointement au rôle des chercheurs dans leur milieu, donnent un sens à des recherches situées qui sont à même de penser les interdépendances science-société, et de s'insérer dans ces dialogues.

C'est dans ce sens que la gouvernance du LADYSS intégrera comme une de ses trois transversalités structurantes la réflexion sur le thème « **Mobilisations, engagement et action collective** ».

## 2. Au cœur de la démarche collective, l'exploration de trois Transversalités

La dynamique des **Transversalités** est au cœur du projet du laboratoire, il s'agit pour nous d'animer des lieux et moments de problématisation commune à l'ensemble des membres. L'organisation par Axes de recherche qui est celle de l'actuelle gouvernance a certes permis des échanges fructueux, interdisciplinaires et entre sites universitaires (cf. Bilans des Axes, p. 31 et p. 165), mais ce que nous avons mis en œuvre dans l'Approche transversale, d'une part, et la mobilité de plus petits collectifs, d'autre part, nous ont fait opter, après un important travail collégial, pour une organisation ouvrant, **d'une part, sur un renforcement conséquent des Transversalités, et d'autre part, sur la reconnaissance du caractère flexible et fonctionnel de plus petits collectifs de travail**, ci-après les **Ateliers**. La dynamique de Transversalité a donc été construite afin de faire discuter l'ensemble des travaux, des méthodes, des problématiques que développent les collègues issus de différentes disciplines, situés sur différents sites universitaires, travaillant différents objets, à travers différentes

méthodes et paradigmes. Nous identifions trois grands axes de réflexion qui fondent l'identité du laboratoire et constituent ainsi trois Transversalités (présentées ci-dessous) :

- **Inégalités et injustice territoriale : renouveler les apports ;**
- **Mobilisations, engagement, action collective ;**
- **Questionnements méthodologiques et réflexivité des démarches scientifiques.**

Chaque année pour chacune de ces trois Transversalités, sera organisé un événement de type journées d'études à destination de l'ensemble du laboratoire. Les enseignements de ces temps d'échanges seront capitalisés afin de faire évoluer les orientations, les travaux et finalement les termes de la politique générale du laboratoire.

**Les Transversalités portent donc la politique scientifique du laboratoire, elles en sont l'espace d'échange, de convergence et de discussion.** Le travail courant de la recherche est toutefois mené par les collègues réunis en Ateliers. Ces Ateliers constituent ainsi les lieux du travail pratique de la recherche, de l'activité régulière du laboratoire. Ils réunissent les chercheurs autour de thèmes pérennes et portent les programmes et projets. Les ateliers se construisent sur des proximités et des affinités de travail, des convergences, mais aussi sur une ambition de production/réalisation commune qui rassemble les participants. Chaque Atelier s'appuie sur des acquis collectifs (collaborations passées, centres d'intérêt mutuels...) et ambitionne de réaliser des actions de recherche qui permettent de l'identifier (séminaire, colloque, ouvrage, programme, etc.), de faire progresser les travaux de ses membres tout en bénéficiant au projet du laboratoire à travers les efforts de production en vue des Transversalités. Les Ateliers correspondent à des collectifs de travail plus mobiles et plus souples que ne l'étaient les Axes de recherche du contrat 2014-2018. Le travail collégial mené en 2016 et au premier trimestre 2017 permet de délimiter les Ateliers qui seront présentés après les Transversalités, la composition définitive interviendra en AG en 2018 afin d'être opérationnels pour le contrat commençant en 2019.

Chaque année, les Ateliers rendront compte de leur activité en Assemblée générale. Ce sera à cette occasion et sur leur proposition que s'élaborera la programmation des Transversalités, sur la base de la contribution de différents Ateliers qui s'engageront à organiser les trois rencontres transversales. Les Ateliers ont donc pour objectif de nourrir les Transversalités. On attend qu'ils fassent remonter des contributions concrètes auprès des Transversalités, cœur du projet collectif du LADYSS, mais également qu'ils soient en mesure de stimuler la dynamique de ces Transversalités (requêtes, interpellations).

La synergie entre ces deux maillons, Ateliers/Transversalités, est centrale pour la réussite du projet quinquennal.

### **2.1. Transversalité 1 : Inégalités et injustices territoriales : renouveler les approches**

Responsable : Pascale Froment (géographe, Université Paris 8) et Antoine Rebérioux (économiste, Université Paris Diderot)

Caractériser les **sociétés à travers le prisme des inégalités**, décrire les formes d'inégalités, comprendre les processus qui les produisent, les reconduisent, les recomposent, les amplifient ou les corrigent constitue un axe d'interrogation de fond des travaux portés historiquement par le LADYSS. Caractériser, à partir de champs thématiques et de disciplines différentes, les formes de **développement inégal** au sein des sociétés, des espaces physiques et sociaux qui les composent (pays au sein d'ensembles régionaux, villes au sein de réseaux urbains, rapports villes-campagnes, quartiers au sein de villes, etc.), et reconstituer les logiques inégalitaires qui en sont à l'origine, permettent de mettre en perspective historique, sociale, politique, philosophique, en termes de genre, la production et les mutations du social contemporain à différentes échelles. L'objectif est de relire la notion d'inégalité avec celle d'**injustice** notamment au prisme de transformations profondes des 20 dernières années, de tenir compte de temporalités diverses et de relier plus fortement la notion, notamment à celle de « transition », afin d'envisager les éléments de rupture ou de

continuité dans les formes d'inégalités mais aussi dans leurs représentations, mais aussi en lien avec les diverses mobilisations (cf. Transversalité 2).

S'interroger sur les modalités de **genèse des inégalités** renvoie à la question de leur définition et de leur mesure. Comment passer de l'observation de disparités, de différences, de discriminations, d'écart sociaux et spatiaux de distribution, d'allocation, d'accès à des ressources, d'exposition à des risques, à une pensée en termes d'inégalité(s) ?

Sur le plan méthodologique, à partir de quelles références normatives, avec quelles catégories, et à quelles échelles **mesurer des écarts** ? Comment ces normes et catégories sont-elles construites et sur quoi se fonde leur légitimité ? La nécessaire approche critique – épistémologique – des choix opérés participe elle-même de la construction et du renouvellement de l'objet « inégalités ».

Sur le plan philosophique et politique, à partir de quels **idéaux et idéologies**, des écarts observés peuvent-ils ensuite être qualifiés d'injustes ? Par quels processus les normes, les limites du juste, de l'(in)acceptable se construisent-elles et évoluent-elles ? Par, pour et avec qui ? Quels rôles jouent les différents acteurs publics et privés, institutionnels, politiques, citoyens, individuels dans les logiques de (re)connaissance – ou non – des inégalités en vue de leur transformation ?

Par quels **rapports de force** et de sens entre groupes, entre espaces, inscrits dans la durée, des différentiels de capacité d'agir s'installent-ils, créant des situations de vulnérabilité variées prises dans des spirales tantôt vertueuses tantôt négatives d'enfermement ? Comment les politiques publiques, les mobilisations, l'action collective s'inscrivent-elles dans la tension entre néolibéralisme et régulations collectives et contribuent-elles à transformer le sens de ces logiques, à diminuer ou à aggraver les inégalités ?

L'analyse des inégalités débouche alors nécessairement sur la question de **l'articulation de la production de la connaissance scientifique et des savoirs d'autres natures**, aux logiques d'action des acteurs privés, publics, citoyens, etc. Quels rôles joue la production de connaissance dans la transformation du réel, dans la dynamique du changement ? Ce questionnement interroge nécessairement le **positionnement du chercheur, son engagement** et les modalités d'inscription et d'interactions de son activité avec d'autres secteurs, professionnels ou citoyens. Travailler, chercher, produire de la connaissance sur les inégalités, c'est aussi travailler les inégalités en inscrivant l'activité des chercheurs dans une interrogation permanente sur ce qui permet de faire société et ce qui produit des coupures, voire des ruptures.

## 2.2. Transversalité 2 : Mobilisations, engagement, action collective

Responsables : Nathalie Blanc (géographe, CNRS) et Anne Sourdril (anthropologue, CNRS)

Les notions de **mobilisations, d'engagement, d'action collective** sont ancrées dans les ambitions et les démarches du LADYSS, soit l'attention portée aux nombreuses formes que prennent les activismes, les actions citoyennes, l'agir. Ces mobilisations constituent des **renouvellements du politique**, elles renvoient aux modalités multiples d'action et d'échelle. Ce sont des **processus d'innovation sociale**, bien que le caractère de nouveauté mérite toujours d'être interrogé.

Mettre en question les modalités de mobilisation et d'action collective s'inscrit dans une démarche de capitalisation qui doit permettre de revenir aux acteurs et aux processus instituants, considérés au sens des dynamiques de changement des normes, des règles, des institutions, mais aussi des pratiques, des relations sensibles. Ce qui est en jeu est la capacité à faire évoluer les cadres, la capacité des collectifs à s'engager dans des **fabriques instituantes**. Le politique se mixe en ce sens d'écologique, de productif, d'habiter, il renvoie aux différentes manières de faire société qui coexistent et se confrontent.

Certaines mobilisations populaires s'inscrivent « **contre** », contre certaines politiques publiques, contre des régimes politiques, comme dans le cas des printemps arabes ou de luttes environnementales. Mais, notamment dans son ancrage sociospatial, l'action collective renvoie aussi à des mobilisations et des **engagements « pour »**, pour une alimentation saine, pour des formes d'émancipation dans le travail, pour des conditions de production agricole écologiquement viables, pour le respect animal, pour la sauvegarde d'espèces, de milieux ou de lieux, pour la qualité de l'eau, pour une science citoyenne, etc.

Nombreuses sont les modalités de recherche à propos de ces mobilisations. Il convient de souligner l'implication conjointe des chercheurs auprès des acteurs, sur des terrains variés. Recherche-action, recherche-intervention, recherche-crédation, mais aussi différentes formes d'expertises coexistent, auprès de la société civile, des entités publiques, d'entreprises, etc.

Travailler les formes d'action collective suppose de saisir **au-delà de l'engagement des individus**, ce qui est en jeu à des **échelles intermédiaires**. L'agir collectif peut ainsi se saisir en tant que dimension méso, non pas seulement définie au sens d'intermédiaire entre l'individu et la dynamique macro (en termes de politique publique, de gouvernance mondiale), mais aussi au sens de logique ou de dynamique propre à des collectifs, en interaction avec des construits globaux. Les imbrications d'échelle de ces mobilisations, engagements, de cet agir collectif constituent un axe de travail essentiel pour comprendre la fabrique du monde de demain.

### 2.3. Transversalité 3 : Questionnements méthodologiques et réflexivité des démarches scientifiques

Responsables : Clélia Bilodeau, (géographe, Université Paris 7), Thierry Feuillet (géographe, Université Paris 8) et Étienne Grésillon (géographe, Université Paris 7)

La réflexion sur la **construction de la recherche et des savoirs scientifiques** constitue une dimension forte de l'histoire du laboratoire. Dans cette optique, le prochain quinquennal fixera notamment dans son agenda plusieurs chantiers de discussion et d'expérimentations poursuivant cette tradition, au bénéfice des nombreux apports déjà réalisés sur ces aspects.

Pour un laboratoire qui souhaite faire des **pas de côté** par rapport au paysage parfois figé de l'organisation du débat entre les sciences, **réfléchir aux incompréhensions qui peuvent naître de l'interdisciplinarité** représente une des discussions phares de cette transversalité. Parmi les sujets de questionnement, on peut citer la formulation des enjeux scientifiques, qui dépend en premier lieu du vocabulaire dans le dialogue scientifique : notions, concepts, synonymie et divergences des termes et donc des approches conceptuelles. L'organisation de la recherche et la gestion différenciée du temps entre différentes pratiques, démarches et méthodes (monographie, recherche-action, recherche intervention, expertise, expérimentations) constituent un autre enjeu de discussion. Dans ce dialogue, on retrouve par ailleurs une vieille question sur laquelle le LADYSS intervient depuis de nombreuses années, celle du croisement et des articulations entre démarches qualitatives et quantitatives, et conséquemment le lien à l'instrumentation et aux données.

Cette **préoccupation sur la production des données** fait écho à l'enjeu de la métrologie. Il s'agit alors d'interroger la **construction des états de référence**, objectif qui nécessite un travail fin sur les mesures, afin notamment de pouvoir permettre leur comparabilité dans le temps. C'est la construction des indicateurs qui resurgit ainsi dans le débat, lequel s'illustre à travers de nombreuses recherches menées au sein du LADYSS, et cela à des échelles très variées.

Deuxième grand thème de réflexion, celui de la communication et de la transmission des savoirs scientifiques, voire de la **coproduction acteurs-chercheurs**, thème qui parcourt les trois transversalités dans il est au cœur de l'identité du LADYSS. Comment répondre à **la demande d'outils opérationnels** qui émane des pouvoirs publics, des partenaires financeurs, voire d'organisations de la société civile et d'entreprises ? Quel est le **statut de ces connaissances nouvelles**, comment présenter ces résultats de recherche, comment et à qui les transférer, notamment en lien aux différentes formes d'appropriation du savoir ? Comment se situer vis-à-vis de la demande sociale de « vérité scientifique » ?

Troisième chantier, qui reprend là aussi un thème récurrent des **frictions entre des cultures scientifiques** différentes, celui de la construction des démarches de modélisation, voire de la mise en débat de modèles à vocation normative ou à usage normatif. Ce sont là des notions et des méthodes à déconstruire : extraire et prioriser des paramètres clés pour comprendre les phénomènes, hiérarchiser ou formaliser les enjeux et interactions d'échelles, modéliser l'action des personnes, etc. sont autant de choix structurants qu'il faut sans cesse mettre en débat. Il nous semble qu'il peut y avoir un intérêt majeur à confronter des pratiques des chercheurs travaillant sur des objets différents et construisant ainsi des ponts et des points de comparaison. Réfléchir à la hiérarchisation des

facteurs, à la sélection des variables, à la formalisation des rationalités à l'œuvre mérite toujours un grand renfort de précautions et de mise en perspectives.

Dans le domaine de l'expérimentation méthodologique, le LADYSS continue d'innover sur certaines méthodes de recherche notamment qualitatives, lesquelles ont constitué jusqu'ici la boîte à outils d'une grande partie de ses travaux. En particulier, il poursuit des expérimentations et discussions en matière d'analyse des réseaux et d'approches à l'échelle de l'individu comme les approches biographiques (récits de vie, témoignages, etc.).

### 3. Des Ateliers pour mettre en œuvre la dynamique courante du travail de recherche

La formalisation des ateliers autour duquel va s'organiser le travail courant du laboratoire est en cours d'élaboration. Les discussions et les rencontres à l'automne 2016 et au printemps 2017 ont permis d'établir les **contours thématiques et problématiques de six ateliers**. D'autres thèmes exerçant un rôle fédérateur pour plusieurs collègues sont sujets de débats et donc d'enjeux scientifiques. Ils tiennent également ce rôle de polarité mais les discussions à leur propos n'ont pas encore suffisamment abouti à ce jour pour qu'ils soient intégrés dans le projet remis au printemps 2017. Un septième atelier notamment est en cours d'élaboration autour des questions de la construction et de l'habiter dans les espaces urbains. Nous présentons donc ci-dessous les six ateliers formalisés à ce jour.

#### 3.1. Atelier 1 - Modèles alternatifs d'entreprises et d'organisations

Animateur : Pascal Grouiez (économiste, Université Paris 7)

Les défis portent sur la compréhension des phénomènes d'approfondissement des crises (économique, sociale, environnementale) et des réponses à apporter. Ces crises renforcent les tensions sur l'accès aux ressources, les conditions d'emploi, la répartition, etc. Des dynamiques de fragmentation prennent l'ascendant sur les processus d'unification. L'objet de l'atelier est **d'identifier les formes émergentes d'organisation**, en passant de **l'analyse des fractures et des crises** à celle des **configurations en formation**. Ainsi de nombreuses hypothèses sont formulées :

- **L'engagement des entreprises dans une stratégie de développement durable** implique de mobiliser à la fois une pluralité de modèles économiques d'entreprises et de changements institutionnels.
- **L'extension de l'économie sociale et solidaire**. La multiplication des formes coopératives ou collaboratives suppose un travail de cartographie de ces modèles et expérimentations, qui renvoient à des dispositifs institutionnels et des pratiques très variés.
- **Un travail critique sur des économies socialistes** (formes communautaires, entreprises autogérées, etc.) pourrait fournir des enseignements pertinents qui, enrichis par des problématiques nouvelles, seraient en mesure de contribuer à l'élaboration de nouveaux modèles.

Ces transformations confèrent à l'espace local un rôle majeur dans le développement de nouveaux rapports sociaux. En rendant compte des démarches de construction de l'action des organisations, on peut interroger la place du territoire, en tant qu'espace d'expression et d'interactions.

#### 3.2. Atelier 2 - Sociétés et territoires en transition

Animatrice : Aline Brochot (géographe, CNRS)

L'objectif est d'interroger différentes **configurations de changement** et de transformation des sociétés et de leurs institutions, à diverses échelles. À l'échelle locale, on s'intéresse notamment aux nombreuses **articulations entre acteurs et projets de territoire**. Au niveau plus global ou macro, il s'agit de rendre compte et de discuter des processus de **transformation des capitalismes**, en regardant notamment les formes et arrangements (en accordant une attention à la dépendance et aux différenciations). Il s'agira notamment de discuter des différentes **acceptations de la notion de transition**.



Trois grandes catégories de changement sont particulièrement en jeu : changement social, économique et environnemental, sans composer pour autant un guide d'investigation ou un guide méthodologique, mais elles renvoient bien plus à l'interdépendance des facteurs de transformation. Ces transitions étant aussi sociopolitiques, culturelles, technologiques, elles prennent forme et se cristallisent dans le territoire. Ce qui renvoie aussi d'ailleurs aux mobilisations et à l'agir collectif. On s'intéressera aux transitions comme processus, tout en développant une réflexion sur les dimensions normatives que peuvent receler certaines approches de la transition.

Cette dynamique de recherche est très active dans l'Axe 1 du Ladyss durant le contrat 2014-2018 ; elle n'a pas encore été redimensionnée à l'échelle des ateliers, c'est l'objet du programme de la dernière année de l'Axe 1.

### 3.3. Atelier 3 - Agriculture, alimentation et cohésion sociale

Animatrice : Ségolène Darly (géographe, Université Paris 8)

L'agriculture constitue pour les membres de cet atelier une entrée privilégiée pour analyser les processus d'**ancrage local de la globalisation** et des nouveaux enjeux qui y sont liés, qu'il s'agisse de ses conséquences en termes de **déstructuration territoriale** ou des réponses des acteurs locaux sous forme d'**initiatives alternatives** et de **nouveaux modes de coordination**. La problématique de l'évolution des marchés de l'alimentation en relation avec les zones de production et de consommation et donc des flux de marchandises sera aussi abordée.

Pour son démarrage, l'atelier fonctionnera sur la base de séminaires qui serviront à confronter les résultats de recherche des participants, autour de plusieurs thématiques : les dynamiques territoriales et patrimoniales liées à la restructuration des filières agro-alimentaires, les stratégies foncières des acteurs de la filière et des territoires, la construction d'initiatives de développement local, les fonctions économiques et sociales de l'informalité en agriculture.

L'objectif est aussi de renouveler les questions de recherche dans ce domaine en croisant les différentes catégories d'analyse des systèmes agricoles : agriculture paysanne, de ferme, urbaine, périurbaine, de montagne, patrimoniales, etc.

### 3.4. Atelier 4 – Santé, enjeux sanitaires et territoires

Animateur : Anne-Peggy Hellequin (géographe, Université Paris Nanterre)

La **santé** joue un **rôle décisif dans les dynamiques sociales et la recomposition des espaces**. Au sein de cet atelier, nous nous interrogerons sur les changements sociaux, économiques ou environnementaux (mouvement d'urbanisation, crises économiques, mondialisation, changement climatique, etc.) en lien avec les inégalités sociales et territoriales de santé (offre, recours, comportements et état de santé de la population, facteurs de risque).

Les processus territoriaux à l'œuvre dans la constitution de ces inégalités (dynamiques des acteurs locaux, systèmes d'actions, rapports de pouvoir, logiques identitaires) seront décryptés ainsi que les manières d'y faire face (processus durable de co-production, de partage des connaissances en rapprochant formation, recherche et action publique). L'enjeu des recherches réalisées au sein de cet atelier est ainsi de mettre en évidence les liens qui s'établissent entre **l'organisation et le fonctionnement des territoires et les caractéristiques sanitaires des populations**, pour aider à identifier les leviers permettant d'améliorer les situations locales et contribuer à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

### 3.5. Atelier 5 - Le vivant et ses enjeux territoriaux et environnementaux

Animatrice : Catherine Carré (géographe, Université Paris Sorbonne)

Cet atelier réunit les membres du LADYSS travaillant sur le **vivant** (faune, flore) en lien avec les **territoires**, autour de questions à l'articulation entre fonctionnement écologique et enjeux sociaux. L'objectif est à la fois d'**évaluer l'état de la biodiversité** via le développement d'**indicateurs** et de

s'interroger sur les modalités d'appropriation des connaissances entre les acteurs scientifiques et les acteurs locaux – gestionnaires ou praticiens – afin de concevoir des politiques environnementales plus participatives. Les points de vue de ces acteurs sont analysés, combinés, comparés afin d'élaborer des scénarii d'aménagement, utilisés ensuite comme support à la discussion pour l'aide à la décision.

L'atelier s'intéresse également aux **changements environnementaux** (changement climatique, érosion de la biodiversité, dynamiques des paysages, etc.), appréhendés à travers l'**évaluation** (grâce aux collaborations avec les chercheurs du secteur Sciences) et la **perception** (en lien avec l'atelier 6 Espaces sensibles, cultures, natures) de leurs effets écologiques et sociaux. Les recherches développées s'appuient sur l'élaboration de protocoles méthodologiques, normés et reproductibles, permettant d'étudier le vivant comme un système complexe et dynamique, résultant de processus sociaux et naturels.

### 3.6. Atelier 6 – Espaces sensibles, cultures, natures

Animatrice : Nathalie Blanc (géographe, CNRS)

Cet atelier regroupe des travaux intéressés par les **représentations et pratiques des espaces à caractère naturel**. Opposés au clivage nature/culture, les chercheurs de cet atelier travaillent sur la **matérialité sensible et symbolique de la nature**, à partir de l'analyse des **expériences ordinaires de nature** ainsi que des sensibilités déployées à son égard. La démarche tente de dépasser les obstacles d'une approche prométhéenne de la nature en cherchant les liens matériels, sensibles et cognitifs entre les vivants. Il s'agit de comprendre les places qu'occupent les humains dans l'écosystème terrestre et d'instruire la question des **cultures durables** et des **humanités environnementales**, aussi bien que celle d'une esthétique environnementale (courant de recherche qui reconnaît le caractère esthétique des espaces de nature) à l'épreuve des **Nouveaux Matérialismes**. Ainsi, l'entrée par les flux matériels peut être privilégiée, par exemple en ce qui concerne l'évolution des formes de l'environnement, qu'il s'agisse de paysages, de jardins, de récits de nature, ou encore d'artefacts participant de l'environnement naturel et construit. Ces travaux visent à renouveler les méthodologies des sciences humaines et sociales empruntant aux arts, aux recherches sur les corps en mouvement et à des méthodes d'enquête impliquantes.



# ANNEXE

# Atelier 1

Modèles alternatifs d'entreprises et d'organisations

*Responsable :*  
*Pascal Grouiez*

## SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS EN COURS ET EN PROJET DE L'ATELIER 1

(par ordre alphabétique de responsable scientifique)

### Opérations en cours

- Inventaire géophotographique des grandes routes de la planète / Olivier Archambeau
- ACIDES - SUD (Analyses Critiques et Interdisciplinaires des Dynamiques de l'Enseignement Supérieur dans les pays du Sud) / Nicole Azoulay
- Nouvelles échelles de régulation (NER) / Pascal Grouiez
- Inégalités. Approches macro méso micro. Secteurs, territoires, revenus / Thomas Lamarche
- Séminaire Ladyss Paris 7 : Développement durable et transformations des capitalismes contemporains : du local au global / Thomas Lamarche
- Séminaire d'économie Politique / Thomas Lamarche, Éric Magnin
- L'efficacité des codes de gouvernance / Antoine Rebérioux
- La place des femmes dans les conseils d'administration : l'expérience du quota français / Antoine Rebérioux
- Le financement de l'économie immatérielle et l'économie de la fonctionnalité / Renaud du Tertre, Christian du Tertre

### Opérations en projet

- Revue de la régulation. Capitalisme, Institutions, Pouvoirs / Thomas Lamarche
- CoopereRA - Dispositifs de recherche-action (RA) pour la création de coopératives de production : des organisations sociales innovantes pour un nouveau rapport au travail et au territoire / Thomas Lamarche
- Séminaire résidentiel régulationniste - Dispositifs de recherche-action (RA) pour la création de coopératives de production : des organisations sociales innovantes pour un nouveau rapport au travail et au territoire / Thomas Lamarche
- TR-COOP : Coopérative de production : un cadre de pensée institutionnaliste pour les marges instituantes / Thomas Lamarche
- Impacto potencial de los impuestos patrimoniales sobre la desigualdad: Aportes teóricos y análisis empírico para la Argentina / Thomas Lamarche

**FICHES DES OPERATIONS EN COURS DE L'ATELIER 1****Inventaire géophotographique des grandes routes de la planète**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Olivier Archambeau*

**Financement :**

Aucun financement

**Responsable scientifique du contrat :**

Olivier Archambeau

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

François Legouy

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Il s'agit de réaliser un inventaire géophotographique des grandes routes de la planète, de construire un modèle de représentation numérique des espaces de la route à l'aide de l'image fixe et animée. Il s'agit de réactualiser à l'aide des technologies les plus avancées le concept « d'archives de la planète » initié par Jean Brunhes et Albert Kahn au début du XX<sup>e</sup> siècle mais également de répondre au devoir d'inventaire iconographique des paysages et des activités humaines que suggèrent les fondements de la discipline « géographie » et de lancer la mise en production systématique de films géographiques sur ces espaces si particuliers.

L'utilisation courante de la photographie aérienne, de la vidéo ou des images satellites a changé les rapports traditionnels entre le texte et l'image fixe ou animée. C'est désormais l'image qui peut constituer le point de départ de l'enquête, c'est elle qui peut fournir les premiers indices et les premières questions. L'image animée ou la photographie perd son statut d'illustration pour devenir un support, une technique de recherche à part entière. Sans perdre sa fonction pédagogique, l'image acquiert aussi une fonction euristique.

Paradoxalement, force est de constater que l'effort initié par Jean Brunhes n'a pas été poursuivi. Les *géophotographes* et les *géocinéastes* sont finalement peu nombreux et dispersés. L'objectif est également de montrer, à l'heure des supports de recherche et de diffusion numérique, qu'il est sans doute temps de repenser l'intégration de ces collections et de ces productions audiovisuelles disparates dans un système cohérent.

Ce projet est fondé sur le montage d'une grande expédition par an et de travaux de terrain systématiques. Il représente également une continuité de mes études engagées depuis 10 ans au travers de stages de terrain et d'expéditions au long cours.

**État d'avancement :**

En cours

**Publications et/ou valorisation :**

Archambeau O., 2015. Images animées et excursions géographiques : une (ré)appropriation du terrain, *L'information géographique*, 79, 4.

## **ACIDES – SUD (Analyses Critiques et Interdisciplinaires des Dynamiques de l’Enseignement Supérieur dans les pays du Sud)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nicole Azoulay*

### **Financement :**

IFRIS

### **Responsable scientifique du contrat :**

David Flacher (CEPN - CNRS UMR 7234, Université Paris 13), Étienne Gérard (IFRIS - CEPED, Université Paris 5)

### **Membre du laboratoire participant à l’opération :**

Nicole Azoulay

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Ce projet vise à développer une analyse institutionnaliste du développement d’un **marché de l’éducation et de la connaissance**, en particulier à travers : 1/une analyse des mobilités et des parcours internationaux des étudiants du supérieur ; 2/ une analyse des transformations de l’éducation, de l’enseignement supérieur et de l’évolution du lien entre enseignement supérieur, recherche et innovation.

*Méthodologie :* Étude de la littérature, travail statistique en relation avec les bases de données disponibles, étude de terrain

### **État d’avancement :**

Identification des terrains d’étude : Singapour, Tunisie, Argentine, Chili, Vietnam

### **Résultats attendus :**

1. Analyse des profils et parcours des étudiants étrangers en France.
2. Mise au point d’une méthodologie d’étude et identification des bases, des terrains et des partenaires pertinents.
3. L’objectif est de s’appuyer sur ces travaux exploratoires financés par l’IFRIS afin de déposer un projet ANR ou un projet européen H2020.
4. La production de publications (articles, chapitres d’ouvrage, *policy briefs*...).
5. Une journée internationale de recherche sera organisée à la fin de la première année et une autre à la fin de la troisième année.

## **Nouvelles échelles de régulation (NER)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Pascal Grouiez*

### **Financement :**

MSH Paris Nord

### **Partenaires institutionnels :**

Laboratoire Regards, Reims (Florence Gallois, MCF)

**Responsable scientifique du contrat :**

MSH Paris Nord

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Clémence Clos (doctorante), Pascal Grouiez, Thomas Lamarche

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le projet vise à questionner les transformations du régime macroéconomique du capitalisme en partant de l'analyse de régulations à l'œuvre dans de nouveaux espaces situés au niveau méso (secteur, territoire, chaîne de valeur, communauté) et/ou de l'entreprise, et réciproquement, à analyser la manière dont les régulations macro peuvent constituer une « opportunité » pour que des régulations émergentes apparaissent.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

***Publications***

Lamarche T., Bodet C., 2016. Does CSR Contribute to Sustainable Development? What a Régulation Approach Can Tell Us, *Review of Radical Political Economics*, doi : 10.1177/0486613416635038.

***Autres publications***

Chanteau J.-P., Grouiez P., Labrousse A., Lamarche T., Michel S., Nieddu M., Vercueil J., 2016. Trois questions à la théorie de la régulation par ceux qui ne l'ont pas fondée, *Revue de la régulation*, 19, Spring, <https://regulation.revues.org>.

Lamarche T., 2016. Régulation (Théorie de la). Contributions à une économie politique hétérodoxe, in Batifoulie P., Bessis F., Ghirardello A., de Larquier G., Remillon D. (Eds), *Dictionnaire des conventions. Autour des travaux d'Olivier Favereau*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 246-250.

***Communications***

Grouiez P., Lamarche T., 2016. La CAE, un espace méso entre autonomie du travailleur et solidarités organiques dans une économie capitaliste financiarisée ? Communication aux 36es journées de l'Association d'économie sociale (AES) *Politiques sociales en mutation*, 7-9 septembre, Villeneuve d'Ascq.

Grouiez P., 2016. "Cooperative spirit" as "intangible common" for the blooming of collective action: the case of business and employment cooperatives. Communication à l'EAEPE (*European Association for Evolutionary Political Economy*) Conference, 3-5 November, Manchester (UK).

**Inégalités. Approches macro méso micro. Secteurs, territoires, revenus**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Thomas Lamarche*

**Financement :**

Financement actuel : MSH Paris Nord

Financement envisagé : Demande ANR en cours

**Partenaires institutionnels :**

CEPN ; Economix ; IDHE ; LED

**Responsables scientifiques du contrat :**

Pascal Grouiez, Florence Gallois (Laboratoire Regards, université de Reims)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Clémence Clos (doctorante), Thomas Lamarche, Éric Magnin, Christian du Tertre

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objet du programme en préparation est de façonner un réseau de chercheurs institutionnalistes en économie en Île-de-France. Partant d'une collaboration avancée dans des réseaux tels que l'AFEP et les économistes atterrés, le programme a une dimension scientifique et prospective (i. e. comprendre et caractériser de nouveaux modèles de développement). Le programme repose notamment sur le croisement des approches de macroéconomie post-keynésiennes (qui placent les inégalités de revenu et de distribution au cœur de la crise), les approches régulationnistes (qui visent à travailler sur les régulations infranationales, la recomposition des dispositifs institutionnels et la transformation des secteurs, notamment de façon à comprendre les recompositions propres au développement durable, en focalisant sur la question des accès différenciés – accès aux ressources, aux services, aux savoirs), et enfin des approches conventionnalistes (à partir notamment de la construction des marchés de la santé qui repose sur de nouvelles règles)

**État d'avancement :**

En cours. Il s'agit d'un séminaire trimestriel. Le séminaire a permis de répondre à plusieurs appels d'offres (ANR et SPC, notamment).

**Résultats :**

Nombreux débats en cours.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Lamarche T., Bodet C., 2016. Does CSR contribute to sustainable development? What a regulation approach can tell us, *Review of Radical Political Economics*, doi : 10.1177/0486613416635038.

Lamarche T., Bodet C., 2016. La RSE entre Institution du capitalisme et stratégie productive : une grille de lecture, *Économie et Institutions*, 24, 1er semestre.

Un article collectif a été soumis à la Revue économique.

**Séminaire Ladyss Paris 7 :**

**Développement durable et transformations des capitalismes contemporains : du local au global**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Thomas Lamarche*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaires institutionnels :**

GIS CIST (Conflits et compromis de la globalisation territorialisée) ; ATEMIS

**Responsable scientifique du contrat :**



MSH Paris Nord

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Anglès, Irène Berthonnet (Coorganisatrice), Olivier Blandin, Marianne Cohen, Étienne Grésillon, Petia Koleva, Éric Magnin, Yorgos Rizopoulos, Christian du Tertre

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Ce séminaire a pour thème les transformations des capitalismes contemporains en Europe à la lumière du développement durable (DD). Parfois érigé au rang de paradigme alternatif au paradigme libéral, le DD cristallise les inquiétudes devant les défis politiques, sociaux et économiques qu'affrontent les pays développés (crise de la démocratie représentative et du dialogue social, hausse des inégalités, externalités négatives de production). Cela invite à repenser les interdépendances entre domaines (économique, social, écologique), échelles temporelles (court/long terme) et espaces institués (du local au global).

À l'Ouest comme à l'Est, le DD bouleverse les logiques postfordiste et postsocialiste. Il participe de l'émergence d'un nouveau régime non encore stabilisé dont les compromis sociaux sont en devenir.

On adopte une perspective institutionnaliste dont le principal apport est de fournir une lecture historique et territorialisée des coordinations socio-économiques. C'est le cas des travaux d'économie politique comparée articulés autour de la *variété des capitalismes*, reflétant la diversité des configurations institutionnelles sous-jacentes au couple régulation-accumulation.

Les travaux articulent les dynamiques micro, méso et macroéconomiques dans le contexte du DD, notamment à partir des apports de l'économie de la fonctionnalité ou de l'économie des effets utiles.

Ces interactions contribuent à redessiner la carte des capitalismes contemporains et complexifient l'évaluation de la « performance » des économies et des territoires.

**État d'avancement :**

En cours. Il s'agit d'un séminaire bimestriel.

**Résultats :**

Nombreux débats en cours.

**Séminaire d'économie Politique**

*Responsables scientifiques au sein du laboratoire : Thomas Lamarche, Éric Magnin*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaires institutionnels :**

CEPN ; CES ; PHARE ; LED ; Economix

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Séminaire ouvert

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le Séminaire d'Économie Politique se propose de faire vivre le pluralisme en économie. Face à la crise que connaissent les sciences économiques, il entend montrer le potentiel de renouveau que celles-ci recèlent. L'hégémonie acquise par un unique paradigme, même si les travaux menés dans ce cadre

peuvent conduire à des conclusions hétérogènes, fait obstacle à la progression des connaissances ; les économistes qui participent à ce paradigme rencontrent par exemple de très grandes difficultés à penser la crise économique actuelle.

Le pluralisme que nous entendons promouvoir renvoie à la variété de l'économie politique et se décline dans, au moins, trois dimensions : 1/ pluralisme des cadres théoriques (l'institutionnalisme, le keynésianisme, le marxisme, l'évolutionnisme, etc.) ; 2/ pluralisme des approches (l'histoire des faits et de la pensée, l'épistémologie, la philosophie économique, la sociologie économique, etc.) ; 3/ pluralisme des disciplines, dans la mesure où l'économie appartient aux sciences sociales (sociologie, histoire, anthropologie, etc.).

Le Séminaire d'Économie Politique est soutenu par des chercheurs de plusieurs laboratoires franciliens : CEPN, CES, LADYSS, PHARE, Economix. Il réunit régulièrement (4 séminaires par an) des chercheurs et enseignants chercheurs. Porteurs : Olivier Allain, Michaël Assous, Philippe Batifoulier, Élodie Bertrand, Bruno Jetin, Thomas Lamarche, Guillemette de Larquier, Éric Magnin, Christophe Ramaux, Bruno Tinel

Première séance autour d'André Orléan, *L'empire de la Valeur. Refonder l'économie*, Paris, Le Seuil, 2011.

### **État d'avancement :**

En cours. Le séminaire a une existence stabilisée. 4 séminaires par an. Moyenne de fréquentation 45 personnes.

## **L'efficacité des codes de gouvernance**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Antoine Rebérioux*

### **Financement :**

Aucun financement

### **Partenaires institutionnels :**

GIP Droit et Justice (Ministère de la justice, CNRS)

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Responsables scientifiques du contrat :**

K. Deckert, S. Harnay, T. Sachs

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Antoine Rebérioux

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Cette recherche vise à évaluer l'efficacité juridique et économique du Code de gouvernance s'appliquant aux sociétés cotées françaises. La perspective adoptée est pluridisciplinaire (droit économie) et comparative (en examinant l'ensemble des Codes de gouvernance s'appliquant en Europe).

### **État d'avancement :**

En cours. Le Rapport intermédiaire a été remis en mai 2016, à mi-parcours.

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Harnay S., Llense F., Rebérioux A., 2016. L'économie des codes de gouvernance, in Deckert K., Harnay S. et Sachs T. (Eds), *L'efficacité des codes de gouvernance*, rapport intermédiaire, mai.

## **La place des femmes dans les conseils d'administration : l'expérience du quota français**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Antoine Rebérioux*

### **Financement :**

CEPREMAP (Centre pour la recherche économique et ses applications)

CEPREMAP (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Responsable scientifique du contrat :**

Antoine Rebérioux

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Antoine Rebérioux

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

En janvier 2011, la France adoptait – suivant l'exemple norvégien – un quota sur la présence de femmes dans les conseils d'administration des sociétés cotées. Depuis cette date, la part de femmes administratrices n'a cessé de s'accroître, pour atteindre près de 40 % – témoignant de la cassure d'un premier plafond de verre. Notre étude s'interroge néanmoins sur la place et le rôle réservé aux nouvelles arrivantes au sein des conseils. Nous montrons, à partir de données individuelles sur les comités et les jetons de présence, que les femmes n'ont pas accès aux postes les plus stratégiques au sein de ces conseils. Ceci marque l'existence d'un second plafond de verre, interne celui-ci – et facteur d'inégalités persistantes à la tête des plus grandes entreprises.

### **État d'avancement :**

En cours. Un premier document de travail a été publié, et un workshop organisé

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Crifo P., Rebérioux A., Roudaut G., 2016. Organisation du workshop *Gender diversity and company leadership*, Université Paris 2, 18 octobre, Paris.

Rebérioux A. et Roudaut G., 2016. Gender quota inside the boardroom: female directors as new key players?, *Document de travail CEPREMAP n° 1603*, <http://www.cepremap.fr/depot/docweb/docweb1603.pdf>

## **Le financement de l'économie immatérielle et l'économie de la fonctionnalité**

*Responsables scientifiques au sein du laboratoire : Christian du Tertre, Renaud du Tertre*

### **Financement :**

Aucun financement

### **Partenaires :**

*Partenaires institutionnels* : ADEME ; IE-EFC

*Partenaires privés* : Laboratoire d'intervention et de recherche ATEMIS ; les entreprises du réseau de l'IE-EFC ; la ville de Loos-en-Gohelle

### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Christian du Tertre, Renaud du Tertre

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

- État de l'art sur le financement des investissements immatériels
- Confrontation à l'expérience d'entreprises engagées dans l'EFC grâce à l'intermédiation du laboratoire d'intervention et de recherche ATEMIS et de l'Institut européen de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération que préside Christian du Tertre
- Confrontation à l'analyse des banques notamment la BPI
- Participation active à l'atelier de l'Institut
- Élaboration d'une méthodologie d'action pour aider à ce financement
- Présentation publique des avancées

### **État d'avancement :**

- 10 réunions d'atelier
- Première formulation d'une méthodologie d'action
- Test en cours

### **Résultats intermédiaires :**

- Articles soumis à la discussion au sein du séminaire du Ladyss par Renaud du Tertre
- Première présentation écrite de la méthodologie d'action à des groupes d'entreprises

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

#### *Un ouvrage scientifique avec ses retombées opérationnelles*

Gaglio G., Lauriol J., Tertre (du) C. (Eds), *L'économie de la fonctionnalité : une voie nouvelle vers un développement durable ?* Paris, Éditions Octarès.

#### *Un article académique sur les problèmes de financement*

Tertre (du) R., 2013. *Les principaux problèmes de financement rencontrés dans l'économie de la fonctionnalité*, Club Économie de la fonctionnalité et développement durable, Atelier Financement de l'économie de la fonctionnalité, 30 octobre, <http://www.club-economie-fonctionnalite.fr/activites-du-club/financement-et-assurance/atelier-financement-de-l-economie-de-la-fonctionnalite>

#### *Une méthodologie d'action fondée sur les approches théoriques et l'expérimentation*

*Guide de présentation et d'évaluation : Modèle économique et besoins de financement d'une entreprise engagée dans l'économie de la fonctionnalité et de la coopération*, IE-EFC, Atelier

Financement de l'économie de la fonctionnalité, janvier 2016, <https://www.club-economie-fonctionnalite.fr/activites-du-club/financement-et-assurance/atelier-financement-de-l-economie-de-la-fonctionnalite/>

**Prise en compte de ces résultats par l'Observatoire de l'immatériel, association fondée en 2007 avec le concours du ministère de l'Économie et des Finances, direction générale des entreprises (DGE), depuis juin 2016, nomination de Christian du Tertre au Comité d'experts de l'Action collective avec la DGE.** <http://observatoire-immateriel.com/>

**FICHES DES OPERATIONS EN PROJET DE L'ATELIER 1****Revue de la régulation. Capitalisme, Institutions, Pouvoirs**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Thomas Lamarche*

**Financement :**

MSH Paris Nord ; INSHS ; Revues.org

**Partenaires institutionnels :**

INSHS, Revues.org (plateforme qui héberge la Revue de la régulation. La Revue a accédé au programme Freemium) ; nombreux laboratoires (CRISEA, ARTDEV, CREG, CEPN, REGARDS, CREE...)

**Responsable scientifique du contrat :**

Thomas Lamarche

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

La Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs, créée à l'initiative de l'association Recherche & Régulation, est soutenue par la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord, par l'Institut des Sciences humaines et sociales du CNRS, ainsi qu'un réseau de centres de recherche. Elle est classée par l'AERES en catégorie C et figure dans le référencement EconLit. La revue bénéficie également du soutien du CNRS par la voie des sections 36 (Sociologie - Normes et règles) et 37 (Économie et gestion). Elle est réputée excellente et jouit d'une très large diffusion en France et à l'international.

La revue vise à fournir un lieu d'expression pour les analyses qui s'inscrivent dans la filiation des recherches régulationnistes, et plus largement institutionnalistes, ainsi que pour les chercheurs qui souhaitent en débattre, en économie et au-delà. Elle a pour vocation d'alimenter une discussion ouverte avec les autres sciences sociales : sociologie économique, histoire, sciences politiques, gestion, etc.

En effet, il apparaît plus que jamais nécessaire de développer une économie politique historicisée et socialisée afin de mieux comprendre les choix en matière de politique économique ou les évolutions stratégiques des entreprises, ainsi que leurs effets, à partir des rapports sociaux qui les structurent. Poursuivre une réflexion globale sur la transformation du capitalisme, étant donné l'ampleur et la diversité de ses recompositions, incite à rassembler des travaux issus de différents horizons. Les recherches que cette revue souhaite promouvoir porteront tant sur la caractérisation des formes structurelles du capitalisme contemporain, que sur l'analyse des nouvelles dynamiques à l'œuvre et des outils théoriques et méthodologiques permettant de les saisir.

URL du site de la revue : <http://regulation.revues.org/>

**Résultats :**

Pour l'année 2016, la fréquentation du site de la revue est de quasiment 28 000 visites par mois en moyenne, tandis qu'elle était de 25 000 visites en moyenne au même moment (mois de janvier à août) en 2015 (en 2014 elle était de 22 000 et de 17 000 en 2013). Progression régulière, et internationalisation du lectorat.

Publication semestrielle, depuis 2007.

En juin 2017, la Revue fêtera ses 10 ans autour d'un séminaire spécial.

**CoopereRA - Dispositifs de recherche-action (RA) pour la création de coopératives de production : des organisations sociales innovantes pour un nouveau rapport au travail et au territoire.**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Thomas Lamarche*

**Financement envisagé :**

ANR Projets de recherche collaborative – Entreprises (PRCE). La demande a été acceptée en première lecture à l'ANR en 2015-16. Nouvelle demande en 2016-17

**Partenaires institutionnels :**

*Partenaires institutionnels* : IDHES CNRS, Univ Paris1 (Antonella Corsani, Associate Professor) ; CNAM CNRS (Marie-Christine Bureau, Researcher CNRS) ; Aix-Marseille Univ – LEST (Nadine Richez Battesti, Associate Professor, Aix Marseille U) ; Géocité CNRS U Paris Diderot (Nicolas Douay, Associate Professor, U P7) ; Univ of Patras, Greece (Léonidas Maroudas, Full Professor) ; Univ Moreno Argentina (Julio Neffa, Full Professor)

*Partenaires privés* : Coopaname SA ; La manufacture coopérative ; Calidoscoop (Espagne)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Irène Berthonnet, Nathalie Blanc, Pascal Grouiez, Petia Koleva, Thomas Lamarche, Antoine Rebérioux, Yorgos Rizopoulos

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le consortium Université-Entreprise repose sur une équipe constituée de personnes issues du monde académique et du monde coopératif engagée depuis 2012 sur des projets communs de recherche-action. Elle est pluridisciplinaire et pluricognitive : les modes de réflexion et d'agir prennent place dans différents espaces de pensée et d'action. Son objectif scientifique, qui en est aussi un pour les pouvoirs publics et des entreprises, est d'interroger le potentiel des coopératives et de l'agir coopératif pour résister à différents dérèglements propres à la crise et à la fragmentation de l'emploi et pour formaliser de nouveaux modèles pour l'emploi, l'innovation dans le rapport au travail et au territoire. Il s'agit de proposer des instruments appliqués pour accompagner la création d'entreprises socialement innovantes en termes de gouvernance, d'égalité et d'ancrage territorial.

CoopereRA s'intéresse à l'activité citoyenne dans le champ de la production pour éclairer des modèles économiques émergents, et s'insère dans une dynamique de transition citoyenne. Notre principale hypothèse est celle de la capacité des coopératives et de collectifs non formels à bâtir des modèles économiques alternatifs. CoopereRA met en discussion le potentiel économique et social des marges instituant (marge au sens d'organisations et d'initiatives non-standards, non dominantes) pour promouvoir l'autonomie et l'émancipation des personnes.



**Séminaire résidentiel régulationniste - Dispositifs de recherche-action (RA) pour la création de coopératives de production : des organisations sociales innovantes pour un nouveau rapport au travail et au territoire.**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Thomas Lamarche*

**Financement envisagé :**

MSH Paris Nord ; CDC-Entreprises

**Partenaires :**

*Partenaires institutionnels :*

Université Grenoble Alpes – CREG (Jean Pierre Chanteau, Associate Professor) ; Université Picardie CRISEA (Agnès Labrousse, Associate Professor) ; Université de Reims REGARDS (Martino Nieddu, Associate Professor) ; Université Montpellier ART-DEV (Sandrine Michel, Associate Professor) ; INALCO CREE (Julien Vercueil, Associate Professor)

*Partenaires privés :* Association Recherche & Régulation

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Pascal Grouiez, Thomas Lamarche

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'atelier a vocation à traiter du concept de régulation qui reste au cœur de la construction, mais qu'il n'est plus discuté. La théorie de la régulation décrit les formes et les correspondances (mode de régulation en action) Son recours à l'histoire a permis de repérer les grands enchaînements entre les RA et les modes de régulation.

En revanche, les processus multiples, contradictoires, conflictuels, leurs échelles et les procédés par lesquels ils se sont agrégés dans un nouveau mode de régulation et, par conséquent, la manière dont les nouvelles régularités sont été produites au cours des crises structurelles ne sont que peu pris en charge. Depuis le début de la crise structurelle actuelle, la TR a accumulé de nombreux résultats « locaux » mais doit développer les outils de compréhension de leur convergence (ou de leur non-convergence) à travers les processus d'essais-erreurs. Plusieurs tensions sont identifiées, qui ont autant de lieux d'élaboration pour enrichir le concept de régulation :

- I. Ce qu'une historicisation de la théorie économique veut dire
- II. Une méthode de régulation d'analyse méso-économique
- III. La théorie de la régulation : de l'importance de prendre le temps

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Chanteau J.-P., Grouiez P., Labrousse A., Lamarche T., Michel S., Nieddu M., Vercueil J., 2016. Trois questions à la théorie de la régulation par ceux qui ne l'ont pas fondée, *Revue de la régulation*, 19, Spring, <https://regulation.revues.org>.

**TR-COOP - Coopérative de production : un cadre de pensée institutionnaliste pour les marges institutantes**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Thomas Lamarche*

**Financement envisagé :**

MSH Paris Nord ; CDC-Entreprises ; ANR

**Partenaires :****Partenaires institutionnels :**

Université Grenoble Alpes – CREG (Jean Pierre Chanteau, MCF) ; Université Aix Marseille – LEST (Nadine Richez Battesti, MCF) ; Université Reims – Regards (Florence Gallois, MCF)

**Partenaires privés :** La manufacture coopérative (Catherine Bodet, cogérante)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Justine Ballon (doctorante), Pascal Grouiez, Thomas Lamarche

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objectif est de produire un cadre de compréhension des coopératives et de l'agir collectif dans le champ de la production. Il s'agit d'un objet à différentes échelles : pour les collectifs (les coopératives elles-mêmes, et leurs membres, qui peuvent avoir des positions/statuts différents), pour les territoires dans lesquels l'action prend place et agit (sur la répartition, sur la création d'activité...), pour les pouvoirs publics. L'objectif est d'interroger le potentiel des coopératives et plus largement de l'agir coopératif pour résister à différents dérèglements propres à la crise et à la fragmentation de l'emploi et pour caractériser et formaliser de nouveaux modèles pour l'emploi et l'innovation dans le rapport au travail et au territoire. Au sens large, l'objectif est de contribuer à l'élaboration de trajectoires de sortie de crise partant de l'action des collectifs ; de construire des outils pour comprendre les ruptures et penser à des modes alternatifs de développement qui allient démocratie et durabilité.

On s'intéressera notamment au concept de marges institutantes : les sociétés de personnes sont un fil conducteur de l'histoire de l'économie sociale et solidaire, voire de l'histoire des mouvements sociaux plus largement. Le fait que ce soit des personnes qui se réunissent et non des capitaux est un déterminant essentiel du projet d'entreprise en tant que projet politique. La coopérative peut ainsi être perçue en tant que processus vivant de la construction de droits et de solidarités par des collectifs ; processus que l'on peut considérer comme autant de marges institutantes. Le terme « instituant » au sein de l'ESS renvoie à Henri Desroche, acteur clé des coopératives au XX<sup>e</sup> siècle. Les coopératives expérimentent et produisent des règles afin de pérenniser leur développement. Ce processus d'innovation institutionnelle est celui par lequel se pérennisent des règles démocratiques, des pratiques solidaires. Être instituant renvoie à la dynamique d'innovation sociale permanente, portée par les acteurs afin de se donner les moyens de poursuivre l'impulsion politique de départ. Le terme de marge a pour intention de montrer le positionnement aux frontières, dans un espace non dominant, expérimentant. Le processus instituant fonde aussi ses racines dans une notion développée par Castoriadis lorsqu'il cherche à rendre compte de la capacité des imaginaires (i. e. pour les coopératives, le projet politique, l'innovation sociale) à transformer les modes d'agir.

**Impacto potencial de los impuestos patrimoniales sobre la desigualdad : Aportes teóricos y análisis empírico para la Argentina**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Thomas Lamarche*

**Financement actuel :**

Programme « Éducation en coopérativisme et économie sociale à l'université » du ministère de l'Éducation de l'Argentine

**Partenaires institutionnels :**

Universidad Nacional de Moreno ; Coopaname ; La Manufacture Coopérative

**Responsable scientifique du contrat :**

Thomas Lamarche

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Marina Amova (doctorante), Thomas Lamarche, Yorgos Rizopoulos

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'économie sociale argentine est très dynamique. Elle se développe à la fois sur la base des formes historiques coopératives et mutualistes, et sur leurs transformations plus récentes. Quelle que soit la diversité des formes de l'économie sociale et solidaire, les contextes dans lesquels elles sont ancrées et les problématiques auxquelles elles tâchent de répondre, il est possible d'identifier des éléments communs qui font l'unité de l'économie sociale. Cela consiste en l'application des principes de l'associativité, la gestion spécifique de l'organisation et de son patrimoine mis au service d'activités répondant à des besoins réels des membres et d'autres parties prenantes, l'entrepreneuriat entre pairs et non seulement à la recherche de profits.

Il convient d'étudier les continuités et discontinuités entre formes historiques et émergentes pour accompagner les transformations des formes classiques, le développement des entités émergentes, favoriser les échanges d'expériences qui peuvent être répliquées. Il est possible de travailler à partir de trois perspectives ou de manière combinée : a) sur le plan conceptuel et organisationnel, b) sur le plan économique, c) en lien avec les politiques publiques. Cette étude aura la spécificité de proposer une double perspective, d'une part pour améliorer la gestion au niveau des organisations, et d'autre part pour la placer dans le contexte des cadres créés par les politiques publiques et les enjeux sociaux et économiques auxquels ils essaient de répondre

**État d'avancement :**

Un voyage d'étude en cours d'organisation (français en Argentine) un voyage prévu d'Argentins en France prévu pour le 1er semestre 2018

**Résultats**

Contribution à la réponse à l'appel de l'ANR 2016 sur le nom CoopereRA

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Un article dans la *Socio-economic review*

# Atelier 2

Sociétés et territoires en transition

*Responsable :*

*Aline Brochot*

## SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS EN COURS ET EN PROJET DE L'ATELIER 2

(par ordre alphabétique de responsable scientifique)

### Opérations en cours

- Théoriser les sciences territoriales / Pierre Beckouche
- Modèles économiques alternatifs : enseignements historiques et nouveaux apports / Irène Berthonnet, Yorgos Rizopoulos
- Labellisation et patrimonialisation des territoires viticoles : enjeux, effets locaux, gouvernance / Aline Brochot
- Patrimoine mondial et développement durable : analyse critique de la politique des Paysages culturels de l'Unesco / Aline Brochot
- Produits des terroirs, espaces et marchés, hier et aujourd'hui (TERESMA) / Aline Brochot
- Représentations du territoire et enjeux de la territorialité syndicale / Éric Canobbio
- Justice et Développement / Andrée Kartchevsky
- La responsabilité sociale des entreprises en tant que marqueur de la transition. Le cas tunisien / Koleva Petia
- Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord : Confrontation des modèles et diversité des trajectoires nationales (ERC Advanced Grant TARICA) / Éric Magnin
- Observatoire des Transformations dans le Monde Arabe (OTMA) / Éric Magnin
- Le « capitalisme dépendant » en Europe centrale et orientale : fondements théoriques et diversité des trajectoires nationales / Éric Magnin

### Opérations en projet

- Révolution numérique et territoires / Pierre Beckouche
- Intégrer le genre en économie politique / Irène Berthonnet
- IN-RURAL (Innovating Business Models for Resilient Rural Economies) / Aline Brochot
- Unlocking Rural Growth Potential through Policy Frameworks and Governance Models Using Synergetic Rural-Urban Linkages (RURBANISM) / Aline Brochot
- Dynamiques des territoires urbains : précarités et migrations - nouvelles pratiques économiques, nouvelles solidarités en Europe (dans le cadre du programme Sociétés Plurielles) / Petia Koleva
- RSE et chaînes de valeurs globales / Petia Koleva

- Isomorphisme institutionnel et responsabilité sociale des entreprises / Petia Koleva
- Séminaire Sociétés plurielles, programme interdisciplinaire USPC / Koleva Petia
- La responsabilité sociale des entreprises en tant que marqueur de la transition. Le cas tunisien / Petia Koleva
- International and European environment impact on the on going enlargement process in South East Europe (Programme BALKINT II) / Éric Magnin

**FICHES DES OPERATIONS EN COURS DE L'ATELIER 2****Théoriser les sciences territoriales**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Pierre Beckouche*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaires institutionnels :**

Travail collectif entrepris dans le cadre du CIST (Collège International des Sciences du Territoire), sous l'impulsion de son Conseil scientifique et de sa direction

**Responsable scientifique du contrat :**

Pierre Beckouche

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Pierre Beckouche, Richard Raymond

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Théorisation du champ scientifique des sciences territoriales.

**État d'avancement :**

En cours.

**Résultats :**

Mise sur pied de la méthode du travail collectif.

**Publications et/ou valorisation :**

Beckouche P., 2017. La révolution numérique est-elle un tournant anthropologique ? *Le Débat*, 193, 1, 153-166.

**Modèles économiques alternatifs : enseignements historiques et nouveaux apports**

*Responsables scientifiques au sein du laboratoire : Irène Berthonnet, Yorgos Rizopoulos*

**Financement :**

Aucun financement



**Partenaires institutionnels :**

Travail collectif entrepris dans le cadre du CIST (Collège International des Sciences du Territoire), sous l'impulsion de son Conseil scientifique et de sa direction

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Irène Berthonnet, Christophe Darmangeat, Pascal Grouiez, Petia Koleva, Éric Magnin, Yorgos Rizopoulos

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le projet de recherche vise à réaliser un travail critique sur des expériences historiques significatives de modèles alternatifs (économies socialistes, formes communautaires, entreprises autogérées, etc.) de manière à proposer ensuite de nouveaux modèles économiques.

**État d'avancement :**

Début du projet.

**Labellisation et patrimonialisation des territoires viticoles : enjeux, effets locaux, gouvernance**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Aline Brochot*

**Financement :**

Pour l'opération LPV : Financement « Recherche et développement » France AgriMer 2013-2014

**Partenaires institutionnels :**

Institut Français de la Vigne et du Vin (IFV) ; Bureau Interprofessionnel des Vins de Bourgogne (BIVB) ; ODG des Costières de Nîmes ; ODG des Côtes-Du-Rhône Syndicat Général des Vignerons Réunis des Côtes-Du-Rhône (SGVRCR) ; Union des Vignerons du Beaujolais (UVB)

**Responsable scientifique du contrat :**

Carine Herbin et Christophe Riou (Institut Français de la Vigne et du Vin)

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Ce programme de recherche prend la suite de la recherche – financée par le ministère de l'écologie – portant sur les effets locaux d'une inscription sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco dans des sites viticoles européens. Il s'agit de prolonger la réflexion en l'élargissant à de nouveaux territoires et types de labellisation et en faisant porter l'accent, d'une part, sur les motivations et les enjeux qui sous-tendent la labellisation et, d'autre part, sur les effets qu'elle comporte pour le territoire, notamment dans la mise en place d'une forme de gouvernance adaptée à son nouveau statut patrimonial.

**État d'avancement :**

En cours.

**Résultats :**

Cette opération a été en partie alimentée (de 2013 à 2014) par un programme de recherche-développement financé par France AgriMer : « *Laboratoires Paysages Viticoles. Gestion, valorisation et reconnaissance des paysages viticoles* » (LPV). L'objectif était de mettre en place un dispositif méthodologique transférable et généralisable à l'ensemble de la filière viticole en vue de susciter et soutenir les initiatives de valorisation des paysages initiées par les acteurs locaux de la viticulture. J'ai pris part à ce contrat par une participation active dans le comité de pilotage du programme et par la contribution à la rédaction du document final (« *Gestion des paysages viticoles. Guide méthodologique de la démarche à destination des territoires* », Institut Français de la Vigne et du Vin, 2015, 88 p.).

J'ai par ailleurs poursuivi la réflexion plus générale déjà engagée sur les modes de valorisation des paysages viticoles et leurs acteurs. Cela s'est traduit par la participation au comité de suivi de la *Charte Internationale de Fontevraud pour la protection, gestion et valorisation des paysages de la vigne et du vin*, ainsi que par quelques conférences et publications scientifiques et de vulgarisation.

**Publications et/ou valorisation :*****Article scientifique***

Brochot A., 2016. Capitales du vin : identités, hiérarchies et concurrences, *Ethnologie française*, dossier « Capitales en minuscules », XLVI, 4, 621-632.

***Articles de vulgarisation***

Brochot A., 2015. Le vignoble de Champagne : unité et diversité, in *Atlas de la Vigne et du Vin. Un nouveau défi de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 74-79.

Brochot A., 2015. La Hongrie : tradition viticole ancienne et vins de prestige, in *Atlas de la Vigne et du Vin. Un nouveau défi de la mondialisation*, Paris, Armand Colin, 132-133.

***Communications avec actes***

Brochot A., 2012. La renaissance du vignoble de Tokaj, ou remonter la pente après 40 ans de collectivisme in *Actes du 4<sup>e</sup> congrès international sur la viticulture de haute montagne et de forte pente*, Lyon, novembre 2012, 112-116, <http://www.cervim.org/congresso.aspx>.

***Communications***

Brochot A., 2013. Capitale du vin : l'être ou le devenir (Saint-Émilion, Tokaj, Reims et Épernay). Conférence invitée au *colloque Capitales en minuscules : Les petites capitales et la promotion de la localité*, GARAE, 30 mai, Carcassonne.

Brochot A., 2014. La labellisation Unesco : Une chance pour les territoires viticoles ? Conférence invitée à la NEOMA Business School – Campus Reims 1, 7 février, Reims.

Brochot A., 2016. La renaissance du vignoble de Tokaj : la preuve par le paysage. Communication au *colloque international Paysages, mises en scène paysagères, patrimoines vitivinicoles, valorisations touristiques et développement territorial*, Laboratoire CEDETE (EA1210), 13-15 octobre, Orléans. (article à paraître dans les Actes fin 2017).

Brochot A., 2017. Une étude d'impact est-elle efficace pour régler un conflit local ? L'exemple de la région viticole de Tokaj (Hongrie). Communication au séminaire du groupe « Étude d'impact patrimonial » de l'Icomos, 19 mai.

## **Patrimoine mondial et développement durable : analyse critique de la politique des Paysages culturels de l'Unesco**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Aline Brochot*

### **Financement :**

Participation à tables rondes ou conférences sur invitation ; financement Ladyss pour les colloques et terrain

### **Partenaires institutionnels :**

ICOMOS-France (Conseil International des Monuments et des Sites) – Groupes de travail « Patrimoine mondial » et « Sites, Paysages et Espaces patrimoniaux » ; Bureau du Patrimoine mondial de Tokaj (Hongrie) ; Réseau Vitour – Réseau européen des vignobles du Patrimoine mondial

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Cette opération relève d'une réflexion de fond sur la politique du Patrimoine mondial de l'Unesco, spécialement dans la catégorie des Paysages culturels, dans une triple optique quant à sa légitimité vis-à-vis des populations locales, quant à son efficacité au regard du développement local durable et quant à son utilité sociale. Les résultats de terrain de la recherche « *Paysages d'exception, paysages au quotidien* », menée de 2006 à 2010 incitent en effet à prolonger la réflexion dans une perspective plus théorique et problématique. Cette recherche a, en effet, mis en évidence des lignes paradoxales entre les ambitions affichées par la politique de l'Unesco en faveur du développement durable des territoires patrimonialisés et les conséquences sur le terrain de sa mise en œuvre. Les multiples conflits locaux induits par l'attribution du label et les modes de gouvernance qui en découlent montrent que le discours global est souvent contredit par la réalité locale.

*Méthodologie :* Le travail s'appuie sur une analyse critique de la politique menée par l'Unesco en matière de patrimonialisation des territoires, au regard des situations d'opposition ou de conflit révélées par les médias, par les acteurs de terrain ou les habitants eux-mêmes. Le matériau est constitué :

- des textes produits sur les « Paysages culturels » du Patrimoine mondial par l'Unesco et ses groupes d'experts internationaux ;
- d'articles de la presse nationale et locale et des sites internet des territoires labellisés ;
- d'enquêtes de terrain et entretiens avec les acteurs locaux et habitants des sites Unesco

### **Résultats :**

Outre les analyses documentaires et la participation à quelques manifestations organisées par l'Unesco, plusieurs séjours sur le terrain (dans les vignobles de Champagne et de Tokaj en Hongrie) ont permis l'approfondissement de l'analyse des modes de réception et de participation des populations locales au processus de patrimonialisation de leur territoire, dont les conclusions ont fait l'objet de plusieurs communications, conférences et publications.

### **Publications et/ou valorisation :**

#### *Articles*

Brochot A., 2015. Quelle place pour les populations locales dans les Paysages culturels du Patrimoine mondial ?, *Géo-Regards*, 8 « Les dimensions politiques du paysage », 55-68.

**Chapitres d'ouvrages**

Brochot, A., 2013. Les paradoxes d'une politique : gouvernance et conflits dans trois paysages culturels du patrimoine mondial, in Luginbühl, Y. (E), Terrasson, D. (Eds), *Paysage et développement durable*, Versailles, Quæ, 249-260.

Brochot, A., 2015. The paradoxes of policy: governance and conflicts in three cultural World Heritage Landscapes, in Luginbühl, Y. (E), Howard, P., Terrasson, D. (Eds), *Landscape and sustainable development. The French perspective*, London, Ashgate, 215-226.

Brochot A., 2017. Vingt-cinq ans après, la question toujours posée de la légitimité des politiques publiques de protection des espaces, in Hamman P. (Ed.) *Ruralité, nature et environnement. Entre savoirs et imaginaires*, Toulouse, Érès, 133-148.

**Communications avec actes**

Brochot, A., 2012. Sites viticoles du Patrimoine mondial : des atouts, mais aussi des risques pour le territoire, in *Actes du 52e Congrès national des œnologues de France « Éco-oenotourisme »*, Aix-en-Provence, 23-26 mai 2012, Revue française d'œnologie, mai/juin, 252, 8-11.

Brochot, A., 2014. La place du terroir dans le processus de patrimonialisation : L'exemple des paysages culturels viticoles du Patrimoine mondial de l'Unesco, in *Proceedings of the Xth International Terroir Congress 2014*, 7-10 July, Tokaj-Eger, Corvinus University of Budapest, Vol. 1, 10-16.

Briffaud, S., Brochot, A., 2014. De la représentation à la gestion de la « valeur universelle exceptionnelle » dans les paysages culturels du Patrimoine mondial : l'exemple de la région viticole historique de Tokaj (Hongrie), in Bouillon, D. (Ed.), *Paysages, patrimoine et identité, Actes du 135e Congrès national des sociétés historiques et scientifiques*, Neuchâtel 2010, 147-160, <http://www.cths.fr/ed/edition.php?id=5628>.

Brochot, A., 2015. Du glacis au territoire d'adhésion : Quel rôle des zones intermédiaires ?, in *Actes du séminaire « Entre repli et ouverture, quelles limites pour les espaces patrimoniaux ? »*, Icomos France, Maisons-Laffitte, 5-6 novembre, 123-124, [http://france.icomos.org/fr\\_FR/Formations/Les-publications/Autres-publications/Entre-repli-et-ouverture-quelles-limites-pour-les-espaces-patrim](http://france.icomos.org/fr_FR/Formations/Les-publications/Autres-publications/Entre-repli-et-ouverture-quelles-limites-pour-les-espaces-patrim).

**Communications**

Brochot, A., 2012. Attribution d'un label Unesco. Quel impact sur le territoire ? Conférence invitée dans le cadre du 52e congrès national des œnologues de France, Aix-en-Provence, 25 mai.

Brochot A., 2013. Patrimoine mondial et sites viticoles : les paradoxes d'une politique. Conférence invitée à la Reims Management School de Reims, 14 février.

Brochot A., 2014. Participation à la table ronde « Du rural à l'environnement, 25 ans après... ». Colloque *La ruralité entre savoirs et imaginaires*, 25-26 septembre, Strasbourg.

Brochot A., 2014. La patrimonialisation des paysages viticoles : acteurs et processus dans les paysages culturels du Patrimoine mondial de l'Unesco. Communication au colloque *Paysage, patrimoine, tourisme gourmand : entre théorie et pratiques*, 10 décembre, Fondation Gulbenkian, Paris.

Brochot A., 2016. La politique du Patrimoine mondial de l'Unesco : un modèle global de gouvernance locale. Communication au Séminaire de l'axe 1 du Ladyss, 11 avril, Paris.

Brochot A., 2017. Une étude d'impact est-elle efficace pour régler un conflit local ? L'exemple de la région viticole de Tokaj (Hongrie). Communication au séminaire du groupe « Étude d'impact patrimonial » de l'Icomos, 19 mai.

**Valorisation de la recherche**

Brochot A., 2013. Organisation et animation de l'atelier *Quel rôle des zones intermédiaires ? Du glacis à l'adhésion*, Journées d'ICOMOS-France *Entre repli et ouverture, quelles limites pour les espaces patrimoniaux ?*, 5-6 novembre, Maisons-Laffitte.

Brochot A., 2015. Les vignobles du Patrimoine mondial de l'Unesco. Conférence invitée par De Honesta Voluptate – Société des amis de Jean-Louis Flandrin, EHESS, 10 avril, Paris.

Brochot A., 2016. World heritage process in Tokaj Region: stakeholders and territory. Conférence invitée dans le cadre de la réunion du réseau européen des vignobles du Patrimoine mondial (VITOUR), 17 octobre, Tokaj, Hongrie.

## **Produits des terroirs, espaces et marchés, hier et aujourd'hui (TERESMA)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Aline Brochot*

### **Financement :**

Région Aquitaine

EA2958 CEMMC Université Bordeaux-Montaigne (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Partenaires institutionnels :**

Université d'Aveiro, Portugal (Elisabete Figueiredo)

### **Responsables scientifiques du contrat :**

Corinne Marache et Philippe Meyzie (MC Bordeaux-Montaigne)

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Aline Brochot

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Ce projet scientifique vise à analyser en détail les relations complexes que les produits des terroirs entretiennent avec les différents espaces, du local de la production jusqu'à l'international du commerce du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours. Il s'agit de comprendre comment les produits dits de terroir permettent à des espaces locaux, parfois isolés et sans potentiel apparent, de s'insérer dans des espaces et des marchés au niveau régional, national voire international.

Un autre volet de ce programme, mené en lien avec une chercheuse portugaise, est centré sur l'analyse comparative de la place des produits de terroir dans l'offre des magasins « gourmet » à Paris et Lisbonne.

### **État d'avancement :**

A démarré en 2016 → fin 2018

### **Publications et/ou valorisation :**

#### ***Communications***

Brochot A., 2015. How the “starred” chefs participate in the promotion of regional identity : the example of the Alpes Maritimes (France). Conférence invitée au *symposium The social meaning of food: consumption, production and territorialisation*, MTA/Socio.hu journal, 17 juin, Budapest.

Brochot A., 2017. How « starred » chefs help promote terroir and regional identity; the example of the French Riviera. Communication au *XXVII Congress of the European Society for Rural Sociology*, 23-28 juillet, Cracovie. (Article soumis à la revue *Gastronomy and Tourism* en 2017).

Brochot A., Figueiredo E., 2017. Terroir in the city : Urban gourmet stores and the promotion of rural food products. A comparison between Paris and Lisbon. Communication au *XXVII Congress of the European Society for Rural Sociology*, 23-28 juillet, Cracovie. (Article en cours de rédaction).

## **Représentations du territoire et enjeux de la territorialité syndicale**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Éric Canobbio*

### **Financement :**

IRES - Institut de Recherches Économiques et Sociales

### **Partenaire institutionnel :**

Université d'Aveiro, Portugal (Elisabete Figueiredo)

### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Éric Canobbio, Petia Koleva, Nicole Mathieu, Johan Milian, Yorgos Rizopoulos

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Dans les réflexions et pratiques de nombreux syndicalistes, notamment CGT, l'appréhension et l'appropriation des dimensions proprement territoriales des évolutions productives et sociales sont loin d'aller de soi. C'est pourquoi la CGT organise depuis plusieurs années un stage de formation, de sensibilisation intitulé « Prospective et territoires ». Pour nourrir ce stage est proposée la réalisation d'une recherche axée sur le thème générique des « représentations du territoire » et dont l'objet est de réfléchir à l'appropriation syndicale de la « territorialité » des évolutions productives et sociales, et ce afin de favoriser cette appropriation.

### **État d'avancement :**

Phase finale et rendu février 2017 sous la forme d'un « rapport d'étude » évalué par l'IRES avant mise à disposition sur le site internet de l'IRES : [www.ires-fr.org](http://www.ires-fr.org)

### **Publications et/ou valorisation :**

Publication d'un article dans la Revue de l'IRES et publication du rapport sous forme d'un ouvrage.

## **Justice et Développement**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Andrée Kartchevsky*

### **Financement :**

Aucun financement

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Si l'analyse économique parle plus volontiers de bien-être et d'équité, c'est la justice sociale qui intéresse l'économie.

La question centrale du projet en cours est alors : allons-nous vers une éthique globale ou bien l'internationalisation des normes de justice est-elle le simple produit des rapports de force entre nations ? D'une certaine manière, ces normes n'existent pas plus que la justice elle-même ; elles sont au mieux un idéaltype régulateur de l'action des hommes ; dès lors leur constitution ne peut être qu'un travail collectif. Le facteur le plus critique consiste en l'inégalité de fait entre les acteurs tant collectifs qu'individuels. Cette inégalité s'est creusée avec l'avènement d'instances internationales qui supplantent les États et leurs attributs. On peut même supposer que l'internationalisation du développement n'a pas tant fait progresser vers la justice qu'elle n'a développé les bases d'une

inégalité accrue encore plus injuste. Deux questions conjointes se posent : celle de la définition (absolue) du bien et du juste, et celle des relations entre bien et juste, du moins telle que l'analyse la science économique. D'autant que l'internationalisation des transactions marchandes accentue l'écart entre ce qui est « bien » et ce qui est « juste ». La difficulté résulte du fait que ce qui est recherché, c'est l'intégration d'un universel au sens d'une intransigeance absolue valide pour tout un chacun, et l'international au sens d'une diffusion spatiale au sein de laquelle des conventions et des accords tant économiques, politiques que juridiques entre nations sont admis et reconnus.

Les normes internationales ne pourront être admises qu'à partir du moment où les institutions ainsi que les modes de prises de décision seront démocratisés. Cette démocratisation est le seul moyen de légitimer les normes internationales de justice. À cet égard, le scientifique et/ou l'expert ne pouvant plus se parer de neutralité par rapport à l'éthique et le politique (ce dernier étant l'expression de nos conceptions de la justice), il faut donc des lieux d'autorité en un sens nouveau : garantie de la qualité des informations, de la solidité des savoirs et de la sincérité de leur interprétation, d'une discipline collective de recherche de diagnostics partagés. Ce programme permet de rassembler des travaux faisant les liens entre bien et juste en passant par l'équité, ainsi que des approches particulières de problématiques appliquées au(x) développement(s).

### **Publications et/ou valorisation :**

Kartchevsky A., 2014. Justice et démocratie au prisme de la transformation et de l'innovation sociale. Communication au *colloque du CRISES La transformation sociale par l'innovation sociale*, UQAM, 2-4 avril, Montréal.

Kartchevsky A., 2014. Les enjeux des minima sociaux en temps de crise : analyses et comparaisons européennes. Conférence invitée au *colloque du réseau REFUTS Crises sociales, vulnérabilités et pratiques professionnelles*, Université de Saragosse, 1er-3 juillet, Saragosse.

Kartchevsky A., 2015. Pauvreté et minima sociaux : convergence européenne et/ou dépendance au sentier (path dependency) national. Communication au *colloque La nation entre histoire et mémoire XIXe-XXe siècles*, Labex « Les passés dans le présent », Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 5-6 février, Nanterre

## **La responsabilité sociale des entreprises en tant que marqueur de la transition. Le cas tunisien**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Petia Koleva*

### **Financement :**

OTMA : Observatoire des transitions dans le monde arabe ; programme interdisciplinaire Sociétés plurielles de la COMUE Sorbonne Paris Cité

### **Partenaires institutionnels :**

EA CEDAG (Centre de droit des affaires et de gestion) – Université Paris Descartes ; Center of Sustainability Management, Université Leuphana, Lüneburg, Allemagne

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Petia Koleva

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'opération s'inscrit dans le cadre d'une étude plus globale menée par OTMA visant à construire des indicateurs des transformations dans le monde arabe et à répondre à la question : qu'est-ce qui change et qu'est-ce qui ne change pas en Tunisie ? Les médias et les chercheurs se sont focalisés sur les macrochangements. L'objectif de cette étude est de fournir une grille d'analyse d'inspiration

institutionnaliste permettant de comprendre les raisons des convergences/divergences constatées dans les stratégies RSE et pratiques de management responsable de grandes entreprises appartenant à onze pays différents de l'OCDE. Les données analysées proviennent des résultats d'une enquête internationale nommée « *International Corporate Sustainability Barometer (ICSB)* » conduite en 2012.



**État d'avancement :**

Un article comportant les principaux résultats de l'étude a été rédigé et soumis à une revue internationale.

**Résultats :**

Les résultats du baromètre permettent de mettre en évidence un lien étroit entre l'isomorphisme de type coercitif et l'adoption d'une stratégie RSE dans les entreprises de notre échantillon international. Le cas français témoigne d'un isomorphisme coercitif particulier. En effet, les dirigeants français interrogés placent l'impact perçu des autorités nationales au-dessus de celui des ONG. Les autres formes d'isomorphisme (normatif et mimétique) sont également mises en évidence.

**Publications et/ou valorisation :*****Communications***

Ben Rhouma A., Gana E., Ghazzi-Nékhili C., Koleva P., 2015. La responsabilité sociale des entreprises est-elle un marqueur de transition ? Le cas de la Tunisie. Communication à la Journée de recherche *Éthique et management*, Université Paris Descartes, 19 juin, Paris.

Ben Rhouma A., Gana E., Ghazzi-Nékhili C., Koleva P., 2015. La responsabilité sociale des entreprises est-elle un marqueur de transition ? Le cas de la Tunisie. Communication au 2e colloque OTMA *Les territoires à l'épreuve des changements dans le monde arabe*, 4-5 juin, Tunis.

**Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord : Confrontation des modèles et diversité des trajectoires nationales (ERC Advanced Grant TARICA)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Éric Magnin*

**Financement :**

European Research Council (ERC)  
CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (USR3077), Tunis

**Responsable scientifique du contrat :**

PI : Alia Gana (associée)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Alia Gana (associée), Pascal Grouiez, Petia Koleva, Éric Magnin + doctorants et post-doctorants

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le projet TARICA a pour objectif d'analyser les mutations post-révoltes arabes en Afrique du nord sous l'angle de la diffusion, confrontation et hybridation de divers modèles politiques, sociétaux et économiques, et en tant que produit de l'appropriation et de la réinterprétation qu'en font les acteurs. Il s'agit de saisir la manière dont différents acteurs publics, privés et associatifs se positionnent dans les

espaces ouverts par l'effondrement ou la remise en cause des systèmes politiques autoritaires, et d'analyser leurs stratégies en lien avec les modèles de référence et les registres normatifs qui inspirent leurs actions. À partir de cette approche centrée sur les acteurs, nous cherchons à mettre en évidence les processus complexes qui contribuent à la diversité des trajectoires suivies par les cinq pays d'Afrique du Nord directement ou indirectement touchés par les « révoltes arabes », à savoir la Tunisie, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie et la Libye, chacun de ces pays représentant un cas d'étude, voire un « modèle » à part entière. S'appuyant sur une approche pluridisciplinaire et comparative, qui articule différents niveaux d'analyse, le projet propose d'explorer ces différents processus à travers trois entrées thématiques complémentaires : (i) les recompositions et les formes de régulation politique, (ii) la justice transitionnelle et les modèles de réconciliation, (iii) les modèles de développement et de justice sociale.

### **Observatoire des Transformations dans le Monde Arabe (OTMA)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Éric Magnin*

#### **Financement :**

Ministère des Affaires Étrangères  
IRD-INED (organisme gérant financièrement le contrat)

#### **Partenaires institutionnels :**

IRD-INED

#### **Responsable scientifique du contrat :**

Jean-Yves Moisseron (France Guérin-Pace)

#### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Petia Koleva, Éric Magnin, Jean-Yves Moisseron (associé)

#### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

OTMA vise à devenir une plateforme pérenne aboutissant à la création d'instruments conceptuels comparatifs dans le temps et dans l'espace (Maroc-Tunisie, Égypte, Libye, Algérie), mobilisant les savoirs acquis dans les autres périodes de grandes transformations démocratiques (Amérique Latine, Europe postcommunisme) et devant déboucher sur des synthèses interprétatives globales. OTMA vise aussi à identifier des « marqueurs de transition » et des indicateurs permettant de construire des enquêtes quantitatives et qualitatives pour renseigner les changements ou les non-changements en cours. OTMA a pour ambition d'être une interface entre les producteurs scientifiques travaillant sur les problématiques du changement sociétal récent dans le monde arabe et les décideurs publics et privés. OTMA vise enfin à mobiliser des moyens divers mis en place par les multiples coopérations Euro-méditerranéennes pour aider à la constitution d'une communauté scientifique au sud de la Méditerranée capable de traiter de manière pluridisciplinaire des enjeux des transformations en cours. Ma contribution a pour objet d'identifier le ou les capitalismes émergents dans le monde arabe, à partir de l'exemple du Maroc et de la Tunisie. Se posent immédiatement d'autres questions en corollaire : le modèle est-il cohérent, viable, ce qui soulève la question de la complémentarité de ses formes institutionnelles et de ses performances macroéconomiques ? S'agit-il d'une nouvelle famille de capitalismes aux formes institutionnelles spécifiques, notamment informelles ? La transition postsocialiste nous a montré les possibilités d'hybridation entre formes institutionnelles importées et formes traditionnelles (héritées). Ou peut-on le rattacher à des familles de capitalisme qui existent déjà, comme le capitalisme méditerranéen ? La question des marqueurs des transformations est

ouverte car il faut éviter le risque téléologique que l'on rencontre avec les indicateurs des « progrès » institutionnels de la BERD par exemple.

**État d'avancement :**

En cours.

**Résultats :**

En cours d'élaboration.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Magnin E., 2014. Participation à la table ronde du *Séminaire OTMA*, 14-15 février, Marrakech.

**Le « capitalisme dépendant » en Europe centrale et orientale : fondements théoriques et diversité des trajectoires nationales**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Éric Magnin*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaires institutionnels :**

Université Paris III, Violaine Delteil (CREE)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Éric Magnin

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

La transformation postsocialiste puis le processus d'intégration dans l'Union européenne ont conduit à s'interroger sur les modèles économiques émergents en Europe centrale et orientale à l'issue de ces grands changements institutionnels. Depuis le début des années 1990, les travaux sur les formes du capitalisme émergent dans les nouveaux États membres, se sont multipliés et ont tenté de répondre à cette question. Nölke et Vliegthart (2009) ont proposé d'élargir la typologie de la VoC, en y adjoignant un troisième modèle, les « économies de marché dépendantes » (EMD), dans la lignée des travaux de King (2007), plus à même selon eux de rendre compte de la spécificité économique et institutionnelle des nouveaux membres de l'UE. Les EMD se caractérisent par un mode de coordination alternatif au marché et aux réseaux d'entreprises et structuré autour des chaînes de valeur contrôlées par les firmes multinationales occidentales. Les investissements directs étrangers (IDE) conditionnent dans les pays d'accueil est-européens un degré élevé de transnationalité, une dépendance hiérarchique des filiales aux maisons mères, ainsi qu'une influence indirecte des acteurs économiques étrangers sur la formation des règles dans les pays d'accueil.

L'hypothèse du « capitalisme dépendant » a de toute évidence gagné en intérêt et pertinence heuristique pour les PECO dans le contexte de la crise de 2008, cette dernière révélant la multiplicité et la force des canaux transnationaux de diffusion des déséquilibres économiques et financiers, parmi lesquels les chaînons de dépendance des firmes est-européennes vis-à-vis de leurs homologues ouest-européennes.

L'objet de la recherche est triple :

- s'interroger sur la filiation du concept de « capitalisme dépendant », qui prend sa source dans les théories de la dépendance, théories d'inspiration marxiste apparues dans les années 1960-1970 ;
- appréhender la diversité des « formes institutionnelles » qui structurent les dépendances ;
- élargir le champ de la comparaison des « capitalismes dépendants », jusque-là presque exclusivement centré sur les pays d'Europe du centre-est, pour intégrer les pays asiatiques, latino-américains et nord-africains.

### **État d'avancement :**

Bien avancé.

### **Résultats :**

Le concept a été testé avec succès en Europe centrale et orientale et dans les Balkans. Trois formes de dépendance économique ont été soulignées : par les IDE, par le crédit et par les « remises » des travailleurs étrangers vers leur pays d'origine et par l'aide internationale. Le caractère « dépendant » d'un certain nombre de formes institutionnelles a été mis en évidence, notamment le rapport salarial, l'État et le régime monétaire. Le cadre théorique a été amendé pour pouvoir intégrer de nouvelles formes institutionnelles non incluses dans le schéma initial. L'analyse comparative a été élargie aux pays balkaniques, centre-asiatiques et latino-américains.

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

#### ***Publication***

Magnin É., Nenovsky N., 2016. Dependent capitalism and monetary regimes in the Balkans, in Delteil V., Ivan R. (Eds), *Trajectoires de transformation et d'intégration dans l'Europe du Sud-Est. Défis pour les élargissements futurs*, Bucarest, Éditions de l'Université de Bucarest.

#### ***Communications***

Magnin É., 2014. Dependent capitalism in Central and Eastern Europe : growth path or dead end for the Balkans? Communication au colloque *Western Balkans and the European Union. Lessons from past enlargements, challenges to further integrations*, University of National and World Economy, 8 October, Sofia.

Magnin É., Nenovsky N., 2016. Dependent capitalism and monetary regimes : the case of Balkan countries. Communication au colloque *Dependent capitalism in Central and Eastern Europe : theoretical foundations and diversity of national trajectories*, Université Paris Diderot, 8 avril, Paris.

Magnin É., Nenovsky N., 2016. Dependent capitalism and monetary regimes : the case of Balkan countries. Communication à la Second Annual Conference of Monetary and Economic Research : *Center Monetary and Economic Scientific Conference. Economic lessons, perspectives and challenges from the Balkans*, Monetary and Economic Research Center (MRC), University of National and World Economy, 13-14th October, Sofia.

#### ***Vulgarisation***

Delteil V., Magnin É., 2016. Organisation de la conférence internationale *Dependent capitalism in Central and Eastern Europe : theoretical foundations and diversity of national trajectories*, organisée par le Ladyss et l'Icee, avec le concours du programme européen Balkint, Université Paris Diderot, 8 avril, Paris. Programme : <http://www.ladyss.com/IMG/pdf/dependent-capitalism-april2016.pdf>.

## FICHES DES OPERATIONS EN PROJET DE L'ATELIER 2

### Révolution numérique et territoires

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Pierre Beckouche*

#### **Financement :**

Aucun financement

#### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Pierre Beckouche

#### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Il s'agit d'une recherche exploratoire. La première étape consiste à faire le point des travaux existant sur la révolution digitale pour envisager ses conséquences territoriales. Un livre devrait sanctionner cette première étape de synthèse de l'existant. Une deuxième étape consisterait dans la réponse à des appels d'offres et/ou dans un partenariat avec des acteurs territoriaux ou avec des institutions travaillant sur la révolution numérique, mais cette deuxième étape demeure à ce jour imprécise.

### Intégrer le genre en économie politique

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Irène Berthonnet*

#### **Financement :**

Aucun financement

#### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Irène Berthonnet, Christophe Darmangeat (associée), Thomas Lamarche

#### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le projet cherche à identifier toutes les contributions des sciences sociales qui ont tenté de théoriser le genre dans ses dimensions économiques, pour aller au-delà des seules questions liées aux inégalités sur le marché du travail. Cela implique de reconsidérer les notions aussi fondamentales pour la discipline que celles de production, de travail et de valeur en particulier au travers de la question du travail domestique comme activité que la théorie économique traditionnelle a eu du mal à appréhender.

#### **Pistes de développement envisagées :**

- ✓ Possibilité de contribuer à la création d'un GDR « Économie et Genre », notamment en lien avec E. Jeffers (Université Picardie), A. Eydoux (CNAM), C. Lefevre (Université Paris 5)
- ✓ Articulation de cette recherche avec les résultats de l'ANR CoopereRA (en attente de résultat) en particulier avec le travail empirique de l'axe « genre » de cette ANR.

#### **État d'avancement :**

Communication à venir dans un colloque (AFEP 2017) ; article à finaliser.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Article à soumettre (numéro spécial à venir dans la *Revue de la régulation*)

**IN-RURAL (Innovating Business Models for Resilient Rural Economies)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Aline Brochot*

**Financement envisagé :**

Commission européenne (H2020 – RUR 2016-2017 : Rural Renaissance - Fostering innovation and business opportunities). Projet déposé le 13 février 2017 pour évaluation (1<sup>re</sup> phase).  
CNRS DR5 Meudon (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Une trentaine de chercheurs de 12 pays européens  
Projet piloté par Lincoln University, Lincoln School of Geography (GB) : Pr Gary Bosworth

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Aline Brochot

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

The overall ambition of IN-Rural is to better understand the processes through which business models capture value and create value within rural contexts by developing and analysing exemplars and tools to promote innovations that deliver positive social and economic impacts for rural people and places across Europe.

**Unlocking Rural Growth Potential through Policy Frameworks and Governance Models Using Synergetic Rural-Urban Linkages (RURBANISM)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Aline Brochot*

**Financement envisagé :**

Commission européenne (H2020 - RUR-01-2016 : Consolidated policy framework and governance models for synergies in rural-urban linkages - Research and Innovation Action). Le projet a été déposé le 13 septembre 2016 pour évaluation finale. Il a été retenu en 2<sup>e</sup> position et mis sur liste de réserve.  
CNRS Meudon (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires :**

41 partenaires académiques (11 équipes de recherche) et non académiques (élus locaux, associations d'élus, associations locales...)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Hervé Brédif, Aline Brochot, Viviane de Lafond (associée), Nicole Mathieu, Melinda Molnar (associée)

**Dynamiques des territoires urbains : précarités et migrations - nouvelles pratiques économiques, nouvelles solidarités en Europe (dans le cadre du programme Sociétés Plurielles)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Petia Koleva*

**Financement envisagé :**

Sorbonne Paris Cité

**Partenaires :**

Inalco ; Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3 ; Université Paris Diderot

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Pascal Grouiez, Petia Koleva, Thomas Lamarche, Éric Magnin, Yorgos Rizopoulos

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Les villes européennes sont confrontées à de nouvelles formes de mobilité qui interrogent leur rapport à l'Europe et au reste du monde et qui suscitent tantôt des stratégies d'ouverture et d'accueil, tantôt des réactions de fermeture. Sur le plan économique, elles sont prises à la fois dans des enjeux de compétition internationale et dans des enjeux de cohésion sociale interne, les conduisant ici aussi à osciller entre ouverture et repli sur soi. La « redécouverte » et la valorisation de leur passé participent d'une quête identitaire parfois difficile à articuler avec les opérations d'aménagement qu'implique une stratégie de développement ambitieuse pour s'affirmer sur la scène européenne et mondiale. Enfin, sur le plan énergétique elles revendiquent davantage de marge de manœuvre pour édicter des normes, développer les énergies renouvelables dans un cadre législatif national et européen qui les encadre et parfois les contraint.

Au regard de ces trois thématiques, les villes européennes privilégient-elles des approches convergentes susceptibles de donner un sens à la notion de « ville européenne » ou adoptent-elles au contraire des trajectoires divergentes renvoyant à l'incertitude qui entoure le projet européen dans son ensemble ?

Pour alimenter les réflexions en la matière, le projet entend analyser les diverses formes de la mobilité humaine et leurs conséquences à travers l'espace et le temps, observées sur différents lieux (les villes de résidence des partenaires) et à partir de documents divers fournis soit par les autorités locales, soit par les associations et autres acteurs de la société civile (ONG, etc.). Il souhaite à travers des études de cas conduites dans différentes parties de l'UE (Europe méditerranéenne, Europe centrale, Europe nordique) identifier les approches adoptées et le rôle joué par la régulation européenne. Même approche dans le cas des politiques de patrimonialisation où une recherche comparative est en cours entre certaines villes de la Hanse et des villes italiennes. Pour ces deux thématiques comme pour la question des modèles urbains de la transition énergétique, les politiques de l'UE et du Conseil de l'Europe seront analysées afin d'en mesurer l'impact sur les convergences en cours.

La caractéristique de ce projet est de vouloir associer étroitement la Recherche et l'Action. Autre particularité du projet : il entend privilégier les études de cas, les missions de terrain (dans les villes retenues, à l'échelle nationale et auprès des institutions européennes) ainsi que l'approche pluridisciplinaire (géographie, économie, sciences-politique, architecture, histoire, sociologie).

**RSE et chaînes de valeurs globales**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Petia Koleva*

**Financement envisagé :**

Aucun financement

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Nicole Azoulay, Petia Koleva

**État d'avancement :**

En cours.

**Résultats attendus :**

Publication d'un article dans la revue *Logistique & Management*, numéro spécial coordonné par Marie-Pascale Senkel et Petia Koleva, à paraître en juin 2017.

**Isomorphisme institutionnel et responsabilité sociale des entreprises**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Petia Koleva*

**Financement envisagé :**

Aucun financement

**Partenaires :**

EA CEDAG (Centre de droit des affaires et de gestion) – Université Paris Descartes ; Center of Sustainability Management, Université Leuphana, Lüneburg, Allemagne

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Petia Koleva

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objectif de cette étude est de fournir une grille d'analyse d'inspiration institutionnaliste permettant de comprendre les raisons des convergences/divergences constatées dans les stratégies RSE et pratiques de management responsable de grandes entreprises appartenant à onze pays différents de l'OCDE. Les données analysées proviennent des résultats d'une enquête internationale nommée « *International Corporate Sustainability Barometer (ICSB)* » conduite en 2012.

**État d'avancement :**

Un article comportant les principaux résultats de l'étude a été rédigé et soumis à une revue internationale.



**Résultats :**

Les résultats du baromètre permettent de mettre en évidence un lien étroit entre l'isomorphisme de type coercitif et l'adoption d'une stratégie RSE dans les entreprises de notre échantillon international. Le cas français témoigne d'un isomorphisme coercitif particulier. En effet, les dirigeants français interrogés placent l'impact perçu des autorités nationales au-dessus de celui des ONG. Les autres formes d'isomorphisme (normatif et mimétique) sont également mises en évidence.

**Séminaire Sociétés plurielles, programme interdisciplinaire USPC**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Petia Koleva*

**Financement envisagé :**

USPC  
USPC (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires :**

COMUE USPC

**Responsable scientifique du contrat :**

Vartejanu-Joubert Madalina (Inalco)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Petia Koleva

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

À partir de janvier 2016, un séminaire mensuel sur l'expérience des économies socialistes est organisé dans le cadre de ce programme (responsables Berthonnet Irène et Rizopoulos Yorgos).

**État d'avancement :**

Le séminaire se poursuit et se prolongera au-delà de la durée du programme.

**Résultats :**

7 séances ont eu lieu en 2016.

**International and European environment impact on the on going enlargement process in South East Europe (Programme BALKINT II)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Éric Magnin*

**Financement envisagé :**

Financement européen Jean Monnet

**Partenaires institutionnels :**

ICEE, Université Paris III

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Éric Magnin

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Fort du succès du premier programme européen Balkint, il s'agit de poursuivre les recherches et de conserver la méthode constitutive de ce premier programme. Le projet Balkint II vise à approfondir les résultats obtenus dans le cadre du programme précédent en s'interrogeant sur les conséquences de la crise européenne multiforme que traverse l'Union européenne aujourd'hui sur les trajectoires socioéconomiques et politiques des Balkans occidentaux et les conditions et modalités de leur éventuelle intégration dans l'UE dans ce contexte. La démarche se veut toujours pluridisciplinaire et coopérative, en associant des chercheurs de différents pays, de France mais aussi des pays balkaniques.

Une Journée d'études internationale consacrée au lancement du projet a lieu le 20 janvier 2017 à l'Institut Hongrois (Paris).

# Atelier 3

Agriculture, alimentation et cohésion sociale

*Responsable :*  
*Ségolène Darly*

## SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS EN COURS ET EN PROJET DE L'ATELIER 3

(par ordre alphabétique de responsable scientifique)

### Opérations en cours

- OLIZERO : Stéphane Angles
- Les sciences participatives : quel régime de scientificité ? : Jean-Paul Billaud
- CAP-IDF, Conditions pour une agriculture de proximité en Ile-de-France (programme PSDR4) 2016-2020 : Ségolène Darly
- Proxima, Agricultures de Proximité et marginalisations sociales, 2015-2017 : Ségolène Darly
- Analyse comparative de l'approvisionnement local des cantines scolaires France-Brésil : Ségolène Darly
- L'écopôle alimentaire : site pilote de l'économie de la fonctionnalité et de la coopération territoriale : Christian du Tertre
- Stratégies territoriales des firmes agro-industrielles et base d'informations sur les agro-industries : Françoise Plet
- Capital financier, appropriation de terres et production agricole moderne : Bezunesh Tamru
- Port-au-Prince : entre vulnérabilités et croissances urbaines, constructions d'une métropole caribéenne – Programme de recherches dans le champ de l'urbain (PRCU) : Bezunesh Tamru
- Réseau de Recherche en Urbanisation en Afrique – RUBAFRIQUE : Bezunesh Tamru

### Opérations en projet

- Projet OVID (The original landscape of Olive grove / Vineyard association as a new paradigm for agro-ecological and social studies) : Stéphane Angles
- Médias locaux face à l'offre télévisuelle globale sur le Web (Défis socio-économiques et professionnels) : Jean-Paul Billaud
- Les routes des paysages culturels alimentaires : François Legouy
- CATENER (Capacités territoriales & transition énergétique) : Johan Milian

**FICHES DES OPERATIONS EN COURS DE L'ATELIER 3****OLIZERO**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Stéphane Anglès*

**Financement :**

IDEX Sorbonne-Paris-Cité  
Université Paris Diderot avec l'UMR LIED (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Université Paris Diderot, UMR LIED (Philippe Silar, François Bouteau) ; Université Paris Villetaneuse Paris 13, ISPM (Moussa Dicko)

**Responsables scientifiques du contrat :**

Marianne Cohen (2015-2016), Philippe Silar (2016-2017)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Anglès, Clélia Bilodeau, Étienne Grésillon

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

OLIZERO mobilise une équipe pluridisciplinaire comprenant des biologistes, des physiciens, des économistes et des géographes. OLIZERO vise à étudier la valorisation de la biomasse oléicole (rémanents de taille) en privilégiant un itinéraire technique fondé sur une attaque fongique préliminaire des restes de taille, suivie d'un traitement par pyrolyse des déchets dégradés. La partie géographique du programme OLIZERO s'emploie à analyser l'intégration d'un tel procédé dans le territoire de la Sierra Mágina (province de Jaén) et de concevoir l'adaptation optimale pour l'organisation spatiale du dispositif (ramassage et transport des résidus, localisation des unités de traitement...).

**État d'avancement :**

Des missions ont été entreprises, les échantillons ont été prélevés et les premiers résultats des traitements fongiques et des analyses physico-chimiques ont été obtenus (cf. une publication synthétique a été soumise), ainsi qu'une analyse spatiale prenant en compte la production de biomasse issue de la taille et l'accessibilité de cette ressource pour sa collecte.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Cohen M., Lepasant G., Lamari F., Bilodeau C., Benyei P., Angles S., Bouillon J., Bourrand K., Landoulsi R., Jaboeuf D., Alonso-Roldan M., Espadas-Tormo I., Blandria V., Silar P., Dicko M., 2017. Biomolecules from olive pruning waste in Sierra Mágina : Engaging the energy transition by multi-actor and multidisciplinary analyses, *Journal of Environmental Management*, <http://dx.doi.org/10.1016/j.jenvman.2017.03.067>.

## **Les sciences participatives : quel régime de scientificité ?**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Jean-Paul Billaud*

### **Financement :**

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE)

### **Responsable scientifique du contrat :**

Jean-Paul Billaud

### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Jean-Paul Billaud, Marcel Jollivet, Claude Millier (Association NSS-Dialogues)

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

La phase actuelle du programme Repère 2 a pour objectif de proposer au ministère des « recommandations » confortant les rapports sciences-sociétés, aussi bien pour la programmation que pour l'évaluation. Le dispositif central est une commission pluraliste de 5 collègues (chercheurs, associations environnementales, fondations/institutions de recherche, conseils régionaux, service de la recherche du ministère) qui doit se réunir 6 fois dans les 2 ans de son fonctionnement avec un double objectif : suivre et orienter les travaux de l'Asca et de NSS-D (cf. infra) ; organiser un colloque intermédiaire (2016) puis un colloque final (2017).

### **État d'avancement :**

- **Phase d'identification** : outre les programmes Repère 1, identifier, en partant du réseau NSS-D distribué sur l'ensemble des régions, des projets éligibles pour notre démarche (entretiens à partir du questionnaire). Pour cela, chacun est sollicité pour proposer des projets susceptibles d'être retenus.
- Parallèlement à cette phase d'identification à partir des personnes-ressources de notre réseau, est menée une **enquête** (en particulier en partant des grands organismes ou des associations) plus globale pour dresser une **carte** (nationale et si possible européenne) des programmes/projets inscrits dans une logique partenariale et collaborative entre recherche et associations. Des enquêtes complémentaires sur des projets ciblés seront menées selon la même démarche que les projets identifiés par et au sein du réseau NSS-D.
- Mise en place d'un **stage de 6 mois** (AgroParisTech) pour explorer et analyser la **bibliographie** (en particulier articles rendant compte de retours d'expériences liés à la recherche partenariale) ainsi que pour **traiter une enquête plus quantitative** (si le principe en est retenu).

**CAP-IDF, Conditions pour une agriculture de proximité en Ile-de-France (programme PSDR4) 2016-2020**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Ségolène Darly*

**Financement :**

INRA-CR Ile-de-France  
CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires :**

*Partenaires institutionnels :* INRA (Romain Melot, Jean-Baptiste Traversac, UMR SAD-APT) ; Université Paris Ouest Nanterre (Élise Temple-Boyer, Véronique Fourault-Cauet UMR LAVUE) ; CNRS, Université Paris-Est Marne-la-Vallée (Joël Idt, UMR Lab'URBA) ; AgroParisTech (Florence Pinton, UMR SAD-APT)

*Partenaires privés :* Association Terre de liens ; SAFER IdF, PNR du Gâtinais ; Réserve de Biosphère de Fontainebleau ; EPA Plaine de France ; Communauté d'agglomération Roissy Porte de France

**Responsables scientifiques du contrat :**

Romain Melot (INRA UMR SAD-APT), Ségolène Darly (Ladyss)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Johan Milian

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le projet Cap IDF a pour objectif scientifique de comprendre les logiques de localisation et de diversification des activités agricoles de proximité autour des pôles urbains franciliens. Dans cette perspective, le projet procède à une analyse de la gouvernance foncière de ces activités agricoles, en confrontant les stratégies des exploitants, les comportements des propriétaires, les relations des résidents à l'agriculture et les décisions publiques locales en matière d'aménagement.

**État d'avancement :**

En cours de réalisation, premiers travaux sur l'analyse des trajectoires de mobilité des exploitations agricoles, lancement d'un atelier étudiants (Université Paris 8, Master de Géographie, Parcours ECCE) sur la gouvernance foncière des espaces cultivés intra-urbains.

**Proxima, Agricultures de Proximité et marginalisations sociales, 2015-2017**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Ségolène Darly*

**Financement :**

Université Paris Lumières, appel à projet de recherche  
Université Paris 8 (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Université Paris Ouest Nanterre (Monique Poulot, Claire Aragau UMR LAVUE), ENS Lyon (Julie Le Gall, UMR EVS), Université de Poitiers (Camille Hochedez, Ruralités), INRA (Cécile Falies), Université Valenciennes (Nicolas Rouget, Calhiste)

**Responsable scientifique du contrat :**

Ségoène Darly (Ladyss), Monique Poulot (Lavue)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Ségoène Darly

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Ce projet a pour ambition scientifique d'approfondir les recherches relatives aux relations de proximité entre consommateurs et producteurs, entre agriculture et société, en se focalisant à la fois sur la dimension productive et agricole de ces relations, peu mobilisée jusqu'à présent, et à la fois sur les évolutions sociales qui affectent les espaces agricoles de proximité. En particulier, il s'agit de repartir de l'étude des exploitations agricoles et de leurs exploitants pour identifier les figures et le poids de types d'agriculture de proximité « invisible », par exemple liés à certains marchés urbains de niche (consommation « ethnique », par exemple) ou trop isolés pour être comptabilisés dans les bases de données statistiques. On cherche également à remarquer des situations de précarité sociale qui naissent de la structure de certains réseaux sociaux de proximité (statut des travailleurs, niveaux de revenus des producteurs, rapports de domination dans les réseaux). Ce projet est pour les chercheurs qui le portent, notamment les jeunes chercheurs sur l'agriculture, l'occasion de structurer l'émergence de questions et de méthodes communes autour d'une problématique originale dans le champ des recherches sur les agricultures de proximité.

**État d'avancement :**

- Organisation d'une journée de terrain exploratoire en juin 2015 ;
- Financement et encadrement de quatre stagiaires de Master en 2015, deux en 2016,
- Encadrement de deux ateliers pédagogiques en 2015 (Université Paris Ouest et ENS Lyon), d'un troisième en 2016 (Université Paris Ouest) ; organisation de deux journées d'étude en 2015 et deux en 2016 avec invitations de chercheurs extérieurs au réseau : Hadrien Dubucs (Université Paris Sorbonne), Kristin Reynolds (New School de New York), Michel Péraldi (CNRS).

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

***Communications***

Aragau C., Darly S., Falies C., Hochedez C., Le Gall J., Poulot M., 2016. Les liens invisibles entre agriculture de proximité et commerce alimentaire dit « ethnique ». Communication au colloque *La renaissance rurale d'un siècle à l'autre*, Université Jean-Jaurès, 23-27 mai, Toulouse.

Lascaux A., Darly S., Falies C., Hochedez C., Le Gall J., Poulot M., 2016. Déclarer, frauder, négocier : les mutations des pratiques informelles dans l'espace rural du Comtat. Communication au colloque *La renaissance rurale d'un siècle à l'autre*, Université Jean-Jaurès, 23-27 mai, Toulouse.

***Article en cours d'écriture, issu du colloque La renaissance rurale d'un siècle à l'autre***

Aragau C., Darly S., Hochedez C., Le Gall J., Poulot M. (en cours de rédaction). Les liens invisibles entre agriculture de proximité et commerce alimentaire dit « ethnique », *Géocarrefour*.



**Analyse comparative de l’approvisionnement local des cantines scolaires France - Brésil**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Ségolène Darly*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaire institutionnel :**

Université de Sao Paulo (Paulo Eduardo Moruzzi Marques)

**Responsables scientifiques du contrat :**

Ségolène Darly, Nathalie Lemarchand

**Membre du laboratoire participant à l’opération :**

Morgane Retière (doctorante)

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Encadrement d’une recherche doctorale en cotutelle portant sur l’analyse des modalités d’approvisionnement en produits locaux de cantines de la région de Sao Paulo au Brésil et de la région Ile-de-France.

**État d’avancement :**

Inscription en cotutelle de la thèse ; premiers travaux de terrain effectués au Brésil ; premier comité de thèse en juin 2016.

**L’écopôle alimentaire : site pilote de l’économie de la fonctionnalité et de la coopération territoriale**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Christian du Tertre*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaires :**

*Partenaires institutionnels* : Réseau des PTCE ; l’IE-EFC ; ville de Loos-en-Gohelle ; Communauté urbaine de Dunkerque

*Partenaires privés* : Laboratoire d’intervention et de recherche ATEMIS

**Responsable scientifique du contrat :**

Christian du Tertre

**Membres du laboratoire participant à l’opération :**

Naïma Chelli (doctorante), Christian du Tertre

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Les collectivités territoriales et les acteurs du développement des activités d’intérêt général sont confrontés, d’un côté à un élargissement de leurs compétences dans une situation où la demande

sociale est de plus en plus intense tant sur le plan social (notamment celui de l'emploi) qu'écologique, de l'autre à des contraintes budgétaires de plus en plus rigides. Cette tension est d'autant plus contraignante que les territoires concernés sont habités par des ménages aux revenus moyens et faibles, voire très faibles. Face à de telles situations, la stratégie de certains acteurs consiste à rechercher un nouveau mode d'accès à une alimentation abordable sur un plan monétaire, sain sur le plan de la prévention de la santé et durable sur un plan écologique. Dans une telle perspective, l'économie de la fonctionnalité et de la coopération apparaît comme un référentiel utile pour fonder des actions en capacité d'agir sur le long terme.

L'écopôle alimentaire de la région d'Audruicq (Hauts de France) a été labellisé en 2016 PTCE (Pole Territorial de coopération économique), label relevant de l'Économie Sociale et Solidaire lui permettant d'établir des liens prolongés avec des chercheurs. Christian du Tertre a été sollicité par la direction de l'écopôle pour constituer une équipe de recherche en charge de suivre le projet et d'apporter des éléments d'analyse liée à la posture de recherche et à l'utilisation du référentiel que constitue l'Économie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC).

### **Résultats attendus :**

- Élaboration d'une méthodologie d'action en vue du transfert de cette expérience dans d'autres territoires
- Rédaction d'un référentiel spécifique à la sphère de l'alimentation durable

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Un ouvrage scientifique et de vulgarisation de l'expérience avec ses retombées opérationnelles

Une méthodologie d'action fondée sur les approches théoriques et l'expérimentation.

## **Stratégies territoriales des firmes agro-industrielles et base d'informations sur les agro-industries**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Françoise Plet*

### **Financement :**

Aucun financement

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Comprendre les systèmes agro-alimentaires, leurs localisations, leurs transformations, les systèmes sociaux spatiaux qu'ils induisent et les structures socio-économiques qui régissent leurs actions, leurs productions et leurs transformations. Également les risques associés.

*Mots-clefs* : agriculture, IAA, alimentation, régimes alimentaires, risques alimentaires, entreprises, catégories de produits, stratégies territoriales...

**État d'avancement :**

Recherche au long cours qui ne peut avoir que des points d'étape matérialisés par des publications et des communications et conférences. Pas de fin prévue.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :*****Articles***

Plet, F., 2013. Révision et mise à jour des articles « village », « finage », « terroir », « développement local », « alimentation », « Dion », « exode rural », « agriculture et territoire », « ferme », « friche », « géographie rurale », « géographie agraire », « structures agraires », « rural », avec bibliographies et corrélats pour réédition de Lévy, J., Lussault, M. (Eds), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.

Plet F., 2014. Les caves de Tokaj Hegyalja (Hongrie) et la notoriété des vins de Tokaj, in Perrot M., Pérard J. (Eds), *De la cave au vin, une fructueuse alliance*, Dijon, Centre George Chevrier, 35-46.

Plet F., 2015. *Bibliographie des recherches rurales et agro-alimentaires dans l'histoire du LADYSS 1968-2012*, 65 p., [www.ladyss.com/IMG/pdf/biblio-ladyss-1968-2012](http://www.ladyss.com/IMG/pdf/biblio-ladyss-1968-2012)

***Communications***

Plet F., 2014. La recherche sur les industries agro-alimentaires. Communication à la *Journée d'études interaxes du Ladyss sur l'agroalimentaire au Ladyss*, Université Paris-Diderot, 30 juin, Paris.

Plet F., 2014. Les ressorts de la qualité dans le vignoble de Tokaj. Conférence à la table ronde terminale du *Xth International Terroir Congress*, 7-10 juillet, Tokaj, Eger, Hongrie.

Plet F., 2016. Les coopératives agricoles sont-elles encore mutualistes ? Communication au *Séminaire de l'axe 1 du Ladyss*, 14 mars, Paris.

Plet F., 2016. Nicole Mathieu à travers ses travaux : le sens du collectif et des réseaux. Communication aux *5es journées Petites paysanneries Nord/Sud « Les petites paysanneries et la ville : un mariage de raison... »* et *Hommage à Nicole Mathieu*, Université Paris Nanterre, 21 octobre, Nanterre.

***Vulgarisation de la recherche***

Plet F., 2013. Les caves de Tokaj. Conférence invitée aux *Rencontres du Clos-Vougeot 2013*, Chaire Unesco Cultures et traditions du vin, Université de Bourgogne, 3-5 octobre.

Plet F., 2013. Histoires bretonnes, *Alternatives économiques*, 330, décembre, 96.

Plet F. (E), 2016. Mise en ligne sur internet, avec introduction, de la vidéo d'un entretien avec Edgard Pisani « L'alimentation et la gestion territoriale » réalisée en 2004, <http://www.geographie.univ-paris8.fr/spip.php?article1317>.

*Journée d'étude sur l'agroalimentaire dans les recherches du laboratoire Ladyss*. Journée organisée par l'axe de recherche 1 du Ladyss, préparée par F. Plet et P. Grouiez, 30 juin 2014, Paris. Programme : <http://ladyss.com/journee-interaxes-sur-l-agro-4195>.

Plet F., 2015. *Compte rendu de la Journée interaxes du LADYSS sur l'agroalimentaire*, 29 p., [www.ladyss.com/IMG/pdf/ladyss\\_axe\\_1\\_cr\\_30\\_juin](http://www.ladyss.com/IMG/pdf/ladyss_axe_1_cr_30_juin)

**Capital financier, appropriation de terres et production agricole moderne**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Bezunesh Tamru*

**Financement :**

COFECUB-CAPEs

**Partenaires institutionnels :**

Brésil : UNICAMP (Université de Campinas) ; UNESP/Rio-Claro ; UFRJ ; UECE  
France : Université Toulouse Jean-Jaurès

**Responsables scientifiques du contrat :**

Brésil : Ricardo Castillo, UNICAMP  
France : Bezunesh Tamru, Ladyss

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Ségolène Darly (remplace Ève-Anne Bühler), Marine Dubos-Raoul (doctorante)

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Durant les périodes de forte expansion de l'économie capitaliste financiarisée, comme dans l'actuelle période de la globalisation, le capital excédentaire a besoin de se placer dans de nouvelles formes d'accumulation, notamment par le biais de l'appropriation de ressources naturelles comme l'eau, la terre ou les minerais. Dans ce contexte, l'objectif principal de cette recherche est d'analyser la façon dont l'utilisation du territoire, en Amérique Latine, par les grands groupes, via l'appropriation de terres et la production agricole moderne, constitue des formes renouvelées d'accumulation. Des objectifs spécifiques comme la mise en place d'une typologie des principaux acteurs agricoles mobilisant des capitaux financiers et présents dans les espaces ruraux brésiliens et argentins (banques, assurances, fonds de pension, privés et souverains, etc.), l'analyse des formes de coopérations et d'actions conjointes des investisseurs financiers avec les autres acteurs, ainsi que l'étude de la présence des acteurs financiers dans l'agriculture et les modalités de l'appropriation de terres, principalement dans le secteur des *flex crops* sont envisagés.

Les méthodes favorisent la mise en place d'une bibliographie commune, de séminaires et de visites de terrains ainsi que des enquêtes et des observations. L'accent est mis sur des missions croisées entre les collègues brésiliens et Français.

**État d'avancement :**

En cours.

**Résultats :**

- 10 rapports de mission
- Comptes rendus de séminaires

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Tamru B., 2014. L'accaparement foncier en Afrique : le cas des périphéries urbaines. Communication au séminaire CAPES-COFECUB, UNESP/Rio-Claro, août.

**Port-au-Prince : entre vulnérabilités et croissances urbaines, constructions d'une métropole caribéenne – Programme de recherches dans le champ de l'urbain (PRCU)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Bezunesh Tamru*

**Financement :**

Union Européenne : contrat FED2014/338-974

**Partenaires institutionnels :**

Laboratoire Dynamiques des Mondes Américains (Ladma) – École normale supérieure (ENS) de l'Université d'État d'Haïti (UEH) ; Centre de recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU) – Université Quisqueya (UNIQ) ; Centre Coopération & Développement (CODEV), Communauté d'étude pour l'aménagement du territoire (CEAT) de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL)

**Responsable scientifique du contrat :**

Bezunesh Tamru

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Olivier Archambeau, Ségolène Darly, Vosh Dathus (doctorant), Jean-Odile Étienne (doctorant), Johan Milian, Hugo Pilkington, James Pierre (doctorant), Antoine Rivière (doctorant), Ibtissem Tounsi-Guérin, Alphonse Yapi-Diahou

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Il s'agit d'étudier le développement urbain de la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP) selon une approche transversale et globale considérant sa croissance urbaine tant du point de vue d'un processus normal que par la prise en compte de l'influence du séisme de 2010 et des opérations urbaines d'urgence en découlant. L'objectif principal est la mise au jour des mécanismes principaux de cette croissance : en périphéries, dans le tissu dense comme dans les espaces fragiles afin de donner des éléments concrets pour une aide à la décision durable aux autorités et aux acteurs locaux comme internationaux engagés dans l'aménagement de la ZMPAP. L'enrichissement des connaissances, le renforcement des capacités de recherche et de formation des universités haïtiennes dans le domaine de l'urbain font aussi partie des priorités. Pour répondre à ces objectifs, les activités liées au projet s'intègrent dans trois axes de recherches : l'étalement urbain par l'étude des marges urbaines, les modes d'occupation d'artères écologiques dans les vallées des rivières, l'informalité dans la ville ancienne comme dans les zones d'expansion.

Les méthodes mobilisées comprennent les observations, les enquêtes et les entretiens sur le terrain, mais aussi l'utilisation de campagnes photographiques et de films. La constitution de bases de données à caractère spatial et multicritères, fondement pour un observatoire, des publications, des mémoires de master, des cartes, des études de synthèse, des photos et films et des thèses de doctorants, soutenues ou en progression font partie des résultats attendus et produits.

**État d'avancement :**

En cours (début effectif du programme : février 2015)

**Résultats :**

- ✓ Premier séminaire de recherche, Université Paris8-Saint-Denis, du 22 au 24 juin 2015.
- ✓ Second séminaire de recherches, Université Quisqueya, Port-au-Prince du 20 au 22 juin 2016.
- ✓ 2 comptes rendus de séminaires (France et Haïti)
- ✓ 1 dossier cartographique
- ✓ 10 mémoires de master
- ✓ 10 rapports de progressions des doctorants.
- ✓ 3 rapports d'axes
- ✓ 7 rapports individuels de chercheurs
- ✓ 1 rapport intermédiaire synthétique

<http://www.univ-paris8.fr/Paris-8-a-Port-au-Prince-du-20-au-30-juin-2016-3932>

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :*****Articles acceptés pour publication***

Étienne J-O., accepté. Des vulnérabilités post-catastrophe à Port-au-Prince, *Espace, Populations, Sociétés*.

***Communications***

Tamru B., Étienne J.O. (D), Pierre L.M., Rivière A., 2016. Les vulnérabilités des grandes artères écologiques à Port-au-Prince. Communication aux journées sur les enjeux géographiques dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince en vue de la préparation des programmes urbains du 11<sup>e</sup> FED, Union européenne, MTPTC, 9 mai.

Tamru B., 2016. La gouvernance élargie et multiscalaire dans la reconstruction post-crise : cas de Port-au-Prince. Conférence invitée au colloque *Reconstruction post-crise : perspectives pour les villes du Sud, rôle des acteurs du Nord*, AFD, 29 septembre, Paris.

***Organisation de colloques et de séminaires***

Tamru B., 2015. Organisation du premier séminaire du programme de recherche dans le champ de l'urbain PRCU *Port-au-Prince : entre vulnérabilités et croissances urbaines, constructions d'une métropole caribéenne*, Université Paris 8, 22-24 juin, Saint-Denis.

Tamru B., 2016. Organisation du second séminaire du programme de recherche dans le champ de l'urbain PRCU *Port-au-Prince : entre vulnérabilités et croissances urbaines, constructions d'une métropole caribéenne*, Université Quisqueya, 20-22 juin, Port-au-Prince.

Tamru B., 2016. Organisation de deux ateliers de travail entre chercheurs et professionnels de l'urbain dans le cadre du programme *Port-au-Prince : entre vulnérabilités et croissances urbaines, constructions d'une métropole caribéenne*, sur le thème « Du terrain à la cartographie », PRCU-CNIGS, 23-28 juin, Port-au-Prince.

Tamru B., 2017. Direction scientifique et coordinatrice du colloque international *Quel développement urbain pour la ville post-crise ?* en clôture du projet « Port-au-Prince : entre vulnérabilité et croissance urbaine, construction d'une métropole caribéenne » (Union européenne ; Université de Paris 8 ; Université d'État de Haïti ; Université Quisqueya ; École polytechnique fédérale de Lausanne), 25-27 avril, Port-au-Prince, Haïti.

Archambeau O., Milian J., Pilkington H., Tamru B., Yapi-Diahou A., 2017. Membres du comité scientifique du colloque international *Quel développement urbain pour la ville post-crise ?* en clôture du projet « Port-au-Prince : entre vulnérabilité et croissance urbaine, construction d'une métropole caribéenne » (Union européenne ; Université de Paris 8 ; Université d'État de Haïti ; Université Quisqueya ; École polytechnique fédérale de Lausanne), 25-27 avril, Port-au-Prince, Haïti.

**À venir**

Un numéro spécial de la *Revue de la Société Haitienne d'Histoire et de Géographie* sur lequel les chercheurs du Ladys et du Ladma se sont positionnés.

Un ouvrage collectif sur les actes du colloque d'avril 2017.

Différentes publications suivront et accompagneront la fin du programme prévue en juin 2017.

**Réseau de Recherche en Urbanisation en Afrique - RUBAFRIQUE**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Bezunesh Tamru*

**Financement :**

Ministère des Affaires Étrangères et du Développement International (MAEDI)

**Partenaires institutionnels :**

Université de Yaoundé Cameroun ; Université Ouattara Côte d'Ivoire ; Makere University Uganda ; Université de Ngaoundéré, Cameroun ; Université de N'djamena Tchad ; Institut National de Cartographie Cameroun ; University of Dar es Salaam Tanzania ; GREVA - École normale supérieure de Yaoundé Cameroun ; Université Paris 8-Ladys.

**Responsable scientifique du contrat :**

Bezunesh Tamru

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Bezunesh Tamru, Alphonse Yapi-Diahou

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'engouement pour les recherches en urbanisation dans les pays africains reste faible, comparé à ce qui se fait dans les autres pays en développement. Il y a tout de même eu des créations de réseaux qui ont produit des résultats assez mitigés par leur espérance de vie très modeste. Il fallait relever ce défi, en mettant en place une structure plus ouverte, dotée d'une ossature scientifique et logistique qui puisse assurer la pérennité de la recherche. C'est pour cela qu'avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, à travers l'IRD, le Réseau Africain de Recherche en Urbanisation (RUBAFRIQUE) a été créé à l'issue de l'atelier constitutif afférent, tenu à Yaoundé (Cameroun), du 24 au 26 mai 2012. Ce réseau vient matérialiser la volonté croisée des promoteurs des FSP CORUS2 et AIRES-SUD d'une part, et des équipes africaines élues dans ces deux FSP d'autre part, de contribuer à la pérennisation de la recherche universitaire sur les villes et les actions de développement et d'aménagement urbain. Aussi RUBAFRIQUE mobilise-t-il des équipes issues de ces 2 FSP. Il implique en outre d'autres équipes intéressées, ou impliquées comme le LADYSS-Paris8 dans des recherches urbaines et dont l'expérience est utile au rayonnement du réseau ainsi construit. S'agissant donc des objectifs principaux, RUBAFRIQUE en vise trois : la capitalisation des expériences passées par la récupération et le scan des littératures grises, l'appui aux doctorants dans leurs démarches de recherches comme dans la rédaction de leur thèse et publications (atelier d'écritures) et le renforcement des capacités d'enseignements et de recherche dans les études urbaines des laboratoires africains au travers des mobilités, des encouragements à préparer des HDR, par l'organisation des séminaires et colloques.

**État d'avancement :**

En cours.

**Résultats :**

[www.rubafrique.org](http://www.rubafrique.org)

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Tamru B., 2013. La recherche urbaine en Afrique au Ladyss et à Paris 8. Conférence invitée au *Séminaire inaugural du programme RUBAFRIQUE*, GREVA École normale supérieure de Yaoundé 29-30 juillet, Yaoundé, Cameroun.

Tamru B., 2016. Les villes et la production immobilière en Afrique de l'Est. Conférence inaugurale au colloque international *La promotion immobilière dans les villes africaines*, 18-20 octobre, Abidjan, Côte d'Ivoire.



## FICHES DES OPERATIONS EN PROJET DE L'ATELIER 3

### **Projet OVID (The original landscape of Olive grove / Vineyard association as a new paradigm for agro-ecological and social studies)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Stéphane Anglès*

#### **Financement envisagé :**

ANR (pré-proposition déposée en octobre 2016)  
Université Paris Diderot – Paris 7 (organisme gérant financièrement le contrat)

#### **Partenaires institutionnels :**

UMR LIED, Université Paris Diderot ; UMR TELEMME, Aix-Marseille Université

#### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Anglès, Clélia Bilodeau, Céline Clauzel, Étienne Grésillon

#### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le projet OVID entend étudier l'association de la vigne et de l'olivier, une pratique traditionnelle méditerranéenne en voie de disparition. Cette association, perçue désormais comme un patrimoine, offre une grande qualité paysagère, une valorisation des filières, des atouts agroécologiques et une ressource territoriale. Le projet OVID s'appuie sur 3 partenaires dans une analyse pluridisciplinaire articulant une approche historique et socioculturelle (évolutions des paysages, patrimonialisation), agrobiologique (interrelations vigne/olivier, trame écologique) et territoriale (mobilisation dans les stratégies des territoires et filières, impacts environnementaux) et des méthodes variées. Le projet OVID s'inscrit dans un développement agricole durable des territoires méditerranéens en privilégiant un modèle d'agroécologie plus adaptable fondé sur la diversité et la complémentarité des cultures et la valorisation des paysages de la vigne et de l'olivier.

### **Médias locaux face à l'offre télévisuelle globale sur le Web (Défis socio-économiques et professionnels)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Jean-Paul Billaud*

#### **Financement envisagé :**

AMA (Autorité des Médias Audiovisuels – Albanie), Université de Tirana, Albanie  
Université de Tirana, Albanie (organisme gérant financièrement le contrat)

#### **Partenaires institutionnels :**

IPAG (Business School Paris, Nice, Kunming, Los Angeles) ; Université de Tirana, Albanie, REM (Revue Européenne des Médias) ; Département du journalisme et de la communication, Université de Tirana (Mark Marku, Artan Fuga)

#### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Jean-Paul Billaud, Artan Fuga (associé)

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Ce projet de recherche fixe comme objectif d'analyser le contexte actuel des médias audiovisuels nationaux et locaux face à l'offre télévisuelle globale sur le Web. Cette offre est présentée par les nouveaux formats de télévision numériques et virtuels. Ces derniers, avec la production d'un contenu télévisuel consommable au moyen de postes de télévision connectés, d'ordinateurs fixes et portables, de petits écrans de la téléphonie mobile, etc., sont en train de concurrencer sensiblement les chaînes de la télévision linéaire et classique. Le contenu télévisuel sur le Web, sous une forme de séries de films, vidéoclips musicaux, émissions d'information continue, reportages, etc., intéresse toujours plus particulièrement des publics jeunes et moins jeunes, tout en élargissant rapidement ses audiences sur le continent européen. Cette réalité nouvelle crée des déséquilibres importants dans les paysages médiatiques audiovisuels en Europe et partout dans le monde. Des tarifs d'abonnement relativement bas, un modèle de distribution personnalisé, des contenus consultables en fonction des disponibilités horaires de chaque abonné, des émissions ayant une qualité de production qui répond largement aux attentes des publics, une attractivité accrue pour les annonceurs des publicités, etc., ont fait de la sorte que les audiences locales et nationales consacrent moins de temps qu'auparavant aux chaînes de la télévision linéaire. En s'ouvrant à un espace global, les nouveaux formats de télévision remettent en question les normes nationales et européennes régulatrices des paysages médiatiques audiovisuels ; ils réduisent la place de la culture nationale et européenne ; ils attirent toujours plus de flux monétaires consacrés à la publicité tout en réduisant les recettes financières pour les chaînes de la télévision classique.

Face à cette concurrence inégale, les télévisions classiques essayent de répondre en adoptant des stratégies nouvelles de production et de distribution, inventent des formes nouvelles de gestion et forment de nouvelles alliances en créant par la concentration de nouvelles dynamiques patronales et actionnariales.

L'hypothèse de travail de cette recherche repose sur l'idée suivante : Seulement un équilibre raisonnable entre diverses offres de télévision, globales, nationales et locales, rend possible à la fois une ouverture des publics nationaux au croisement des cultures et à l'information globales, garantissant aussi la préservation des identités culturelles nationales et locales.

Ce projet de recherche vise à mesurer les nouvelles formes de comportement des publics audiovisuels. Il souhaite comparer les résultats d'une enquête réalisée sur l'espace albanophone des Balkans avec ceux des sondages d'opinion réalisés sur le continent européen, particulièrement en France. La démarche scientifique suivra les dynamiques des marchés audiovisuels, les flux de financement de la production télévisuelle, les modifications normatives produites, tout en réalisant plusieurs entretiens avec des managers des compagnies de télévision, des journalistes, des producteurs de programmes de télévision, etc.

**Les routes des paysages culturels alimentaires**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : François Legouy*

**Financement envisagé :**

Université Paris Lumières (UPL)

**Partenaires institutionnels :**

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE (Olivier Berche, doctorant) ; Université de Tours, EA LÉA (Thibaut Boulay, MCF) ; Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE (Marie Bridonneau, MCF) ; Université de Rio, Département de Géographie (Ève-Anne Bühler, professeur) ; Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE (Julien Essers, doctorant) ; Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE (Monique Poulot,

professeur) ; Université Paris Ouest Nanterre La Défense, UMR LAVUE (Camille Robert-Bœuf, doctorante)

### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Anglès, Olivier Archambeau, Ségolène Darly, François Legouy, Johan Milian, Diego Mermoud (doctorant)

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'équipe de recherche en géographie rurale de Paris 8 et de Paris 10 prévoit un programme de recherche sur le thème des « routes des paysages culturels alimentaires ». Route au sens large, incluant les circuits économiques, les routes actuelles et passées, pas nécessairement terrestres, mais aussi maritimes, fluviales, aériennes et avec une prise en compte des acteurs (individuels, multinationaux) de ces « routes ». Un premier objectif est de visualiser les paysages créés par ces circuits économiques, d'en dégager les éléments patrimoniaux et d'analyser les facteurs d'organisation des espaces agro-alimentaires et des réseaux qui les ont produits. L'analyse paysagère portera sur des « arrêts » et des « défilés » d'images à partir de tracés privilégiés. Un deuxième objectif est de montrer comment quelques produits agro-alimentaires s'intègrent dans les circuits économiques de mondialisation, dans l'espace et dans le temps. Il s'agit ainsi de comprendre pour plusieurs produits comment les filières agro-alimentaires françaises sont organisées dans leurs zones de production, par leurs échanges comment elles sont intégrées dans la mondialisation et quels sont leurs impacts environnementaux. L'originalité de cette recherche, pas ou très peu réalisée jusqu'à présent, porte à la fois sur une analyse paysagère, économique, spatiale, culturelle et des acteurs reliés à ces « routes ». Elle associera des historiens et économistes venus de laboratoires de recherche d'autres universités.

## **CATENER (Capacités territoriales & transition énergétique)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Johan Milian*

### **Financement envisagé :**

ANR (démarrage en 2018 sur 24 mois si retenu)

Université de Bourgogne (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Partenaires institutionnels :**

*Partenaires institutionnels :* Le projet CATENER réunit une équipe pluridisciplinaire venue de différents segments des sciences sociales. Le projet sera hébergé et porté par le laboratoire THÉMA de l'Université de Bourgogne-Franche Comté, chef de file :

- L. Abramowitch, Université de Bourgogne Franche Comté, USR 3516 MSH Droit public
- R. Bénos, INUC Albi, UMR 5622 GEODE Géographie & aménagement
- N. Bert, Université de Bourgogne Franche Comté, EA 849 LPS Psychologie sociale
- S. Challéat, Université Toulouse-Jean-Jaurès, UMR 5193 LISST Géographie & aménagement
- P.-O. Dupuy, Université Paul Sabatier (Toulouse 3), EA 827 LERASS Sciences information & communication
- F. Girard, Université Paul Sabatier (Toulouse 3), EA 827 LERASS Psychologie sociale
- D. Lapostolle, Université de Bourgogne Franche Comté, UMR 6049 THÉMA Science Po. & aménagement
- J. Milian, Université Paris 8, UMR 7533 LADYSS Géographie et aménagement
- T. Poméon, INRA Toulouse, US ODR Économie
- C. Pouponneau, Université de Bourgogne Franche Comté, EA 4180 SPMS Psychologie sociale

*Partenaires privés :* Syndicat mixte du Pic du Midi (N. Bourgeois) ; Parc national des Cévennes (X. Wojtaszak) ; Syndicat intercommunal d'énergie de la Côte d'Or (J.-M. Jeannin) ; Association

Bourgogne Énergie Renouvelable (S. Pénidon) ; ADEME Bourgogne et Franche Comté ; Parc naturel régional des Baronnies Provençales

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Johan Milian

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le projet CATENER se consacre à l'étude de la territorialisation de la transition énergétique en France, c'est-à-dire à la manière dont cet objectif national d'action publique rencontre les démarches engagées au niveau local. Il prolonge des travaux déjà réalisés ou entrepris sur ce thème par certains des membres rassemblés dans cette équipe. L'objectif du projet CATENER plus particulièrement est d'éprouver la notion de « capacité énergétique territoriale » comme grille de lecture permettant d'articuler l'analyse des démarches institutionnelles, fondées sur une acception normative de la transition (Grenelle de l'environnement), et l'étude de celles reposant d'abord sur la mobilisation associative et l'engagement communautaire.

Ce projet associe trois grands champs des sciences sociales : celui des travaux sur les formes et les modalités de l'action collective, celui de la production des politiques territoriales et de l'action publique, et enfin celui de l'activisme environnementaliste. A la rencontre de ces trois domaines, l'objectif est d'observer comment autour de l'énergie comme enjeu territorialisé, une mise en capacité collective se construit et agit. Pour cela le projet propose de développer un protocole de travail déployé sur trois types de configurations territoriales identifiées (démarches « pionnières », démarches « ordinaires », démarches « d'exemplarité »). À travers le volet de travail sur les « démarches d'exemplarité », il reprend pour partie les travaux du collectif RENOIR (controverses sur l'éclairage public, pratiques d'extinction et valorisation de la nuit noire). Le protocole de recherche proposé dans le projet ANR CATENER intègre des montages et des ateliers de travail impliquant de nombreux partenariats.

Le projet CATENER permettra de nourrir différents débats sur les modalités du développement local et l'écologisation de l'action publique :

- La technicisation de l'ingénierie territoriale, illustrée par l'avènement d'une ingénierie spécifique autour de la « transition énergétique »
- La participation citoyenne au projet politique, en abordant les formes et les espaces de délibération des démarches et des projets
- La fabrique de la transition comme objet et ambition politique, à travers sa percolation dans les documents programmatiques et de planification mais également son appropriation et sa traduction en tant que démarche de projet de territoire

# Atelier 4

Santé, enjeux sanitaires et territoires

*Responsable :*

*Anne-Peggy Hellequin*

## SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS EN COURS ET EN PROJET DE L'ATELIER 4

(par ordre alphabétique de responsable scientifique)

### Opérations en cours

- Cancer du sein et précarité : étude des disparités sociodémographiques influençant le stade au diagnostic, le traitement et la réhabilitation post-cancer en Île-de-France (DESSEIN) / Audrey Bochaton
- CLI-MAP / Thierry Feuillet
- Les inégalités sociales de santé : périnatalité en Seine-Saint-Denis et dans la Somme / Hugo Pilkington
- Recherche exploratoire autour de la notion de « quartier thérapeutique » / Hugo Pilkington
- Inégalités socioterritoriales de santé en Île-de-France / Stéphane Rican, Zoé Vaillant
- EURO-HEALTHY : Shaping EUROpean policies to promote HEALTH equitY / Stéphane Rican, Gérard Salem
- Géographie de la Dengue à Girardot (Colombie) : analyse des liens entre l'espace urbain et une maladie endémique / Stéphane Rican, Vincent Godard
- Causal Effect of Nutritional, Environmental and Social factors on Asthma in the E3N Study / Stéphane Rican
- Prise en charge des Accidents Vasculaires Cérébraux en France / Stéphane Rican
- L'offre et la demande de soins dans l'espace constantinois / Stéphane Rican
- Géographie de la population handicapée en France / Stéphane Rican
- GREENS – City : Gouvernance pour l'Équité, l'ENVironnement et la Santé dans la Cité / Zoé Vaillant
- « Réduire les inégalités d'accès au dépistage des cancers au niveau local (DÉCLIC) : le partenariat chercheurs-décideurs-acteurs comme levier d'action » / Zoé Vaillant

### Opérations en projet

- Regional inequalities in mortality. The role of borders and health policies / Stéphane Rican

**FICHES DES OPERATIONS EN COURS DE L'ATELIER 4****Cancer du sein et précarité : étude des disparités sociodémographiques influençant le stade au diagnostic, le traitement et la réhabilitation post-cancer en Île-de-France (DESSEIN)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Audrey Bochaton*

**Financement :**

Institut national du cancer (INCa)

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (organisme gérant financièrement le contrat)

**Responsable scientifique du contrat :**

Charlotte Ngo, Praticien Hospitalo-Universitaire, Assistance Publique des Hôpitaux de Paris

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Audrey Bochaton

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'étude a pour objectif d'évaluer l'impact de la précarité sur l'histoire naturelle du cancer du sein, sur les parcours de soins, sur le traitement et la phase de rétablissement des patientes résidant en Ile-de-France à travers une analyse multidisciplinaire (épidémiologie, économie, géographie et anthropologie).

**État d'avancement :**

Phase de démarrage

**CLI-MAP**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Thierry Feuillet*

**Financement :**

MSH Paris-Nord

**Partenaires institutionnels :**

- Hélène Charreire, MCU, Géographe de la santé, Lab'Urba – UPEC (15 %)
- Romain Reuillon, Chargé de recherche CNRS, Informatique, Institut des Systèmes Complexes, UMR 8504 Géographie-cités (15 %)
- Jean-Michel Oppert, PU-PH Nutrition, Chef du service Nutrition à la Pitié Salpêtrière (AP-HP) et chercheur à l'EREN - Inserm U557/Inra/P13 (5 %)
- Serge Hercberg, PU-PH Nutrition, directeur de l'EREN - UMR U557 Inserm / U1125 Inra / Cnam / Paris 13, SMBH (5 %)

**Responsable scientifique du contrat :**

Thierry Feuillet

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Vincent Godard

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Analyse sociospatiale des liens entre climat et marche en France.

**État d'avancement :**

Commencement début 2017.

**Les inégalités sociales de santé : périnatalité en Seine-Saint-Denis et dans la Somme**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Hugo Pilkington*

**Financement :**

Inpes, Université Paris 8

**Partenaires institutionnels :**

Université Paris 8 (Vincennes – Saint Denis) ; Université de Picardie Jules Verne (UPJV) ; Inpes ; Élus santé publique et territoires (ESPT) ; Réseau français villes-santé de l'OMS

**Responsable scientifique du contrat :**

Odile Henry, PR (Université Paris 8)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Hugo Pilkington

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Face à l'augmentation globale des inégalités sociales de santé, et en Seine-Saint-Denis à l'augmentation du taux de mortalité infantile, cette enquête porte sur les pratiques de santé et sur le repérage des parcours prévention et santé de la patientèle des services de Protection maternelle et infantile (PMI). S'efforçant d'analyser les logiques productrices de gradient social, l'enquête est menée sur 5 territoires contrastés (Saint-Denis, Les Lilas, Noisy-le-Sec, Amiens, Friville-Escarbotin). Le volet géographie de l'enquête vise à contextualiser les parcours et la patientèle dans leur espace de vie spécifique.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :*****Publications***

En cours.

***Communications***

Pilkington H., 2014. Inégalités territoriales de couverture sociale, contexte de résidence et accessibilité aux soins en Seine-Saint-Denis. Communication à l'atelier « Périnatalité et inégalités sociales de santé : points de vue d'universitaires et leviers d'action pour élus », 9<sup>es</sup> Journées de la Prévention, 3-5 juin, Centre Universitaire des Saints-Pères, Paris.

Denis K., Montezin A., Simonet A., Pilkington H., 2014. Facteurs contextuels associés à un parcours de santé péjoré chez les femmes. Étude de la patientèle d'un centre municipal de santé à Aubervilliers.



Communication à l'atelier « Périnatalité et inégalités sociales de santé : points de vue d'universitaires et leviers d'action pour élus », 9<sup>es</sup> Journées de la Prévention, 3-5 juin, Centre Universitaire des Saints-Pères, Paris.

Denis K., Montezin A., Simonet A., Pilkington H., 2014. Développement d'un indice de désavantage socio-territorial en Île-de-France. Communication à l'atelier « Périnatalité et inégalités sociales de santé : points de vue d'universitaires et leviers d'action pour élus », 9<sup>es</sup> Journées de la Prévention, 3-5 juin, Centre Universitaire des Saints-Pères, Paris.

Desnoux S., Guindo, V., He Z., Miles R., Toudert D., Pilkington H., 2015. Analyse géographique en Seine-Saint-Denis et Somme. Communication au colloque *Agir sur les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS) dans le champ de la périnatalité en Seine-Saint-Denis et en Picardie*, 4 juin, Université Paris 8, Saint-Denis.

Desnoux S., Guindo, V., He Z., Miles R., Toudert D., Pilkington H., 2015. Espaces de vie des femmes consultant dans des centres de PMI. Communication au colloque *Agir sur les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS) dans le champ de la périnatalité en Seine-Saint-Denis et en Picardie*, 4 juin, Université Paris 8, Saint-Denis.

Desnoux S., Guindo, V., He Z., Miles R., Toudert D., Pilkington H., 2015. Territoires et paysage sanitaire de la santé mère/enfant – éléments de contexte. Communication au colloque *Agir sur les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS) dans le champ de la périnatalité en Seine-Saint-Denis et en Picardie*, 4 juin, Université Paris 8, Saint-Denis.

## **Recherche exploratoire autour de la notion de « quartier thérapeutique »**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Hugo Pilkington*

### **Financement (envisagé) :**

BQR Pôle Ville Université Paris 8/UMR Ladyss 7533

### **Partenaires institutionnels :**

Université Paris 8 (Vincennes – Saint Denis) ; MSH Paris Nord

### **Responsable scientifique du contrat :**

Hugo Pilkington

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Marion Tillous

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Cette recherche exploratoire vise à tester la validité opératoire de la notion de « quartier thérapeutique », c'est-à-dire favorisant l'amélioration de l'état de santé d'un individu ou de groupes d'individus. Il interroge l'organisation, les structures et la morphologie urbaines en tant que créatrices d'espaces (lieux et réseaux) potentiellement thérapeutiques.

Cette recherche exploratoire souhaite : tester la validité opératoire de la notion de « quartier thérapeutique » et constituer un réseau de chercheurs à l'échelle internationale sur le thème du « quartier thérapeutique » en vue de la rédaction d'un futur programme de recherche.

- La méthodologie sera déclinée en deux temps :
- L'organisation (acceptée) d'une session lors du Congrès annuel de l'AAG en février 2012 (Association of American Geographers)

- L'organisation d'un séminaire de cinq séances (demande auprès de la MSH Paris Nord), entre le mois de février et juin 2012.

**État d'avancement :**

En cours.

**Inégalités socioterritoriales de santé en Île-de-France**

*Responsables scientifiques au sein du laboratoire : Stéphane Rican, Zoé Vaillant*

**Financement :**

INCa, ARS Île-de-France

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Agence régionale de la santé ; Association Élus santé publique et territoires ; Assurance maladie ; INCa ; Union régionale des professionnels de santé

**Responsable scientifique du contrat :**

Zoé Vaillant

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Audrey Bochaton, Julia Bardes (chargée de recherche contractuelle), Emmanuelle Faure (CDD post-doctorant), Stéphane Rican, Zoé Vaillant, Marianne Viot

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objectif est de créer et d'installer dans le temps un processus de production scientifique partagée en matière de santé publique et de gestion des collectivités locales, afin d'éclairer et d'aider la décision politique dans ces domaines. Ce projet vise la formalisation d'un lien pérenne entre le monde de la recherche, celui de la formation et celui de l'action publique, par la mise en place d'un travail en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés par cette problématique. Il s'appuie sur la production d'une analyse à échelle fine de diagnostics territoriaux de santé, afin d'identifier les disparités et d'avancer ainsi vers la réduction des inégalités socioterritoriales de santé. L'accent a été particulièrement mis sur l'analyse de l'accès aux dépistages des cancers ainsi que sur l'organisation et le fonctionnement des centres de Protection Maternelle et Infantile de la ville de Paris.

**État d'avancement :**

En cours.

**Résultats :**

Création d'une plateforme régionale associant les différents partenaires.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :*****Publications***

Viot M., Vaillant Z., Harel L., Rican S., Dauchez M.B., Baron M., Ndiaye E.H.M.L., Delpech E., Bréchenade S., El Ghozi L., Salem G., 2015. Transfert de connaissances pour réduire les inégalités

infracommunales d'accès au dépistage du cancer du sein, *Santé Publique*, 27, 3, 321-330, <https://www.cairn.info/revue-sante-publique-2015-3-page-321.htm>.

Rican S., Vaillant Z., 2015. Urbanisme et réduction des inégalités sociales de santé : les diagnostics locaux de santé, *La santé en action* (revue de Santé publique en France [INPES, INVS, EPRUS]), 434, 24-25.

Vaillant, Z., Rican, S., Bochaton, A., Viot, M., Salamon, A., El Ghozi, L., Basse, P., Chali, J.-M., Jangal, C., 2016. Appréhender les constructions socioterritoriales des inégalités d'accès au dépistage du cancer du sein à Gonesse (Val d'Oise) : diagnostic territorial et aide à la décision, in Calvez, M. (Ed.), *Santé et territoires. Des soins de proximité aux risques environnementaux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 105-128.

### **Communications**

Faure E., 2015. Intersectionality, discourses and practices of general practitioners: a new approach to socio-spatial inequalities in access to colorectal cancer screening ? Communication au colloque *Pre-AAG Gendered Rights to the City: Intersections of Identity & Power*, 19-20 avril, University of Wisconsin-Milwaukee, Wisconsin, USA.

### **Thèses**

Faure, Emmanuelle, 2016. *Entre effets de genre et effets de lieux. Géographies du dépistage organisé du cancer colorectal à Boulogne-Billancourt et Gennevilliers (92)*. Thèse de doctorat en géographie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Nanterre.

## **EURO-HEALTHY : Shaping EUROpean policies to promote HEALTH equitY**

*Responsables scientifiques au sein du laboratoire : Stéphane Rican, Gérard Salem*

### **Financement :**

Union Européenne H2020

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Partenaires institutionnels :**

University of Coimbra ; Agència de Salut Pública de Barcelona ; Azienda Sanitaria Locale TO3 ; Consortium for Information Systems Piemonte ; Beuth University of Applied Science Berlin ; Charles University Prague ; Ekonomicka univerzita v Bratislave ; Instituto Superior Técnico, Universidade de Lisboa ; Karolinska Institutet ; National and Kapodistrian University of Athens ; University College London ; Public Health England ; Université de Paris Ouest Nanterre la Défense ; University of Maastricht ; Vrije Universiteit Brussel

### **Responsable scientifique du contrat :**

Paula Santana (Université Coimbra)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Rican, Gérard Salem, Clara Squiban (chargée de recherche contractuelle), Quentin Tenailleau (post-doctorant)

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

A three-year Horizon 2020 research project launched in January 2015 that aims to increase knowledge and resources on policies that have the potential to promote health and health equity across European regions with a focus on metropolitan areas. Euro-Healthy has eight research work packages and is formed by a consortia of collaborating partner institutions.

Within Euro-Healthy's objectives, the project will develop a population health index which will be supported by a web-based geographic information system.

**État d'avancement :**

Mi-parcours.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Squiban C., Tenailleau Q., Rican S., 2016. *Report on socio-spatial variations in health. Avoidable mortality, related determinants and spatial distribution in Europe (2000-2015)*, août.

Squiban C., Tenailleau Q., Costa C, Santana P, Rican S., soumis. Spatial variations in avoidable mortality in Europe (2000-2015): a review of recent trends and explanatory factors, *Social Science and Medicine* (soumis sept 2016).

**Géographie de la Dengue à Girardot (Colombie) : analyse des liens entre l'espace urbain et une maladie endémique**

*Responsables scientifiques au sein du laboratoire : Vincent Godard, Stéphane Rican*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaires privés :**

Fundation Santa Fe, Bogota

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Mauricio Fuentes (doctorant), Vincent Godard, Stéphane Rican

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

La recherche porte sur les processus associés aux constructions socioterritoriales de la dengue et sur les possibilités de construire des interventions pour promouvoir la santé du territoire. Nous analyserons les relations entre les structures sociales et urbaines de la ville et la distribution spatiale de la séroprévalence du virus, la présence du moustique (*Aedes aegypti*) et le mouvement de la population.

Une meilleure connaissance à l'échelle intra-urbaine du processus sociospatial de la transmission de la dengue devra permettre un dialogue avec des acteurs locaux pour orienter la prévention et l'intervention de la dengue dans une approche territoriale.

**État d'avancement :**

En cours.

**Causal Effect of Nutritional, Environmental and Social factors on Asthma in the E3N Study**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Stéphane Rican*

**Financement :**

IRESP

Inserm (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Inserm U1018 ; Inserm U823 ; Centre for Research in Environmental Epidemiology

**Responsable scientifique du contrat :**

Raphaëlle Varraso (Inserm)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Rican

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objectif principal du projet CENESA-E3N est d'étudier les interrelations entre les déterminants nutritionnels, environnementaux et sociaux de l'asthme dans une large étude française de femmes âgées. Le projet comporte quatre objectifs spécifiques : (1) étude de l'effet causal des facteurs nutritionnels (alimentation, obésité, activité physique) sur l'asthme actuel, en utilisant des méthodes statistiques adaptées aux données dépendantes du temps ; (2) étude des associations entre l'utilisation domestique de sprays et plusieurs phénotypes d'asthme (asthme actuel, contrôle de l'asthme) ; (3) étude des associations entre des facteurs sociaux et les phénotypes d'asthme, en prenant en compte le niveau de traitement pour l'asthme ; (4) étude de l'effet conjoint des facteurs nutritionnels, environnementaux et sociaux sur les phénotypes d'asthme

**État d'avancement :**

En cours.

**Prise en charge des Accidents Vasculaires Cérébraux en France**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Stéphane Rican*

**Financement :**

École des hautes études en santé publique (EHESP), contrat doctoral

**Partenaires institutionnels :**

EHESP

**Responsable scientifique du contrat :**

Étienne Minvielle (EHESP)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Rican

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objectif de ce travail sera de définir exhaustivement, l'ensemble des facteurs pouvant influencer la survenue et la qualité de prise en charge de l'AVC, et d'offrir aux ARS un indicateur synthétique permettant d'identifier les inégalités infrarégionales de l'AVC tout en proposant les leviers d'améliorations. Ce projet aura également pour ambition de tester la généralisation de la démarche à d'autres pathologies présentant un profil similaire tel que l'insuffisance rénale chronique.

**État d'avancement :**

En cours.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Lachkem Y., 2014. *Qualité des parcours de soins des patients victimes d'un AVC en Seine-et-Marne. Méthodologie pour une analyse territoriale*. Mémoire de master 2 (sous la direction de E. Minvielle, S. Rican).

**L'offre et la demande de soins dans l'espace constantinois**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Stéphane Rican*

**Financement :**

OMS

**Responsable scientifique du contrat :**

Chiraz Zeghdar

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Rican

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Analyse des logiques de la répartition spatiale des secteurs de soins public et privé, en accordant une attention particulière à la place occupée par le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Constantine. Il s'agit, en effet, de se demander si la place de ce CHU est aussi centrale dans l'espace urbain constantinois que ne le laisse penser son caractère d'équipement plutôt rare. Il s'agit également de se demander dans quelles mesures ce qui est mis en évidence dans le cas du travail sur Constantine est représentatif de ce qui se passe dans les plus grandes agglomérations algériennes.

**État d'avancement :**

En cours.

## **Géographie de la population handicapée en France**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Stéphane Rican*

### **Financement :**

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)  
Centre interrégional d'études d'actions et d'informations en faveur des personnes en situation de vulnérabilités (CREAI PACA) (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Partenaires :**

*Partenaires institutionnels :* Laboratoire Population Environnement Développement (LPED),  
Université Aix Marseille

*Partenaires privés :* CREAI PACA

### **Responsable scientifique du contrat :**

Sophie Bourgarel

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Rican

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Compte tenu d'une méconnaissance de la répartition géographique des personnes handicapées sur le territoire national la question de l'efficacité de l'accès aux services et de son optimisation du point de vue social mais aussi économique se pose. Trois questions se posent pour tenter de résoudre ce problème :

- ✓ Peut-on estimer, au moyen des données actuellement disponibles, la distribution effective des personnes handicapées sur le territoire ?
- ✓ Selon la nature de cette estimation, à quelle échelle ou niveau de précision peut-on rapprocher la distribution spatiale de cette population avec la distribution des établissements et services disponibles ?
- ✓ Quels sont les indicateurs qui permettraient la réalisation d'un suivi sur le long terme de cette adéquation entre population et service ?

### **État d'avancement :**

En cours.

**GREENS – City : Gouvernance pour l'Équité, l'Environnement et la Santé dans la Cité**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Zoé Vaillant*

**Financement :**

Institut national du cancer (INCa)

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires :**

*Partenaires institutionnels :* EHESP – CRAPE CNRS UMR 6051 ; Institut de Santé globale – faculté de médecine – Université de Genève

*Partenaires privés :* Réseau Ville Santé OMS

**Responsable scientifique du contrat :**

Jeanine Pommier (EHESP)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Emmanuelle Faure (CDD post-doctorante), Stéphane Rican

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Vouloir agir sur les inégalités sociales et territoriales de santé (ISTS) appelle à agir sur un ensemble de déterminants qui modèlent les conditions de vie quotidiennes des populations, dont le cadre de vie et l'environnement physiques sont des composantes essentielles. Parmi les diverses stratégies d'action, l'action sur les politiques publiques est l'une des clés. L'OMS préconise à ce titre de développer une gouvernance intersectorielle pour agir sur les déterminants des inégalités sociales de santé, en introduisant une réflexion sur la santé dans toutes les politiques. Ce projet de recherche interventionnelle pluridisciplinaire (santé publique, géographie de la santé, sociologie, sciences de l'environnement, sciences politiques) se base sur l'étude des systèmes de gouvernance municipale et la prise en compte de l'équité en santé dans les interventions relatives aux espaces verts et paysages, lesquels constituent des déterminants des inégalités de santé en milieu urbain. L'objectif est d'identifier quels types de politiques locales et de gouvernance en matière de prévention-santé et d'espaces verts dans quels types de contextes socio-urbains, sont plutôt favorables à la réduction des ISTS. Le projet de recherche portera sur 6 villes sélectionnées au sein des villes membres du Réseau français des villes-santé de l'OMS et suivra une approche mixte et comparative.

**État d'avancement :**

Début du projet avril 2017



**« Réduire les inégalités d'accès au dépistage des cancers au niveau Local (DÉCLIC) : le partenariat chercheurs-décideurs-acteurs comme levier d'action »**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Zoé Vaillant*

**Financement :**

Institut National du cancer (2012-2017)

Université Paris Ouest Nanterre La Défense (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires :**

*Partenaires institutionnels* : Institut Gustave Roussy : Agnès Dumas docteure, sociologue des organisations et du travail en santé Centre de recherche en Épidémiologie et Santé des Populations, UMR 1018 Inserm, UPSud, UVSQ ; Patricia Loncle, Pr., politiste, École des hautes études en santé publique (EHESP), lab. CRAPE

*Partenaires privés* : Association Élus santé publique et territoires ; 7 des 8 structures de gestion des dépistages des cancers d'Île-de-France (association ou GIP) : PSVO 95, ADECA75, ADK92, ADMC 91, Cdc93, ADOC 94, ADC77 ; Agence régionale d'Île-de-France, cellule prévention des cancers-dépistages / département santé publique ; Assurance maladie (6 des 8 CPAM d'Île-de-France)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Zoé Vaillant, Marianne Viot (chargée de recherche contractuelle)

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Cette opération de recherche interventionnelle vise à **évaluer l'impact de la co-production et du partage de connaissances (plateforme Géodépistage décrite précédemment), sur la mobilisation, la décision et l'action pour la réduction des inégalités socioterritoriales d'accès à la prévention** (dépistage du cancer du sein) dans six villes d'Île-de-France. Deux chercheurs contractuels ont été recrutés sur ce programme (Marianne Viot, Julia Bardes)

**Résultats :**

Nous avons pu montrer qu'en fonction du système local d'action le processus de co-production de connaissance ne prend pas la même allure. Cette différence d'allure de l'intervention s'explique par des systèmes locaux d'action très différents, le contexte urbain propre à chaque ville corroborant ces logiques. L'impact de la démarche de co-production et transfert de connaissances sur la mobilisation est moindre dans les villes où l'organisation sociospatiale est difficile à lire (pas nettement tranchée) et où les questions de prévention santé ne sont pas intégrées à une organisation politico-administrative clairement et fortement portée (portage politique de dispositifs en prévention santé, illisibilité de l'ancrage institutionnel de la prévention).

Ces résultats vont pouvoir être « éprouvés » dans un nouveau projet de recherche qui s'ouvre (Greens-Cité), questionnant l'impact de politiques publiques locales en matière de prévention et d'espaces verts, sur la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé en fonction du contexte urbain.

**FICHES DES OPERATIONS EN PROJET DE L'ATELIER 4****Regional inequalities in mortality. The role of borders and health policies**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Stéphane Rican*

**Financement envisagé :**

ANR

**Partenaires institutionnels :**

INED, University of Rostock

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Stéphane Rican

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

The previously anticipated general convergence towards the highest life expectancy has failed to occur, and international differences were still widening until recently. This made it necessary to rethink the Health Transition theory, taking into account the effects of cycles of divergence/convergence. At least we could hope for greater subnational convergence in modern industrialized states, which supposedly offer the same health benefits across their entire territories. It seems that we are far from reaching this objective, however. The present project aims to measure the degrees of geographical inequality among 31 industrialized countries and to address the question of why some countries are more heterogeneous than others in terms of mortality levels and causes of death. Furthermore, it will look at recent changes observed over the past 15 years to identify whether convergence or divergence is occurring between subnational entities and to identify the possible determinants of these changes. It will pay particular attention to factors that could be related to health policies.

Beyond general studies of national geographical diversity in mortality and its changes since the end of the 20th century, the project will focus on four specific questions:

1. Does the politico-spatial organization of a country (unitary vs federal) have an impact on regional differences in mortality and causes of death, and on their evolution?
2. Are the contrasts in mortality and causes of death between two countries that appear at national level still visible when comparing neighbouring sub-territories on either side of the border, or do some determinants (cultural, social, economic) common to these sub-territories attenuate the cross-border contrast?
3. How does the general mortality decline diffuse across space, and what ages and causes of death contribute most to this diffusion?
4. Do cultural, social, or economic regional disparities fully explain mortality differences or do some underlying geographical differences remain after controlling for such determinants?

All the four questions will necessarily be examined from both policy and societal perspectives, looking at issues such as gender, social inequality, and cultural differences. The expected result is to identify potential avenues for improvement in health policies in terms of reducing geographical inequalities.

# Atelier 5

Production de l'environnement et des paysages

*Responsable :*  
*Catherine Carré*

## SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS EN COURS ET EN PROJET DE L'ATELIER 5

(par ordre alphabétique de responsable scientifique)

### Opérations en cours

- CARHYCE (Caractérisation hydromorphologique des cours d'eau) / Clélia Bilodeau
- Couplage de processus biotiques, anthropiques et géomorphologiques sur les marais salés de la Baie du Mont Saint-Michel / Clélia Bilodeau
- Pour une nouvelle méthode d'évaluation socio-économique des paysages et des patrimoines culturels et naturels : Patrimoines - paysages – économie - bien-être / Yves Luginbühl
- RENATU - Analyse des processus de renaturation en tissu urbain dense en relation avec des infrastructures linéaires de transport urbaines et leurs emprises : le cas de la Métropole du Grand Paris – Projet labellisé par le programme ITTECOP / Pierre Pech
- ANR ECOVILLE La végétalisation des murs et des rues comme outil de résilience urbaine ? / Pierre Pech, Richard Raymond, Laurent Simon
- CASTOR : Cartographie Socioécologique des Territoires d'Occurrences potentielles du Castor en Région Nord-Pas de Calais (2015-2018) / Richard Raymond
- Capabilité territoriale, biomasse et transition énergétique : l'écologie territoriale appliquée aux réserves de biosphère / Laurent Simon, Pierre Pech
- Programme Interdisciplinaire sur les indicateurs Autochtones de la Flore et de la faune (PIAF) / Anne Sourdril
- Étude du littoral méditerranéen à travers l'analyse des marqueurs eustatiques, tectoniques et tsunamiques dans les littoraux péri-méditerranéens à partir d'un SIG / Ibtissem Tounsi, Olivier Archambeau

### Opérations en projet

- La société face aux changements de « qualité » des eaux de surface (France, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) / Catherine Carré
- Analyse de la connectivité fonctionnelle par une approche paysage-centrée et multi-espèces / Céline Clauzel
- Préserver les réseaux écologiques pour maintenir la biodiversité : Élaboration d'un cadre méthodologique dans une perspective de reproductibilité / Céline Clauzel
- SONATES (écouter les SONs de la NATurE en milieu rural pour rendre compte des changements environnementaux) / Anne Sourdril

**FICHES DES OPERATIONS EN COURS DE L'ATELIER 5****CARHYCE (Caractérisation hydromorphologique des cours d'eau)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Clélia Bilodeau*

**Financement :**

Onema (Office national de l'Eau et des milieux aquatiques)

LGP (Laboratoire de géographie physique, UMR 8591, Meudon) (organisme gérant financièrement le contrat)

**Responsable scientifique du contrat :**

Frédéric Gob (Université Paris 1, LGP UMR 8591)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Clélia Bilodeau

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le thème du programme CARHYCE (Caractérisation Hydromorphologique des Cours d'Eau) est le développement d'indicateurs hydromorphologiques soutenant l'écologie des cours d'eau. Cette étude fait partie d'un projet de recherche appliquée sur la dynamique des systèmes fluviaux mené sous la direction de Frédéric Gob, maître de conférences à l'Université Paris 1, avec la collaboration de l'Onema (Office national de l'eau et des milieux aquatiques) et de l'Irstea. Le but de l'étude est d'apporter un nouvel éclairage sur les liens entre altérations hydromorphologiques et biodiversité aquatique des cours d'eau français, en prenant en compte les pressions d'origine anthropique à l'échelle locale et régionale. Ces questionnements sont particulièrement urgents dans le contexte de l'application de la directive-cadre européenne sur l'eau (DCE). Les agents de l'Onema appliquent depuis 2009 le protocole national CARHYCE, alimentant ainsi une base de données qui rassemble aujourd'hui un grand nombre de mesures physiques (largeurs, profondeurs, débits, substrats, etc.) sur environ 1 500 tronçons de cours d'eau français. Ces données permettent la construction de modèles hydromorphologiques de référence, et le calcul de l'écart à ces modèles permet de quantifier l'altération hydromorphologique d'une rivière. Le développement de l'outil de traitement de données CARHYCE (programmé sous R) puis de l'Interface d'Exploitation des Données (IED CARHYCE) en ligne a ainsi permis d'alimenter le panel d'outils de caractérisation hydromorphologique dont dispose actuellement les gestionnaires.

**État d'avancement :**

Le financement a été reconduit jusqu'en 2017, et plusieurs pistes sont actuellement travaillées en parallèle : (1) le développement d'une interface en ligne ; (2) l'application de la méthode dans les DOM ; (3) l'utilisation de données LiDAR pour la caractérisation des grands cours d'eau.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :****Publications**

Gob, F., Bilodeau, C., Thommeret, N., Tamisier, V., Belliard, J., Albert, M. B., Baudoin, J. M., 2013. Vers la construction d'indicateurs hydromorphologiques soutenant la biologie à partir de la base de données française CARHYCE, in *Actes du colloque WALPHY « La restauration hydromorphologique des cours d'eau : premiers enseignements du projet WALPHY »*, 15-17 octobre, Namur, [http://www.colloque.walphy.be/walphy2013\\_actes.pdf](http://www.colloque.walphy.be/walphy2013_actes.pdf).

Gob F., Bilodeau C., Thommeret N., Belliard J., Albert M.B., Tamisier V., Baudoin J.M., Kreutzenberger K., 2014. Un outil de caractérisation hydromorphologique des cours d'eau pour l'application de la DCE en France (CARHYCE). *Géomorphologie : relief, processus, environnement*, 1, 57-72, <http://geomorphologie.revues.org/10497>.

Gob F., Bilodeau C., Thommeret N., Tamisier V., Albert M.-B., Belliard J., 2015. *Vers la construction d'indicateurs hydromorphologiques soutenant la biologie à partir de la base de données nationale CARHYCE. Valorisation des données CARHYCE*. Rapport technique ONEMA, 91 p., [http://194.57.254.11/IED/Rapport\\_Carhyce\\_\(2014\).pdf](http://194.57.254.11/IED/Rapport_Carhyce_(2014).pdf).

Tamisier V., Raufaste S., Gob F., Thommeret N., Bilodeau C., 2015. *Caractérisation hydromorphologique des cours d'eau des départements d'outre-mer. Spécificités, modalités d'application et valorisation des données CARHYCE*. Rapport technique ONEMA, 110 p.

### **Communications**

Bilodeau C., Thommeret N., Gob F., 2013. Une chaîne de traitement automatisée sous R : Du chargement de données à la production de cartes et de modèles statistiques pour l'analyse d'une base de données hydromorphologiques nationale. Communication au *Semin-R du MNHN*, 24 mai, Paris.

Thommeret N., Bilodeau C., Gob F., Baudoin J.-M., Albert M.-B., Belliard J., 2013. Morphological descriptors and typologies of French rivers as tools for managing river restoration. Communication à la *8e Conférence internationale de géomorphologie de l'Association internationale des géomorphologues Geomorphology and sustainability*, 27 au 31 août, Paris.

Thommeret N., Dunesme S., Bilodeau C., Gob F., Tamisier V., 2014. The role of riverine vegetation in controlling channel morphology: analysis at national scale using the french database CARHYCE. Communication au colloque *SHF Structures morphodynamiques locales, érosions latérales et méandrement*, 6-7 octobre, Nantes.

### **Valorisation**

Gob F., Tamisier V., Thommeret N., Bilodeau C., Duval E., Legentil C., Grancher D., Raufaste S., Baudoin J.-M. et Kreutzenberger K., 2016. *Interface d'exploitation des données CARHYCE* [en ligne], Laboratoire de Géographie Physique – ONEMA [www.lgp.cnrs.fr/carhyce/](http://www.lgp.cnrs.fr/carhyce/).

## **Couplage de processus biotiques, anthropiques et géomorphologiques sur les marais salés de la Baie du Mont Saint-Michel**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Clélia Bilodeau*

### **Financement :**

Aucun financement

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Couplage de processus biotiques, anthropiques et géomorphologiques sur les marais salés de la Baie du Mont Saint-Michel. Mise en parallèle de données de télédétection (Lidar, photographie aérienne, radar), de données de terrain (inventaire floristique à l'échelle du transect de végétation et à l'échelle du segment de 2 m) et de données d'enquêtes (séries d'enquêtes réalisées en 2002, plus enquêtes à venir), mettant en évidence les facteurs déterminants la répartition spatiale de la végétation des marais salés.

### **État d'avancement :**

En cours.

**Résultats :**

Constitutions d'une base de données terrain / données de télédétection en cours de traitement.

**Pour une nouvelle méthode d'évaluation socio-économique des paysages et des patrimoines culturels et naturels : Patrimoines - paysages - économie - bien-être**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Yves Luginbühl*

**Financement :**

Fonds européen de développement économique et social (FEDER) : 2016/2017  
Syndicat mixte interrégional Mission Val de Loire (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Mission Val de Loire Patrimoine mondial – Tours ; UMR CITERES (Cités, Territoires, Environnement et Sociétés) – Tours ; EA CEMOTEV (Centre d'études sur la mondialisation, les conflits, les territoires et les vulnérabilités) – Université de Versailles Saint-Quentin

**Responsable scientifique du contrat :**

Isabelle Longuet

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Pascal Grouiez, Petia Koleva, Yves Luginbühl

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Cette étude vise à mesurer la valeur socio-économique des paysages-patrimoines ligériens à partir d'un travail sur deux sites-pilotes comprenant 14 communes dans les régions Centre-Val de Loire et Pays de la Loire. Il s'agit de :

- Produire un nouveau type d'outil d'aide à la décision pour les collectivités ;
- Contribuer à la prise en compte des réalités et des dynamiques des territoires pour la conception de politiques publiques d'aménagement, de développement et de préservation combinées ;
- Esquisser des indicateurs d'un genre nouveau intégrant notamment la notion de bien-être des habitants et des visiteurs d'un territoire.

**État d'avancement :**

Une **première série d'enquêtes** auprès des habitants des communes visées a déjà été réalisée. L'étape suivante (novembre 2016) sera la réalisation de parcours réunissant les personnes enquêtées, les techniciens des collectivités et les élus. Des entretiens avec les entreprises sont prévus en décembre 2016 et janvier 2017 afin d'analyser leur responsabilité sociétale, leurs stratégies d'interaction avec les autres acteurs du territoire ainsi que les dispositifs de médiation mis en place (chartes éthiques, innovations organisationnelles coconstruites, etc.). Un atelier début 2017 mettra en commun les premiers résultats de cette recherche pluridisciplinaire.

**Résultats :**

Les enquêtes ont permis de recueillir des points de vue individuels et de faire ressortir des enjeux conflictuels et contradictoires. Le passage au collectif à travers les parcours permettra de confronter les

points de vue et de faire émerger une représentation collective, en discutant avec les paysages sous les yeux.

## RENATU - Analyse des processus de renaturation en tissu urbain dense en relation avec des infrastructures linéaires de transport urbaines et leurs emprises : le cas de la Métropole du Grand Paris – Projet labellisé par le programme ITTECOP

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Pierre Pech*

### Financement :

79 K€ : MEEM ; FRB

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (organisme gérant financièrement le contrat)

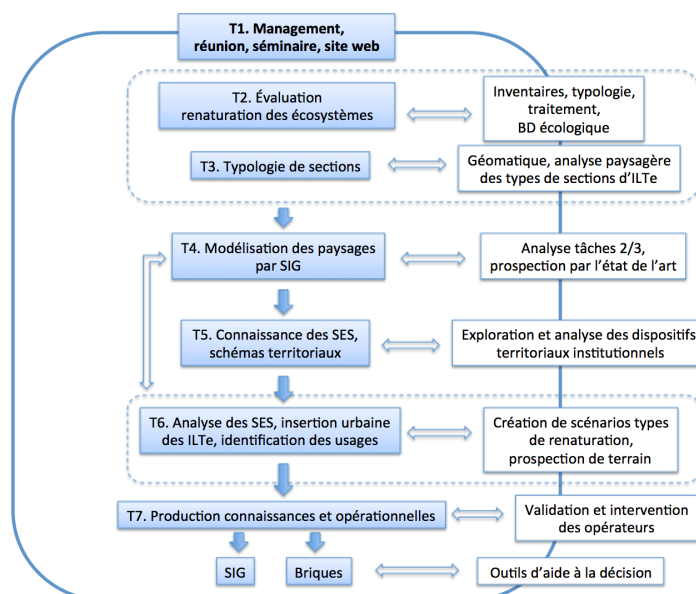
### Responsable scientifique du contrat :

Pierre Pech

### Membres du laboratoire participant à l'opération :

Cédissia About de Chastenot (chercheure associée), Laura Clevenot (doctorante), Pierre Pech, Richard Raymond, Mathilde Riboulot (docteure Ladys) Laurent Simon

### Objectifs et méthodologie ou démarche :





**État d'avancement :**

Rapport final prévu pour fin 2017

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Clevenot L., De Chastenet C., Frascaria N., Jacob P., Raymond R., Simon L., Pech P., 2017. Do linear transport infrastructures provide a potential for urban biodiversity? Case study in Greater Paris, France, *Cybergeo: European Journal of Geography*, 803, <https://cybergeo.revues.org/27895>.

Deux autres articles en projet

**ANR EGOVILLE La végétalisation des murs et des rues comme outil de résilience urbaine ?**

*Responsables scientifiques au sein du laboratoire : Richard Raymond, Laurent Simon et Pierre Pech*

**Financement :**

67 K€ : ANR

CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Responsable scientifique du contrat :**

Philippe Clergeau (MNHN)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Charlotte Guenoux (contractuelle), Pierre Pech, Richard Raymond

**État d'avancement :**

Rapport final prévu pour 2017

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Pech P., Bienenfeld B., Bouzique C., Guenoux C., Montus M., Peres-Pereira M., Villanueva D., 2016. L'évaluation de l'acceptabilité de la végétation par les usagers des immeubles comme outil opérationnel, in Jeudi O., Nussaume Y., Perysinaki A.-M. (Eds), *Paysages urbains et risques climatiques*, Paris, Archibooks, 197-204.

**CASTOR : Cartographie Socioécologique des Territoires d'Occurrences potentielles du Castor en Région Nord-Pas de Calais (2015-2018)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Richard Raymond*

**Financement :**

170 K€ : Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB)

Université Lille 1 (organisme gérant financièrement le contrat)

**Responsables scientifiques du contrat :**

Yves Piquot (UMR 8198 GEPV), Richard Raymond (UMR 7533 LADYSS).

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Richard Raymond

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Dans un territoire très anthropisé, l'analyse des conditions de (ré)introduction d'animaux nécessite de considérer, avec une égale attention, les facteurs écologiques et les facteurs humains favorables ou bloquants ces opérations. Le projet CASTOR s'appuie sur une volonté affirmée du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais d'introduire le Castor dans la région, le choix du site d'introduction s'est porté sur le territoire du PNR Avesnois (bassin-versant de la Sambre). Nous nous intéresserons, de manière originale au regard de la littérature scientifique, au poids des représentations et pratiques sociales (et de leur évolution) dans la réussite de ces projets.

**État d'avancement :**

Rapport final prévu pour 2018

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

*Communication*

Felter B., Piquot Y., Raymond R., 2016. Cartographie socioécologique des territoires d'occurrences potentielles du castor en région Nord-Pas-de-Calais – Picardie. Communication au colloque international *Le rapport Action Nature : de l'action sur la nature à la nature de l'action*, Réseau thématique de recherche « Milieux et Diversité » (MiDi), 27-29 juin, Blois (un texte a été soumis et accepté pour publication).

*Articles de presse*

Felter B., 2016. Pierre-la-Treiche : le castor comme sujet de thèse, *L'Est Républicain*, 7 novembre.

Felter B., 2016. Dommartin-aux-Bois : un castor a élu domicile à Adoncourt, *Vosges Matin*, 23 novembre.

**Capabilité territoriale, biomasse et transition énergétique : l'écologie territoriale appliquée aux réserves de biosphère**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Pierre Pech, Laurent Simon*

**Financement :**

23 K€ : ADEME

CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Responsable scientifique du contrat :**

Nicolas Buclet (Univ. Grenoble – UMR PACTE)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Pierre Pech, Laurent Simon

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Réalisation de diagnostics des capacités territoriales à partir d'enquêtes dans trois réserves de biosphère : Lure-Luberon, Cévennes, Fontainebleau

**État d'avancement :**

Rapport final prévu pour 2019

**Programme Interdisciplinaire sur les indicateurs Autochtones de la Flore et de la faune (PIAF)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Anne Sourdril*

**Financement :**

ANR

CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Université Paris 10, France, UMR Lesc (Éric Garine, Émilie Guitard, Jean Wencelius) ; INRA Toulouse, France, UMR Dynafor, (Marc Deconchat, Cécile Barnaud, Émilie Andrieu, Sylvie Ladet, Wilfried Heintz) ; CNRS Paris, France, UMR Prodig (Christine Raymond, Nadia Bélaïdi) ; Cirad, France, Michel de Garine-Witatchisky ; Université de Ngaoundéré, Cameroun (Sylvain Aoudou Doua) ; University of Georgia, Athens, GA, USA, CICR (Meredith Welch-Devine et Ted Gragson) ; Appalachian State University, Boone, NC, USA (Brian Burke)

**Responsable scientifique du contrat :**

Anne Sourdril

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Anne Sourdril

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

PIAF est un programme de recherche pluridisciplinaire et comparatif cherchant à saisir sur trois continents et quatre pays (France, États-Unis, Cameroun et Zimbabwe), (1) comment, dans un contexte de forte mutation des mondes ruraux (pressions démographiques, changements climatiques, politiques de conservation de la nature), les populations locales (usagers, mais aussi gestionnaires) élaborent des diagnostics de changements de leurs environnements immédiats à partir de l'observation de l'état de leurs biodiversités et (2) comment ces diagnostics leur permettent de gérer ou de protéger leurs territoires et leurs biodiversités au quotidien et de construire des stratégies d'adaptation aux changements perçus. PIAF consiste en une équipe pluridisciplinaire de jeunes chercheurs (ethnologues, anthropologues, géographes, écologues et juristes), issus d'UMR réputées dans leurs domaines respectifs et s'intéressant aux interactions sociétés/environnement. Le programme est fondé sur une mise en relation de sites d'étude au long cours (Zones Ateliers du CNRS et *LTER programs*) et sur les acquis de collectifs de recherche pluridisciplinaires installés sur ces terrains apportant un éclairage sur les dynamiques des systèmes socioécologiques en contexte de changements globaux. Nos équipes ont accumulé des corpus de données précis ainsi que des résultats qui nous permettent d'envisager une comparaison entre des terrains localisés sur trois continents de la perception locale des changements globaux par différentes catégories d'acteurs en même temps qu'une appréciation précise des transformations dans les processus biologiques. Nous prétendons ainsi au travers la comparaison d'études de cas fines localisées faire émerger une vue générale de la perception, par l'observation de la biodiversité, des changements environnementaux en ville ou en campagne, au Nord et au Sud et c'est ce qui fait le caractère novateur du projet.

**État d'avancement :**

En cours.

**Résultats :**

En cours.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

***Publications***

Sourdril A., Welch-Devine M., Andrieu E., Bélaïdi N. 2017. Do April showers bring May flowers? Knowledge and perceptions of local biodiversity influencing understanding of global environmental change. A presentation of the PIAF project, *NSS*, 25, 1.

***Communications***

Sourdril A., Welch-Devine M., 2016. Convenors of the Panel « How can observing swallows help us adapt to climate change? Biodiversity perceptions as drivers of local understanding of environmental changes ». Conference *Anthropology, Weather and Climate Change*, Royal Anthropological Institute, 27-29 May, London, UK. Programme : <http://www.nomadit.co.uk/rai/events/rai2016/panels.php5?PanelID=3662>.

Sourdril A., Barnaud C., Clochey L., 2016. Observing « weeds » to understand local perceptions of environmental changes in a temperate rural area of South-Western France. Communication at the Conference *Anthropology, Weather and Climate Change*, Royal Anthropological Institute, 27-29 May, London, UK.

Sourdril A., 2016. Des ours dans mon jardin, des éléphants dans mon champ : comparaison des indicateurs locaux des changements environnementaux aux Nord et aux Suds. Communication au colloque *Ethnographies et Comparaison*, 8-9 mai, Amiens.

Welch-Devine M., Sourdril A., Burke B., Vincent-Sweet S., 2015. Observing biodiversity to understand climate change in Southern Appalachia. Communication au *114th American Anthropological Association Annual Meeting*, 18-22 November, Denver, USA.

***Valorisation de la recherche***

Sourdril A., 2015. Looking at birds or trees to understand environmental changes? How to locally make sense of environmental and climate change in 4 countries. Poster présenté au *Southern Anthropological Meeting*, 9-11 April, UGA, Athens, USA.

**Étude du littoral méditerranéen à travers l'analyse des marqueurs eustatiques, tectoniques et tsunamiques dans les littoraux péri-méditerranéens à partir d'un SIG**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Ibtissem Tounsi, Olivier Archambeau*

**Financement :**

Demande en cours

**Partenaires institutionnels :**

Université Paris 8, Ladyss

**Responsable scientifique du contrat :**

Éric Gilli

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Olivier Archambeau, Éric Gilli (associé), Ibtissem Tounsi

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Mené avec la collaboration d'un collègue de Paris 8, Éric Gilli, ce projet d'étude du littoral méditerranéen à travers l'analyse des marqueurs eustatiques, tectoniques et tsunamiques dans les littoraux péri-méditerranéens à partir d'un SIG, constitue ma problématique prioritaire.

**État d'avancement :**

Récolte de données et création de base de données

**Résultats :**

- Cartographie des grottes littorales et sous-marines.
- Cartographie et géolocalisation des visors et des grottes.
- Cartographie des visors sous-marins, prélèvements et datations.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

2016 : film Karstodyssée (Éric Gilli)

## FICHES DES OPERATIONS EN PROJET DE L'ATELIER 5

### La société face aux changements de « qualité » des eaux de surface (France, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Catherine Carré*

#### **Financement envisagé :**

ANR-12-SENV-0009

CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

#### **Partenaires institutionnels :**

Sorbonne Universités-UPMC-CNRS-EPHE, France, UMR Metis (Laurence Lestel, chargée de recherches au CNRS) ; Université Rennes 2, UMR ESO Espaces et sociétés (Emmanuelle Hellier, Nadia Dupond et Alessandra Bocarrossa) ; Irstea, UMR G-eau (Christelle Gramaglia) ; Irstea, Laboratoire d'écotoxicologie (Marc Babut), Irstea « environnement, territoires, infrastructures » Bordeaux (Gabrielle Bouleau) ; Université de Tours, EA 6293 GéHCo (Cécile Grosbois et Florence Curie)

#### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Catherine Carré

#### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

La Directive-Cadre Européenne sur l'eau a contribué à modifier en profondeur le regard porté sur nos eaux, leur gestion et leurs vulnérabilités. Ce projet mobilise historiens, géographes, politologues, juristes, sociologues, géochimistes, hydrologues et ingénieurs avec pour ambition de revisiter le concept de qualité des systèmes hydriques selon une approche pluridisciplinaire, alliant sciences environnementales et sciences de l'environnement, c'est-à-dire analyse des discours et descriptions de l'état du milieu, afin de comprendre comment la notion de qualité a été définie par de multiples acteurs au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, mais aussi quelle en est sa part socialement construite, quelles sont les ruptures ou les changements dans la conception de la qualité, et comment la société a réagi à ces changements « réels » ou socialement construits.

Perceptions, réglementations et observations du milieu sont les trois piliers conceptuels de Makara. Les terrains étudiés sont les bassins hydrographiques tels que définis par la loi de 1964, et plus particulièrement les bassins de la Seine, de la Loire et du Rhône, ainsi que la Bretagne, ce qui permettra de considérer des échelles spatiales et des peuplements humains très variés (1 000 à 100 000 km<sup>2</sup> ; 20 000 à 17 M d'habitants). Le projet comprend deux autres niveaux englobant ces trois piliers : une approche par études de cas relatives à des problèmes identifiés (produits chimiques, altération biologique, ...) dont l'analyse fine permettra, pour chacun de ces cas, de mettre en évidence des décalages entre les approches des trois premiers thèmes. Une synthèse qui inclura une généralisation de l'étude des décalages entre perceptions, réglementations et mesures.

L'objectif est d'arriver à une histoire de la qualité de l'eau des milieux qui mette en avant des trajectoires variées, des perceptions des changements de la qualité dont la genèse n'est pas toujours en relation avec ce que la mesure de la qualité déclare, des qualités définies par des réglementations qui ne reprennent qu'une part de ce qui était exprimé dans les discours et qui n'intègrent que difficilement les mesures sur le terrain, des mesures qui ne permettent que partiellement de répondre aux exigences des réglementations. On essaiera également de mettre en évidence l'évolution historique de ces décalages, les formes de convergence et de différenciations entre les terrains étudiés, le rôle des configurations et des types de pressions à différentes échelles (locales, régionales, nationales, etc.), ou l'influence de la publicisation plus ou moins forte des débats.

**Analyse de la connectivité fonctionnelle par une approche paysage-centrée et multi-espèces**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Céline Clauzel*

**Financement envisagé :**

Région Île-de-France ou ministère

**Partenaires institutionnels :**

Département de la Seine-et-Marne (Olivier Renault) ; Laboratoire ThéMA – Université de Franche-Comté

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Simon Laurent ; Raymond Richard

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Cette opération en projet est la continuité d'un travail de recherche mené depuis 2009 sur la Seine-et-Marne et encadré par Laurent Simon et Richard Raymond (thèse d'Anne Mimet 2009-2012 ; post-doctorat d'Aliénor Jeliaskov en 2015-2016 ; CDD de Vincent Baignol en 2016). L'objectif ici est d'analyser la connectivité fonctionnelle du paysage à travers une approche paysage-centrée, jugée plus pertinente que les approches classiques par grands types d'occupation du sol. Dans cette approche, le paysage est catégorisé en fonction de sa composition et de sa configuration, permettant ainsi d'identifier des « types paysagers » plus ou moins favorables à différents groupes d'espèces. Ce travail permettra :

1. D'identifier les réseaux écologiques, non pas par « sous-trames » (forêt, prairie, etc.) comme ce qui est fait actuellement dans les Trames Vertes et Bleues, mais par type paysager (forêt associée à de l'agricole ; artificialisé associé aux milieux ouverts fragmentés ; etc.). Ceci implique de mettre en place un nouveau type de modélisation des réseaux écologiques
2. De proposer de nouveaux réservoirs et corridors à préserver et/ou à restaurer à différentes échelles (régionale à intercommunale) et pour différentes espèces animales.
3. D'identifier des paysages « carrefours », c'est-à-dire des paysages favorables à plusieurs groupes d'espèces aux besoins écologiques différents.

**Préserver les réseaux écologiques pour maintenir la biodiversité : Élaboration d'un cadre méthodologique dans une perspective de reproductibilité**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Céline Clauzel*

**Financement envisagé :**

Ministère de l'écologie ou des Affaires Étrangères ; Union Européenne

**Partenaires institutionnels :**

Département *Wildlife management and ecosystem health* - Université des Finances et d'Économie du Yunnan (YUFE), Kunming, Chine ; Laboratoire Chrono-Environnement ; Université de Franche-Comté ; Laboratoire ThéMA ; Université de Franche-Comté

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Le projet proposé vise ainsi à élaborer un cadre méthodologique pour l'identification et la gestion des réseaux écologiques dans une perspective de reproductibilité. L'objectif est de définir un protocole basé sur la modélisation spatiale et qui puisse s'adapter aux différentes attentes des acteurs en lien avec la préservation de la biodiversité. Ce projet s'appuie sur une collaboration amorcée en 2013 entre des géographes et des écologues français et chinois dans le cadre du GDRI EHEDE (<http://gdri-ehede.univ-fcomte.fr>).

De par ces contacts déjà établis, le projet est appliqué à la province du Yunnan en Chine qui a une importance stratégique en termes de biodiversité : sur seulement 4 % du territoire chinois, elle abrite 72 % des espèces animales protégées en Chine, dont 15 % sont endémiques (Yang et al., 2004). Comme les autres provinces chinoises, le Yunnan est confronté à une extension rapide de l'urbanisation ainsi qu'à une intensification agricole qui se font au détriment des surfaces forestières. Ces modifications de l'occupation du sol entraînent une diminution et un morcellement des habitats forestiers, remettant ainsi en cause la viabilité des populations animales, en rendant le paysage moins perméable aux déplacements des individus et donc aux échanges génétiques (Fahrig, 2003). Outre la faune, ce sont également les populations humaines qui sont concernées, la disparition des forêts entraînant une forte érosion des sols et une modification locale du climat. Dans un pays confronté à d'importants problèmes environnementaux (désertification, pollution, changement climatique, etc.), la préservation des réseaux écologiques apparaît ainsi comme un enjeu global permettant non seulement de lutter contre l'érosion de la biodiversité mais également d'améliorer la qualité de vie des habitants.

**SONATES (écouter les SONs de la NATurÉ en milieu rural pour rendre compte des changements environnementaux)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Anne Sourdril*

**Financement envisagé :**

PEPS Région Midi-Pyrénées  
CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

UMR 1211 Dynafor, INRA Toulouse

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Anne Sourdril

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objectif de cette opération de recherche est de comprendre comment les acteurs locaux de territoires ruraux/périurbains en région Midi-Pyrénées perçoivent les changements environnementaux et cela au travers de leurs perceptions des sons de la nature. Nous souhaitons notamment questionner les perceptions et savoirs autour des variations et de la variabilité climatique via l'écoute des chants d'oiseaux cela en partenariat avec une équipe d'ornithologues de l'INRA de Toulouse. Notre méthode consistera en des observations, entretiens semi-directifs, enregistrements et points d'écoute. Nous comparerons les perceptions et savoirs locaux sur les oiseaux aux données scientifiques recueillies par les chercheurs dans les zones d'étude depuis plusieurs décennies.



# Atelier 6

Espaces sensibles, cultures, natures

*Responsable :*  
*Nathalie Blanc*

## SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS EN COURS ET EN PROJET DE L'ATELIER 6

(par ordre alphabétique de responsable scientifique)

### Opérations en cours

- Projet Politiques de la Terre à l'épreuve de l'Anthropocène. Monde, Échelles, Données. Axe 3 : Dynamiques des zones critiques et conflits d'urbanisation / Nathalie Blanc
- New Materialism: Networking European Scholarship on 'How Matter Comes to Matter' (European Cooperation Brussels in the field of Scientific and Technical Research – COST IS1307) / Nathalie Blanc
- Collaborative research RCN-SEES for « Urban Sustainability »: research coordination and synthesis for a transformative future », ZA/LTER, funded by the NSF / Nathalie Blanc
- Étude et promotion pour une transition paysagère vertueuse d'autonomie énergétique dans le territoire de la Haute Vallée de Chevreuse / Étienne Grésillon
- Le bois de Vincennes et ses habitats naturels et anthropiques / Grésillon Étienne
- Du « monde en miniature » au « jardin planétaire » : imaginer, vivre et (re)créer le jardin des mondes anciens à nos jours / Étienne Grésillon
- Séminaire en partenariat Ladyss / Institut Ville et commerce « Commerce, consommation et territoire » / Nathalie Lemarchand
- Rencontres binationales en géographie / Nathalie Lemarchand
- Mise en place et consolidation d'un réseau international de recherche sur la distribution Europe/Afrique / Nathalie Lemarchand
- COMMERCE EN COMMUN ? Circulation des modèles et promotion de la consommation : le MENA dans les transitions mondialisées / Nathalie Lemarchand
- Création, patrimonialisation et marchandisation dans le monde des roses / Blandine Veith
- Approche biographique et analyse des processus sociaux / Blandine Veith

### Opérations en projet

- NATURBIS La nature source d'innovation pour des métropoles durables face au changement climatique. AAP, Construction de l'Espace Européen de la Recherche - vague 3 / Nathalie Blanc
- Évaluation des paysages urbains, Programme Franco Iranien Gundishapur Campus France / Nathalie Blanc

- Soutenir l'adaptation au changement climatique par le renforcement des capacités citoyennes, Appel à propositions de recherche Programme GICC - MEEM EDITION 2016, L'adaptation au changement climatique dans la transition, Commissariat général au développement durable, Direction de la recherche et de l'innovation, Service de la recherche écologique - projet déposé 2017-2020 / Nathalie Blanc
- Projet de recherche ANR Modèles hybrides de patrimonialisation du végétal. VEGEMONIAL AAP ANR 2017 Défi 8 « Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives », axe 5 « Cultures, création, patrimoines », Projet de Recherche Collaborative (PRC) / Nathalie Blanc
- Le laboratoire de la culture durable #2 La Table Et Le Territoire / Nathalie Blanc
- Pense-Bête / Jean Gardin
- « 100 ans de développement ? morphologie urbaine et morphologie commerciale à SHAWINIGAN, ville moyenne du Québec » / Nathalie Lemarchand

**FICHES DES OPERATIONS EN COURS DE L'ATELIER 6****Projet Politiques de la Terre à l'épreuve de l'Anthropocène. Monde, Échelles, Données. Axe 3 :  
Dynamiques des zones critiques et conflits d'urbanisation**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Blanc*

**Financement :**

USPC (IDEX Sorbonne Paris Cité)  
Université Paris Diderot (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

UMR LADYSS (Nathalie Blanc, Directrice de recherche en géographie au CNRS), UMR IEES-Paris (Isabelle Dajoz, Professeure d'écologie à l'Université Paris Diderot) ; CEVIPOF (Jean Chiche, Ingénieur de recherche en statistique au CNRS) ; CEVIPOF (Daniel Boy, Directeur de recherche en sciences politiques à Sciences Po)

**Responsable scientifique du contrat :**

Bruno Latour

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objectif général du Programme interdisciplinaire « Politiques de la Terre à l'épreuve de l'Anthropocène » s'organise autour de deux dimensions centrales, qui se répondent mutuellement : une dimension de représentation et une dimension de gouvernement de la Terre et du Monde. Ces deux dimensions recoupent à la fois des enjeux thématiques et méthodologiques, qui ne pourront être traités que dans le cadre d'un travail commun entre sciences naturelles et sciences humaines et sociales. En effet, pour penser ces échelles et dynamiques multiples, l'Anthropocène impose de nouvelles représentations permises par la production de nouvelles données. Mais à l'heure actuelle, l'interopérabilité de nombreuses bases de données demeure problématique, ce qui empêche les chercheurs de penser les transformations du couple Terre-Monde dans ses différentes dimensions. Faute de données partagées pour suivre ces transformations, les rapports difficiles entre sciences, expertise et politique paralysent le gouvernement de ces nouveaux enjeux. C'est pourquoi le programme « Politiques de la Terre à l'épreuve de l'Anthropocène » rassemble des équipes de plusieurs disciplines et de plusieurs établissements de Sorbonne Paris Cité, autour de trois « épreuves » qui cristallisent à chaque fois, autour des problèmes de partage des données, des enjeux de représentation et de gouvernement : Géopolitique des dioxydes de carbone ; Expertise des risques et médiatisation des catastrophes ; Dynamiques des zones critiques et conflits d'urbanisation.

**État d'avancement :**

En cours.

***New Materialism: Networking European Scholarship on 'How Matter Comes to Matter' (European Cooperation Brussels in the field of Scientific and Technical Research – COST IS1307).***

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Blanc*

**Financement :**

Programme COST – Europe  
CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Responsable scientifique du contrat :**

Nathalie Blanc

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc, Flaminia Paddeu (post-doctorante)

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

***Publication***

Blanc N., 2016. *Les formes de l'environnement. Manifeste pour une esthétique politique*, Genève, MétisPresses.

***Communications***

Blanc N., 2016. Form, art and environment. Communication au workshop *Rethinking materiality: affect, technology, art, EU-Cost Action New Materialism*, 16-18 June, University of Postdam.

Blanc N., 2016. Form, art and environment. Intervention à la Summer school *Artistic and other creative practices as drivers for urban resilience*, organized by the Centre for Social Studies (CES) at the University of Coimbra, in collaboration with the ESA Research Network Sociology of the Arts, September 5-7, Museu Municipal de Espinho (Portugal).

Blanc N., 2016. Form, art and environment: engaging in sustainability. Communication à la *9th midterm conference of the RN Sociology of the arts Arts and creativity: working on identity and difference*, 8-10 September, Porto, Portugal.

Blanc N., 2016. Form, art and environment. Communication à la *7th Annual Conference on the New Materialisms Performing situated knowledges: space, time, vulnerability*, 21-23 September, Warsaw.

***Valorisation***

Blanc N., 2015. Participation au débat proposé par la revue *Multitudes* « Parler nature », 14 décembre, Paris.

**Collaborative research RCN-SEES for « Urban Sustainability » : research coordination and synthesis for a transformative future », ZA/LTER, funded by the NSF**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Blanc*

**Financement envisagé :**

NSF

CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Erika Svendsen, NYC ; Lindsay Campbell, NYC ; Michelle Johnson, NYC ; Morgan Grove, Baltimore (USDA) ; Sandrine Glatron, Strasbourg ; Victoria Sachsé, PhD student, Strasbourg. Local hosts: Nathalie Blanc, CNRS-LADYSS, Paris, Flaminia Paddeu Post-Doc, LADYSS, Paris ; Jean Chiche, CEVIPOF, Paris ; Diego Antolinos-Basso, CEVIPOF Paris ; Mahdi Saib, CEVIPOF, Paris ; Nicolas Douay, Géographie-Cités, Paris.

**Responsable scientifique du contrat :**

Boone Christopher

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

« L'activisme environnemental » s'est emparé de pratiques et d'espaces d'action spontanée qui viennent redessiner les contours de la citoyenneté et de la façon d'habiter les territoires. Des expériences diverses se multiplient pour tenter de mettre en œuvre ces principes et valeurs, avec par exemple les jardins partagés, l'apiculture et l'agriculture urbaine, les AMAP (Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne), les mobilités douces et les cheminements verts, les SEL (Systèmes d'Échange Locaux) et les SCOP (Sociétés Coopératives et participatives). Ces projets, dont beaucoup relèvent de l'économie sociale et solidaire, semblent montrer que d'autres systèmes de partage et de coexistence peuvent se développer, notamment à des échelles locales et de plus en plus souvent grâce aux technologies du numérique, le principe partagé par ces expériences s'articulant autour de notions de proximité et de manières d'être matérialisées sur le territoire. Il convient aujourd'hui de cartographier les agirs et les pratiques qui en traduisent la force. Cet effort de compréhension ne peut se faire que sur une base territoriale.

Ce projet de recherche a pour objectif premier de renouveler les réflexions sur l'environnementalisme civique, en interrogeant la façon dont ces activismes locaux reconfigurent les manières dont les citoyens veulent vivre, et selon quel objectif de vivre ensemble ainsi que leur contribution aux territoires, notamment au travers de leurs apports environnementaux appréciables sur le plan économique (évaluation directe/indirecte). Il s'agit également de mieux comprendre comment les acteurs locaux contribuent, à la fois par leurs engagements sur le territoire et par leurs interactions et leurs usages du numérique, à inventer de nouveaux modes de gouvernance et de gestion des espaces urbains, en phase avec l'émergence de biens communs partagés grâce au développement de nouvelles plateformes sociotechniques ouvertes et participatives.

Il s'agira donc d'investir cette question sur le territoire de l'Île-de-France. Cet espace regroupant huit départements et représentant 20 % de la population française nous semble à même de donner à comprendre la complexité du phénomène. Nous nous intéresserons aux associations et collectifs qui s'intéressent aux questions de transition écologique, qui s'organisent dans des formes d'activisme neuves et qui investissent des pratiques visant à repenser les rapports à l'environnement – qu'il soit naturel ou social.

*Methodologie et techniques d'enquêtes*

Proposer une compréhension de ces nouvelles formes d'agir politique suppose d'analyser les capacités des personnes impliquées dans ces projets d'activisme. Sera ainsi considérée toute la littérature relative aux éco-mouvements, aux initiatives de transition, aux nouvelles expériences de citoyenneté et de renouvellement démocratique. Mais de manière à articuler cette émergence de nouvelles formes de communs aux capacités que le numérique offre, les travaux portant sur les réseaux associatifs, la ville connectée et plus largement les capacités d'agir numériques seront également primordiaux.

Ce travail mobilisera un croisement d'approches et de méthodes. L'enquête s'effectuera pour une part à partir d'entretiens individuels avec des acteurs de ces lieux dont la liste reste encore à établir, et fera l'objet d'une analyse systématique. Un versant quantitatif sera adjoint à l'enquête afin de proposer des évaluations chiffrées des différents items qui auront été retenus pour la compréhension générale du phénomène. Ceci sera complété par des analyses de textes, manifestes et argumentaires développés par ces groupes. Une documentation complète auprès des acteurs de ce phénomène sera ainsi constituée afin de couvrir de façon systématique les différents registres activés et références mobilisées. Tous ces éléments permettront de dresser une cartographie des projets et types d'espaces qui concentrent l'attention des activistes environnementaux, afin de faciliter la construction de l'action d'un réseau « formalisé » suffisamment attractif pour que les groupes eux-mêmes soient sensibilisés à l'importance de cette mise en connexion, l'entretiennent et la diffusent.

**État d'avancement :**

En cours

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :*****Communications***

Blanc N. et al., 2013. Interdisciplinary cross regards on urban green infrastructure and climate change adaptation: the stakes of a governance reconfiguration (Paris case-study). Communication au *Urban Governance Workshop, of the Urban Sustainability Research Coordination Network*, October 7th-9th, Baltimore, <http://www.urban-sustainability-rcn.org>.

Blanc N., Glatron S., Lamarche T., Rankovic A., Sourdril A., 2014. Interdisciplinary cross regards on urban green infrastructure and climate change adaptation: the stakes of a governance reconfiguration (Paris case-study). Communication au *2nd Global Land Project Open Science Meeting "Land Transformations: Between Global Challenges and Local Realities"*, March 19-21, Berlin, Germany.

Blanc N., Pegels A., Zarka Y.-C., 2015. Organisation de la session « Collective/citizen's actions for political and cultural change », Conférence *Our Common Future Under Climate Change*, 7-10 July, Paris.

Blanc N., Campbell L., Fisher D., Treyer S., 2016. Organisation de la journée *Collective/social mobilisation for the environment, what contribution to a transition in locked-in socio-technical systems?*, 30 juin, Université Paris Diderot.

## **Étude et promotion pour une transition paysagère vertueuse d'autonomie énergétique dans le territoire de la Haute Vallée de Chevreuse**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Étienne Grésillon*

### **Financement :**

Aucun financement

### **Partenaires :**

Partenaires institutionnels : Ladyss

Partenaires privés : PNR de la Haute Vallée de Chevreuse

### **Responsable scientifique du contrat :**

Étienne Grésillon

### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Romain Demissy (doctorant), Olivier Leroy (doctorant)

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objet de notre recherche est de produire un projet pilote dans le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse sur l'utilisation du bois de chauffage par les habitants. Au vu des travaux menés sur cette question, il est nécessaire de sortir à la fois de la vision exclusivement énergétique du bois et de son appréhension par la filière industrielle. Le « bois énergie » produit plus que des calories. Il génère des dimensions esthétiques, culturelles (représentation du foyer), marchandes ou non-marchandes, sociales (accès à une source d'énergie) et environnementales (pollution de l'air, diversité paysagère). Cet élargissement du questionnement permet de comprendre le(s) modèle(s) économique(s) sous-jacent(s), le(s) type(s) de gestion des ligneux, les relations interpersonnelles créées ou non par la production et la consommation de ce bois.

### **État d'avancement :**

**Première étude** sur la « Consommation en bois de chauffage des particuliers dans le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse »

### **Résultats :**

**Mémoire de Margot Ferey** (étudiante en M1) en stage financé par le PNR de la Haute Vallée de Chevreuse sur la consommation du bois de chauffage à l'échelle du PNR

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

#### *Mémoire de master*

Ferey M., 2016. *Consommation en bois de chauffage des particuliers dans le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse*. Mémoire de Master 1, Paris, Université Paris-Diderot (sous la direction d'Étienne Grésillon et d'Olivier Leroy).



## **Le bois de Vincennes et ses habitats naturels et anthropiques**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Étienne Grésillon*

### **Financement :**

Aucun financement

### **Partenaires institutionnels :**

Institutions : Université Paris-Diderot, DEVE

Chercheurs : Jean-Paul Amat, Aurélie Tibaut

### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Clélia Bilodeau, Céline Clauzel

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Avec une superficie de 995 hectares, dont la moitié boisée, le bois de Vincennes encastré dans l'urbain connaît une dynamique végétale intéressante par sa gestion à la fois productive, écologique et sociale. Par ailleurs, avec plus de 60 millions de visiteurs par ans, cet espace vert offre une surface intéressante pour analyser les liens entre les politiques de gestion environnementale et leurs appropriations par les habitants. Le bois a vu croître une population de Sans Domiciles Fixes évaluée pendant l'été 2010 à environ deux cents personnes. Cette polarisation des attentes sur un même espace offre à notre étude un cadre intéressant pour interroger la forêt urbaine comme une forme d'habitat végétal (biodiversité) et anthropique.

La recherche repose sur un croisement entre des études paysagères (relevés floristiques, études de photos aériennes) effectué avec la DEVE (Direction des Espaces Verts et de l'Environnement) ainsi qu'avec des étudiants (L3, M1 et M2), et des enquêtes effectuées auprès des SDF. Elle vise à la fois à détailler les dynamiques végétales forestières et à comprendre les interactions entre les actions de gestion, la biodiversité et la manière dont cette nature est appropriée par les habitants, visiteurs et SDF. Depuis 2014, les travaux se tournent vers les enjeux liés à la conservation de la biodiversité dans le bois. Il s'agit sur plusieurs années de suivre la progression du robinier faux acacias en la liant avec une gestion sylvicole spécifique.

### **État d'avancement :**

Les travaux sur les SDF dans le bois sont aujourd'hui terminés. Nous abordons actuellement des questions plus sylvicoles.

### **Résultats :**

Nos premiers résultats montrent une corrélation entre les emplacements des campements des SDF et les parcelles en régénération naturelle. Or ces parcelles font l'objet d'un double enjeu. Pour les gestionnaires de la Direction des Espaces Verts et de l'Environnement de la ville de Paris, elles méritent d'être laissées à la dynamique spontanée qui favorise l'augmentation de la biodiversité et de la diversité paysagère. Pour les SDF, elles assurent un refuge car le développement des strates basses favorise la fermeture des peuplements et rend plus difficile l'accès aux campements. Ainsi une sorte de modus vivendi s'est installée entre les gestionnaires et les SDF, qui s'accordent sur un compromis d'occupation de campement des espaces en gestions durables.

Le robinier faux acacia a profité de la tempête de 1999. Ils ont connu une très grande progression spatiale grâce à leurs capacités de reproduction végétative très forte et à leurs caractères pionniers. Depuis quelques années la dynamique s'inverse, les robiniers se retrouvent en concurrence avec des espèces comme l'érable sycomore, ou le frêne.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :*****Publications***

Grésillon É., Amat J.-P., Tibaut A., 2014. Les « sans domicile fixe » du bois de Vincennes : une précarité dans des espaces de durabilité, *Géocarrefour*, 89, 4, 261-269.

Grésillon É., Kneur O., 2016. La vie en marge des SDF parisiens : un autre mode d'habiter l'urbain, in Grésillon É., Alexandre F., Sajaloli B. (Eds), *La France des marges*, Paris, Armand Colin, 198-212.

Grésillon É., Amat J.-P., Kneur O., (en révision). La forêt du bois de Vincennes : une frange paysagère dans l'agglomération parisienne comme marge de manœuvre pour les SDF ? in *Paysages des franges urbaines - Décrire, habiter, gouverner*.

***Communications***

Grésillon É., Amat J.-P., Tibaut A., 2012. La répartition des SDF dans le bois de Vincennes entre des logiques de durabilité et des impératifs de survie. Communication au *colloque international Espace public et sans domicile fixe. La recherche s'expose*, Saint-Étienne, organisé par le Centre Max Weber, Université Jean Monnet Saint-Étienne, Université Lumière Lyon 2, 7-9 mars.

Grésillon É., Amat J.-P., 2014. Le bois de Vincennes : une frange paysagère dans l'agglomération parisienne comme marge de manœuvre pour les SDF ? Communication au colloque international *Paysages des franges urbaines - Décrire, habiter, gouverner*, 6 novembre, Narbonne.

***Mémoire de master***

Kaldji J., 2016. *Dissémination du robinier faux-acacia au bois de Vincennes à partir des pratiques sylvicoles différenciées*. Mémoire de master 1, Université Paris-Diderot, Paris (sous la direction d'Étienne Grésillon), 118 p.

**Du « monde en miniature » au « jardin planétaire » : imaginer, vivre et (re)créer le jardin des mondes anciens à nos jours**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Étienne Grésillon*

**Financement :**

COMUE Sorbonne Paris-Cité (2016)

Laboratoire ICT (Identités-Cultures-Territoires) (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Le projet est issu d'échanges entre membres de trois établissements de la COMUE USPC (Paris 3/7/13), et un établissement dans le périmètre immédiat (École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris Val de Seine), ainsi qu'un partenaire brésilien de l'Université de São Paulo, et un centre de recherche de l'EHESS.

*Noms des partenaires :*

Anna Caïozzo MCF à l'Université Paris-Diderot (Paris 7)

Brigitte Foulon MCF à l'Université Paris 3

Laurence Feivel MCF à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val-de-Seine

Paulo César Garcez Marins Enseignant à l'Université de Sao Paulo

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Étienne Grésillon

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Sous son aspect léger et agréable, le jardin n'est jamais un lieu neutre. Dans nombre de civilisations, ce « lieu clos » (*gardinius*, en latin), isolé, voire retranché, où l'homme organise la nature selon sa volonté, occupe une place essentielle. Pour s'en convaincre, on peut remonter aux jardins de l'Antiquité, tour à tour sphères du sacré, lieux de l'intime, havres pour philosophes, comme à Athènes, ou encore fantaisies de puissants, tels les mythiques jardins suspendus de Nabuchodonosor II, roi de Babylone.

Qu'ils servent à se nourrir, à se promener, à méditer ou à briller, les jardins sont toujours des mondes miniatures que l'homme recrée, et où s'exprime son rapport aux forces fondamentales de la nature. Des univers qui racontent ainsi ceux qui les conçoivent. À l'extrême, le jardin peut être vu comme métonymie de la planète tout entière tant il fait figure d'« index (botanique) planétaire » et tant la « finitude écologique » (G. Clément) qui caractérise notre monde physique, renvoie à l'étymologie germanique : *Garten*, l'enclos. Lieu clos où l'homme se ressource, monde ouvert où il projette ses utopies : c'est précisément cette « double nature » du jardin qui en fait toute la richesse et la complexité.

Le présent projet a pour objectif d'interroger la relation entre l'aménagement du jardin, ses usages et ses représentations des mondes anciens au monde de demain, il s'attarde sur l'aspect esthétique, environnemental, patrimonial et démontre comment le jardin s'impose comme un lieu important de la sociabilité. Fondamentalement interdisciplinaire, mobilisant historiens, géographes, civilisationnistes, comparatistes, sociologues, architectes et paysagistes,

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Grésillon É., 2016. Les jardins religieux catholiques : une matrice pour comprendre les relations entre les humains et le divin. Communication au congrès international *Garden, spirituality and poetry*, 20-21 avril, Grenade, Espagne.

Kneur O., 2016. *La place des sans-abri dans les espaces verts de Paris*. Mémoire de Master 1, Université Paris-Diderot, Paris (sous la direction d'Étienne Grésillon), 118 p.

**Séminaire en partenariat Ladyss /Institut Ville et commerce « Commerce, consommation et territoire »**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Lemarchand*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaires privés :**

Institut de la Ville et du Commerce (Pascal Madry, directeur de l'Institut de la Ville et du Commerce est membre de l'opération en cours « Commerce en commun ? Circulation des modèles et promotion de la consommation »)

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Lemarchand, Philippe Moati

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'objectif de ce séminaire est d'approfondir les nouvelles problématiques liées au commerce de détail et à la consommation. En effet, le commerce de détail est passé d'une fonction de distribution associée à la société de production à une fonction polyforme associée à la société de consommation, où la dimension ludique ou « distractive » prend une place d'importance. Les lieux du commerce se transforment sous l'effet conjugué des contraintes urbanistiques (urbanisme commercial), de la montée des nouveaux modes d'achat (e-commerce, m-commerce, t-commerce) et de la diversification des profils des consommateurs. Ce séminaire vise à accueillir l'ensemble des étudiants de Master et doctorants des disciplines des sciences sociales et humaines dont les travaux sont en lien avec ces questions. Ce séminaire a vocation à favoriser l'interdisciplinarité et le dialogue science-société, et à permettre au monde académique de débattre avec des professionnels du secteur.

**État d'avancement :**

Ce cycle de séminaire aborde sa 4e année

**Résultats :**

Les séminaires permettent la rencontre et l'échange entre chercheur.es et doctorant.es de disciplines variées et favorisent l'interdisciplinarité qui se traduit par exemple par des jurys de thèse interdisciplinaires (marketing-géographie ; économie-géographie).

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :*****Valorisation***

4 cycles annuels de 5 séminaires (2013-2014 ; 2014-2015 ; 2015-2016)

Nouveau cycle en cours autour de la publication de livres en lien avec la thématique

**Rencontres binationales en géographie**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Lemarchand*

**Financement :**

Comité national français de géographie ; Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris ; Association des géographes espagnols, Université de Grenade

**Partenaires institutionnels :**

Académie polonaise des sciences, Centre scientifique à Paris (Pr. Wieckowski Marek) ; Association des géographes espagnols (Delgado Carmen, Université de Cantabria) ; Comité national français de géographie (Le Blanc Antoine)

**Responsable scientifique du contrat :**

Lydia Coudroy De Lille ; Carmen Delgado, Marina Frolova ; Antoine Le Blanc ; Nathalie Lemarchand ; Carmen Minguez ; Marek Wieckowski

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Lemarchand

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Reprenant les résultats du « Forum francophone sur les langues de production scientifique et mondialisation » organisé en juillet 2014 et pour valoriser la diversité de la géographie tout en favorisant le multilinguisme dans la mondialisation, des rencontres binationales ont été organisées au cours de l'année 2016, d'autres le seront en 2017. Au-delà de 2016 et 2017, cet objectif sera poursuivi avec d'autres pays.

**État d'avancement :**

Les prochaines rencontres France-Espagne vont être organisées à Paris en juillet 2017, le Ladyss en sera partenaire.

**Résultats :**

**2016 : Assises franco-polonaises ; 1<sup>res</sup> journées d'études franco-espagnoles**

**En projet 2017 : 2<sup>e</sup> journée d'études franco-espagnoles ; 1<sup>res</sup> journées franco-portugaises ; 1<sup>res</sup> journées franco-roumaines**

Ces rencontres ont réuni plus de 80 géographes, environ 40 pour chacune ; géographes français, polonais et espagnols.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :*****Communications***

Coudroy de Lille L., Le Blanc A., Lemarchand N., Więckowski M., 2016. Coopération franco-polonaise en géographie et ses résultats : passé, présent, avenir. Communication aux *Assises franco-polonaises de géographie*, Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris, 1-4 juin, Paris.

Lemarchand N., 2016. Rapport sur les langues scientifiques dans la mondialisation – géographie. Communication aux *premières journées franco-espagnoles de la géographie*, AGE – CNFG – Université de Grenade, 14-15 octobre, Grenade.

***Valorisation de la recherche***

2 rencontres ont été organisées :

France-Pologne à Paris 1-4 juin 2016 ; France-Espagne à Grenade 14-15 octobre 2016

Lemarchand N., 2016. Membre du comité scientifique des *Assises franco-polonaises de géographie*, 1-4 juin, Paris.

Lemarchand N., 2016. Membre du comité scientifique des *Premières journées franco-espagnoles de la géographie*, AGE-CNFG-Université de Grenade, 14-15 octobre, Grenade, Espagne.

**Mise en place et consolidation d'un réseau international de recherche sur la distribution Europe/Afrique**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Lemarchand*

**Financement :**

Aucun financement

**Partenaires institutionnels :**

Union géographique internationale (Lemarchand Nathalie, Ladyss) ; Comité national français de géographie, commission « géographie du commerce » (René-Paul Desse, Université de Bretagne occidentale, EA 2219) ; Université de Lomé, Togo (Zinsou-Klassou Kossiwa)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Lemarchand

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Organiser et visibiliser un réseau de recherche associant enseignant.e.s-chercheur.e.s et chercheur.e.s en géographie du commerce et de la consommation

**État d'avancement :**

En cours de construction.

**Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Actes du 1<sup>er</sup> colloque en cours d'édition.

**COMMERCE EN COMMUN ?**

**Circulation des modèles et promotion de la consommation : le MENA dans les transitions mondialisées**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Lemarchand*

**Financement :**

MSH-Paris Nord

**Partenaires :**

*Partenaires institutionnels* : Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Aix-en-Provence, Morvan Yoann, CR anthropologie CNRS, IDEMEC ; U. Paris Ouest, Assaf Laure, doctorante, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative ; Centre d'études et de documentation économiques, juridiques et sociales (CEDEJ, Le Caire), Égypte, Bennafla Karine, PU, géographie ; IFPO, Beyrouth Liban, Boissière Thierry, MCF anthropologie ; Université de Picardie Jules Verne, Amiens, Chevallier Sophie, PU anthropologie, research associate au Department of Anthropology and Archeology, University of Pretoria, Afrique du Sud ; Université Sunmoon, Corée du Sud, LADYSS, Cho Hun Hee, chargé de cours, architecture et géographie ; Institut national de l'aménagement et de l'urbanisme (INAU), Rabat, Maroc, Harroud Tarik, géographie, enseignant-chercheur ; UMR Ambiances architectures urbanités (AAU), Laroche Sylvie, architecte, Grenoble ; University of Oxford, Moghadam Amin, postdoctoral researcher

*Partenaires privés* : Institut pour la ville et le commerce (Madry Pascal, directeur) ; Procos (fédération d'enseignes spécialisées)

**Responsable scientifique du contrat :**

Nathalie Lemarchand

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Lemarchand

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Les objectifs généraux du projet :

1. Comprendre les effets du frottement local/global dans la mondialisation contemporaine par comparaison Sud/Nord ; Sud/Sud ; Est/Ouest appuyé sur l'objet centre commercial.
2. Interroger l'hypothèse de la valeur de régulation de la consommation à l'échelle nationale et métropolitaine.
3. Organiser un réseau de recherche associant des membres spécialistes de différentes aires culturelles permettant une analyse comparative Nord-Sud ; Sud-Sud et Est-Ouest.
4. Mettre en place une méthodologie comparative avec une grille de lecture commune visant à soutenir la mise en œuvre d'un projet scientifique soumis à l'ANR.

Ce projet interroge le rôle supposé joué par la consommation et ses commerces dans les transitions mondialisées en cours, en particulier dans la région MENA. Dans le cadre de cette demande de soutien, l'équipe se focalisera plus spécifiquement sur le centre commercial, objet paradigmatique de la globalisation et institution intersectorielle. Sa production et promotion impliquent des acteurs publics et privés, avec des trajectoires singulières suivant les contextes nationaux et une circulation des modèles qui ne se limite pas seulement à celles Nord Sud. Dans les Suds, comme dans les Nord, le centre commercial suscite débats et polémiques, mettant au jour un modèle sociétal de consommation, voire d'hyperconsommation. Cependant, si le centre commercial comme symbole est sujet à controverses, celui-ci, dans son usage et sa pratique, est un espace assez peu contesté, bien que générant des frustrations. L'approche de ce nouveau « fait social total » se veut qualitative et pluridisciplinaire, proposant une vision SHS des flux économiques tant interrégionaux qu'intramétropolitains. En outre, l'idée générale du projet est de mettre en regard les cas comparés au sein de la MENA avec des cas extérieurs à cette région afin de mieux saisir les dynamiques de mondialisation et de déterminer les parts d'innovation. Seraient ainsi étudiés d'une part Istanbul, Téhéran, Le Caire, Alger et Rabat, d'autre part Sao Paulo, Montréal, Paris, Moscou, Séoul. La méthodologie est essentiellement qualitative, s'appuyant sur une grille d'analyse des signes et des discours traitant des modèles commerciaux étudiés ; le centre commercial dans un premier temps avant dans le cadre d'un projet ANR de traiter d'un plus grand nombre de modèles tels que grands magasins, marchés et hypermarchés. Il s'agira de pouvoir évaluer la part du local et du global dans les lieux commerciaux étudiés.

### **État d'avancement :**

Début de l'année 2.

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

Journée d'étude *Commerce en commun*, MSH Paris Nord, le 23 juin 2016

### **Création, patrimonialisation et marchandisation dans le monde des roses**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Blandine Veith*

### **Financement :**

ANR RosesMonde, 2016

### **Partenaires institutionnels :**

LAM ; CERHIO ; GRANEM ; IRHS

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Comment la création d'une nouvelle rose, objet vivant de nature et de culture, éminemment esthétique mais aussi cognitif, agronomique, économique, enregistre-t-elle la tension entre marchandisation et patrimonialisation du végétal, au cœur des dynamiques sociales et politiques actuelles ? En associant

des géographes, historiens, économistes et sociologues à des généticiens RosesMonde met en œuvre une approche à trois entrées : par les variétés, par les acteurs, par les lieux, avant de déboucher sur des études de cas à valeur heuristique et synthétique.

L'entrée par les variétés vise à identifier, à partir de sources historiques et de ressources génétiques, les phases d'élargissement et de rétrécissement de la diversité variétale : génétique (marqueurs microsatellites, SSR), phénotypique (formes, couleurs, parfum, port, etc.) et culturelle (critères de sélection liés aux modes, usages, exigences de production et de consommation). Le choix des 1 400 variétés postérieures à 1900, en fonction de leur représentativité pour les différents segments du marché, est l'occasion d'une réflexion entre les différentes disciplines et des experts du monde de la rose. Un sous-échantillon de 384 roses permettra le séquençage des gènes intervenant dans des caractères esthétiques et agronomiques. Ces analyses pointeront les facteurs de l'innovation lors de la création variétale, en croisant les données de la base génétique et les critères de sélection, esthétiques, horticoles et économiques, des obtenteurs.

En effet, à partir d'enquêtes (biographiques, économiques, graphes de réseau) auprès des obtenteurs et éditeurs, situés dans des chaînes de coopération, l'entrée par les acteurs analysera la hiérarchisation des critères de l'obtention, en fonction de leur rapport à la rose, de leur parcours de vie, de la trajectoire de leur entreprise et de leur position économique actuelle, étudiée à travers trois bases de données (INRA, OCVV, BVD). En croisant approches sociologiques et économiques, on comprendra les logiques sociales, esthétiques voire éthiques de la création et les modalités de son insertion dans la dialectique marchandisation/patrimonialisation, de sa rémunération par la PI et de ses effets dans les chaînes de coopération.

L'entrée par les lieux mobilisera plusieurs échelles. D'abord, l'échelle globale pour voir où sont produites quelles variétés, par quels types d'entrepreneurs ? Ensuite, l'échelle métropolitaine, à travers les exemples aquitain et parisien, pour cartographier la mise en marché, l'offre variétale et leurs contextes métropolitains et lier distinction esthétique-consumériste et dynamiques socio-spatiales. La comparaison circuits courts et circuits longs soulignera combien les critères « écolo-nomiques » se combinent aux critères esthétiques pour hiérarchiser et segmenter la demande.

Enfin, des études de cas synthétiques s'intéresseront à des variétés, des acteurs et des événements emblématiques qui incarnent les logiques de patri-marchandisation comme les processus de coconstruction de la création.

Au total, nous observerons la création rosicole condenser les paradoxes du Monde contemporain et en exprimer les ambiguïtés sociopolitiques dans le sens où la démocratisation consumériste semble y accélérer l'utilisation des critères patrimoniaux et environnementaux à des fins distinctives.

B. Calas est porteur principal, B. Veith, co-coordinatrice, est partenaire scientifique, responsable de l'axe Acteurs.

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

#### ***Poster***

Veith B., Calas B., 2017. La diversité variétale au cœur des problématiques de RosesMonde. Poster présenté aux 9<sup>es</sup> *Rencontres du Végétal*, 16-17 janvier, Angers.



## **Approche biographique et analyse des processus sociaux**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Blandine Veith*

### **Financement :**

Aucun financement

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'approche biographique articule d'une part les différentes sphères de la vie des personnes, trop cloisonnées par les spécialisations disciplinaires, (synchronie) et suit d'autre part les logiques individuelles dans leur historicité (diachronie) tout en les situant dans des contextes précis. Elle donne ainsi accès à leur complexité. Permet-elle pour autant de comprendre les processus sociaux à l'œuvre dans une tension entre déterminismes sociaux et logiques des acteurs ? Cette réflexion qui n'est pas seulement méthodologique est menée collectivement au sein du RT 22 « Parcours de vie et dynamiques sociales » de l'Association Française de Sociologie (AFS) lors des Congrès bisannuels, des séminaires, journées d'études et colloque organisés entre les congrès. Dans ce contexte d'échanges scientifiques avec des sociologues principalement, Blandine Veith développe une recherche :

- sur l'articulation entre biographies et monographies : les récits de vie croisés entre eux sont situés dans leur contexte grâce au recours à des monographies de village, d'association, d'entreprise, de mondes sociaux...
- et plus précisément :
  - sur des silences individuels et collectifs, lorsqu'ils sont ainsi élucidés,
  - sur la compréhension de logiques sociales, celles qui traversent un monde social spécifique, celui des créateurs de nouvelles variétés de roses, et des processus sociaux en tension ; à savoir la marchandisation et la patrimonialisation du végétal, au cœur de l'ANR RosesMonde.

À la demande de la direction du laboratoire pour répondre à un besoin de formation de chercheurs et doctorants du Ladyss, Blandine Veith a organisé un atelier thématique du CNRS sur l'approche biographique, avec le concours du RT 22 de l'AFS, de ses responsables, Catherine Negroni et Philippe Cardon et d'Anne-Marie Lavarde, correspondante formation.

### **État d'avancement :**

Activités poursuivies dans le cadre du RT 22 « parcours de vie et dynamiques sociales de l'AFS. »

### **Résultats :**

Montrer comment une enquête biographique en cours, celle menée auprès des obtenteurs de roses permet d'analyser un monde social : 1) de repérer des continuités et des bifurcations dans une perspective diachronique, 2) construire des idéaux-type des logiques sociales qui le traversent, 3) d'analyser la façon dont les individus arrivent à articuler ces logiques antagoniques. Cette approche qui a contribué à la construction de la problématique du projet ANR RosesMonde, est l'une des méthodologies mobilisées dans sa réalisation, notamment au sein de l'axe Acteurs.

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

#### ***Publications***

Collet B., Veith B. (Eds), 2013. Les migrations au regard des récits de vie. Dossier, *Migrations Société*, 25, 145.

Collet B., Veith B., 2013. Les faits migratoires au prisme de l'approche biographique, dossier « Les migrations au regard des récits de vie », *Migrations Société*, 25, 37-47.

#### ***Communications***

Veith B., 2013. L'émergence de l'approche biographique. Conférence au séminaire 2013-2014 de l'EHESS *Analyser les discours biographiques : de l'illusion biographique à la mise en scène de soi*, 6 décembre, Paris.

Veith B., 2013. L'approche biographique : des logiques individuelles aux processus sociaux. Conférence à la journée d'études *Méthodes biographiques et parcours biographiques*, Université Lille 3, 11 décembre, Lille.

Veith B., 2013. Quelles approches biographiques pour analyser la complexité du social ? Conférence au séminaire *Métices 2013-2014 « L'approche biographique dans la sociologie contemporaine »*, Université libre de Bruxelles, 19 décembre, Bruxelles.

Veith B., 2015. L'histoire de l'approche biographique en sociologie : héritages théoriques et diversité des approches. Conférence à la journée d'études *Le parcours en question : comprendre les tensions entre logiques individuelles, logiques sociales et processus sociaux*, Université Lille 3, 10 décembre, Lille.

## FICHES DES OPERATIONS EN PROJET DE L'ATELIER 6

**NATURBIS La nature source d'innovation pour des métropoles durables face au changement climatique.**

**AAP, Construction de l'Espace Européen de la Recherche - vague 3.**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Blanc*

### **Financement envisagé :**

ANR

CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Partenaires institutionnels :**

*Côté recherche* : le CNRS, l'UPMC, avec l'Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris (Iees), le Ladyss, le CIRED, le CEARC ;

*Côté « acteurs de la ville »* : la Mairie de Paris (avec l'adjointe à la Maire chargée de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de la vie étudiante et l'Agence d'écologie urbaine), l'Atelier international du Grand Paris, l'Agence parisienne du climat, l'Institut pour l'économie du climat (I4CE), ex-CDC Climat, la CDC Biodiversité et la direction du Développement durable d'EDF.

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Face au changement climatique (CC), différentes stratégies, technologies et approches sont mises en œuvre dans les territoires pour affronter ce qui est désormais un enjeu majeur de société. Parmi elles, les solutions basées sur la nature (SBN) renvoient à la préservation, la reconquête et la gestion durable d'écosystèmes fonctionnels dans le but d'atténuer les manifestations liées au CC (pluies diluviennes, sécheresses, canicules...) et d'adapter les territoires à leurs impacts physiques et sociaux. Le projet NATURBIS vise à promouvoir la mise en œuvre opérationnelle des SBN dans les métropoles européennes afin d'accroître leur résilience, en s'appuyant sur les concepts et modèles élaborés dans le champ scientifique.

Les applications concrètes des SBN sont potentiellement nombreuses pour l'espace urbain et s'avèrent particulièrement indiquées pour, par exemple, réduire l'îlot de chaleur urbain, les pollutions, la vulnérabilité des infrastructures ou encore pour aider à améliorer la qualité et la gestion de l'eau. Ces solutions « bas carbone » ont aussi ceci d'intéressant qu'elles répondent à la fois aux besoins d'adaptation et d'atténuation. Il s'agit pour NATURBIS de les « hybrider » avec les solutions proposées par l'ingénierie dite « grise » (digue, climatisation...) – dont le bilan carbone peut être paradoxalement élevé – pour construire la transition vers une économie zéro carbone. C'est dans ce cadre que le projet met en œuvre avec ses partenaires européens des approches à la fois multi-acteurs et multi-échelles, en réunissant une équipe scientifique pluridisciplinaire (chercheurs en écologie, climatologie, sociologie, économie, architecture, urbanisme, planification, droit administratif...), des entreprises des collectivités locales et autres acteurs institutionnels pour travailler sur des métropoles telles que Bruxelles, Rome, Paris, Rotterdam...

À travers le filtre conceptuel des SBN, NATURBIS vise tout à la fois l'acquisition et la diversification des connaissances, l'hybridation des compétences et la promotion de collectifs durables de chercheurs, praticiens, collectivités, entreprises et société civile : il s'agit de traduire les concepts scientifiques en expérimentations concrètes sur des sites pilotes et d'accompagner des opérations intégrées, systémiques et ancrées territorialement pour répondre au CC.

NATURBIS s'intéresse aux opérations de végétalisation de l'espace public et des bâtiments (toitures et murs), de réduction des surfaces imperméables et de préservation des sols vivants, voire de

déminéralisation des espaces urbains (cours d'école, d'immeubles, voiries). Le projet s'intéresse aussi au développement sur le territoire métropolitain de trames vertes, bleues et brunes multifonctionnelles. La conception des infrastructures urbaines, dont les infrastructures linéaires, mais également les sites d'activités ou industriels est également concernée. À ce titre, l'implication des entreprises est fondamentale.

Outre les enjeux environnementaux, économiques et financiers (ces réalisations « vertes » s'avérant souvent – en coût global d'investissement et de gestion – moins onéreuses que leurs alternatives), les SBN s'inscrivent aussi dans les problématiques de santé et de bien-être des citoyens (rafraîchissement, dépollution, usages récréatifs...) ainsi que d'innovation sociale.

NATURBIS a identifié le projet H2020 SCC-02b-2017 – Demonstrating innovative nature-based solutions in cities – pour mener à bien son programme de travail. Divers travaux de recherche inter- et transdisciplinaires ont été et sont menés entre plusieurs de ses partenaires (trames vertes et adaptation CC ; toits urbains multifonctionnels...) sur certaines des problématiques esquissées ici.

**(Responsable, projet déposé 2016-2018) Évaluation des paysages urbains, Programme Franco Iranien Gundishapur Campus France.**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Blanc*

**Financement envisagé :**

Campus France

**Partenaires institutionnels :**

NAZAR Research Center (N.R.C.) Art, Architecture & Urbanism

**Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc, Yves Luginbühl

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

La question du paysage est débattue depuis longtemps dans les pays d'Europe, des Amériques et en Asie, plus particulièrement en Chine et au Japon. Dans les pays du Moyen-Orient, les préoccupations à l'égard du paysage sont beaucoup plus récentes et s'inspirent largement des théories et méthodologies des communautés scientifiques européennes ou américaines principalement, même si celles d'Asie ont exercé une fascination certaine sur les chercheurs de cette partie du monde. Cependant, on ne peut affirmer que la littérature ancienne iranienne des géographes a fait la preuve d'une insensibilité au paysage, comme l'atteste le jardin de Pasargades datant du V<sup>e</sup> siècle av. J.-C.

C'est dans ce contexte que le présent projet d'accord bilatéral entre le Centre Nazar de Téhéran qui se consacre à la recherche sur le paysage et le laboratoire LADYSS de Paris se propose de mettre en place un programme de recherche sur le paysage urbain et en particulier sur ceux de Téhéran et de Paris. La question du paysage urbain est cependant débattue et a fait l'objet de nombreuses réflexions depuis les années 1990, certains spécialistes refusant d'admettre sa pertinence et estimant que seul le paysage rural pouvait avoir une légitimité. Pourtant, le paysage urbain avait fait l'objet d'un ouvrage dès 1973 par Sylvie Rimbart et à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle déjà, des réflexions de plusieurs auteurs, géographes en particulier, se sont intéressées à son cas dans le contexte du développement et des transformations des villes par l'industrialisation et l'essor des banlieues : dans les théories élaborées, l'objectif tendait à éviter l'uniformisation des paysages des centres-villes ou des périphéries urbaines.

**Soutenir l'adaptation au changement climatique par le renforcement des capacités citoyennes, Appel à propositions de recherche Programme GICC - MEEM EDITION 2016, L'adaptation au changement climatique dans la transition, Commissariat général au développement durable, Direction de la recherche et de l'innovation, Service de la recherche écologique - projet déposé 2017-2020**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Blanc*

**Financement envisagé :**

Programme GICC – MEEM  
CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

L'adaptation au changement climatique est critique pour le futur des sociétés. Elle pose un défi complexe du fait des interactions entre changement du climat et dynamiques socio-économiques à différentes échelles. Jusqu'à présent, les décideurs – et la littérature scientifique – se sont concentrés essentiellement sur la protection des populations « vulnérables » aux impacts du changement climatique. Cette conception de l'adaptation a conduit à proposer des solutions au sens d'une ingénierie des territoires, sans avancer suffisamment dans la compréhension des modalités d'adaptation des populations. Dans ce contexte, il est nécessaire de penser des stratégies d'adaptation inclusives. L'objectif de CAPADAPT est de coconstruire avec les acteurs des territoires urbains et périurbains d'Ile-de-France (en particulier Plaine Commune, la ville de Paris et une commune rurale de Seine-et-Marne) et de l'Eurométropole de Strasbourg des trajectoires d'adaptation dans un contexte de grande incertitude socio-économique.

Notre ambition est d'élaborer un cadre conceptuel et opératoire innovant pour envisager et alimenter des trajectoires d'adaptation au changement global articulées autour de trois axes :

- Les services qu'un écosystème (environnement matériel construit et naturel) peut rendre en vue de l'adaptation au changement climatique,
- La mise en synergie des « capacités » adaptatives des habitants, des milieux associatifs et économiques dans des territoires allant de la ville centre aux communes rurales,
- Le renouvellement de l'action publique par l'intégration des capacités de ces acteurs des territoires dans des trajectoires d'adaptation. Cet objectif de recherche fait des capacités, définies ici sommairement comme « les capacités des citoyens à mobiliser leurs expériences et relations aux milieux, en vue d'enrichir leurs opportunités d'être et d'agir en prenant conscience des différents facteurs qui affectent leurs conditions de vie » (Sen, 2010), le pivot central de la coproduction des politiques d'adaptation dans une optique de transition écologique.

**Projet de recherche ANR Modèles hybrides de patrimonialisation du végétal.  
VEGEMONIAL AAP ANR 2017 Défi 8 « Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives », axe 5  
« Cultures, création, patrimoines », Projet de Recherche Collaborative (PRC)**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Blanc*

**Financement envisagé :**

ANR 2017, Défi 8 « Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives », axe 5 « Cultures, création, patrimoines », Projet de Recherche Collaborative (PRC)  
CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

**Partenaires institutionnels :**

Universités et Écoles membres du consortium : Université d'Angers (GRANEM, ESO-ITBS, SFR Confluences), Agrocampus Ouest (GRANEM), CNRS UMR 6258, FRE 3004, ESSCA (ESSCA Research Lab), École d'Architecture de Nantes (CRENAU) (15 chercheurs), autres partenaires et partenaires étrangers (en cours).

**Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc

**Objectifs et méthodologie ou démarche :**

Stimulées par le besoin de renouvellement de l'ingénierie urbaine (désir de nature en ville) et/ou en réponse à une demande d'appropriation citoyenne de l'espace public et l'amplification d'une concurrence touristique entre territoires (quête d'authenticité et d'émotions), de nombreuses villes font le pari de développer leur attractivité économique et résilience urbaine par la mise en patrimoine de la ressource végétale. Intégré et résolument tourné vers des formes inédites de démocratie participative fondées sur l'appropriation collective des espaces végétaux, ce processus ne peut s'appréhender à la seule lumière du marketing urbain. C'est pourquoi nous proposons d'analyser et d'expérimenter une démarche originale de mise en patrimoine par fertilisation croisée entre cette ressource végétale et d'autres sphères, comme l'art, la culture, ou différentes filières économiques du territoire (gastronomie,...). Nous faisons l'hypothèse que cette mise en patrimoine du végétal résulte tout comme induit un processus d'hybridation, au sens d'un apprentissage inductif croisant démarche touristique et de loisirs, démocratie participative, ressources végétales et optimisation économique, au travers d'une valorisation nouvelle de la chaîne de valeur des savoir-faire et un changement de *business models*. Nous proposons la problématique suivante : Quels sont les nouveaux modèles hybrides de patrimonialisation de la ressource végétale dans les espaces urbains ? Quels en sont les enjeux (touristiques, économiques, sociaux...) ? Quelles en sont les conséquences en termes de gouvernance territoriale ? Cette mise en patrimoine répond à la volonté contemporaine de différentes communautés et systèmes d'acteurs, qui, du fait de pratiques alternatives ou de représentations futuristes de la ville, fabriquent un nouveau patrimoine urbain. Plusieurs villes porteuses d'expériences à différentes échelles de territoires ont été retenues pour comparaison : Angers, Nantes, Paris, Perpignan, Marrakech (Maroc), Cordoue (Espagne). Cela permettra d'établir une typologie de modèles hybrides de patrimonialisation « en contexte » et conduira à redéfinir les référentiels de gouvernance du patrimoine végétal de l'aménagement urbain.

## **Le laboratoire de la culture durable #2 La Table Et Le Territoire**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Blanc*

### **Financement envisagé :**

ANR 2017, Défi 8 « Sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives », axe 5 « Cultures, création, patrimoines », Projet de Recherche Collaborative (PRC)  
CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

La méthodologie du LAB est issue de huit années de recherche sur les enjeux croisés d'une approche culturelle de l'écologie menée par COAL en étroite collaboration avec le Ministère de l'écologie (convention pluriannuelle depuis 2010), le LADYSS et plus de 150 acteurs culturels et scientifiques engagés consultés lors des nombreux ateliers professionnels, événements et études réalisées par COAL, notamment dans le contexte récent de la COP21. Le LAB est inscrit dans les actions menées dans le cadre du deuxième Plan National d'Adaptation au Changement Climatique réalisé par le MEEM en 2016, auquel il répond directement. Afin d'inscrire concrètement son action dans un contexte, le LAB met en œuvre chaque année un programme de recherche-action en lien avec une problématique et des territoires. Après une première année en Essonne sur les Sols, le LAB prend son essor en 2016 avec « La table et le territoire », une nouvelle recherche-action pour explorer le cycle alimentaire d'un territoire (de la production à la consommation) grâce à des collaborations « arts et sciences ».

## **Pense-Bête**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Stéphane Anglès*

### **Financement envisagé :**

ANR  
CNRS (organisme gérant financièrement le contrat)

### **Partenaires institutionnels :**

UMR EVS Espaces, Villes, Sociétés ; Université de Lyon 2 (Olivier Givre, MCF, anthropologue)

### **Membres du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Blanc, Étienne Grésillon

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

PENSE-BÊTE ambitionne d'étudier, de manière pluridisciplinaire et multisituée, différentes pratiques de mise à mort (abattage industriel ; sacrifice ; extermination des nuisibles ; chasse ; euthanasie au zoo, en refuge ou en clinique), en observant comment s'y négocie la notion de bien-être (*animal welfare*). Il s'agira de comprendre les enjeux normatifs et axiologiques de la mort des animaux au prisme de cette notion aujourd'hui globale, présente tant dans l'économie productive que dans les économies morales du rapport aux animaux, dans les modes de gouvernance du vivant et dans les mobilisations animalistes.

Le projet repose sur une démarche comparative et multisituée, attentive à éviter les risques scientifiques relevant de biais essentialistes ou culturalistes (Burgat 2015), ainsi que de positionnements politiques polarisés (Bergeaud-Blackler 2010 ; Brahami, Otmani 2010). Pour ce faire, l'approche par terrains collectifs, croisés et comparés vise à vérifier l'hypothèse de l'existence de systèmes normatifs autour de la mise à mort des animaux, tout en repérant les circulations et les opérateurs (OIE, OMS) de la globalisation des normes du bien-être animal (entretiens avec les instances politiques et vétérinaires, organisations religieuses et professionnelles). Il est ainsi proposé d'explorer et comparer la mort différenciée des animaux selon leurs statuts respectifs (productif, sauvage, emblématique, etc.), au fil de sept terrains (Rhodopes bulgares, Danemark, France, Istanbul, Khartoum, Québec, Tamil Nadu) choisis pour l'expertise préalable qu'en a l'équipe, et pour leur spécificité en matière d'enjeux alimentaires, techniques, politiques, sociétaux, culturels, religieux.

### **État d'avancement :**

Dépôt du pré-projet à l'ANR en octobre 2016

### **« 100 ans de développement ? morphologie urbaine et morphologie commerciale à SHAWINIGAN, ville moyenne du Québec »**

*Responsable scientifique au sein du laboratoire : Nathalie Lemarchand*

### **Membre du laboratoire participant à l'opération :**

Nathalie Lemarchand

### **Objectifs et méthodologie ou démarche :**

La rue principale d'une ville nord-américaine témoigne du dynamisme ou du déclin de celle-ci ; les périodes fastes se reflètent dans les vitrines achalandées des boutiques alors que les fermetures attestent de ses difficultés financières. La 5e rue de Shawinigan, rue principale d'une ville moyenne du Québec, illustre ce parallèle entre la dynamique urbaine et la dynamique commerciale. Jusqu'aux années 1960, Shawinigan est une ville prospère et cette prospérité se démontre par le dynamisme de sa rue principale ; bijoutiers, magasins principaux de prêt-à-porter... toutes les nouveautés s'y vendaient. Puis la ville s'agrandit et les banlieues apparurent, en même temps que la valeur économique de la ville s'affaiblissait. La 5e rue témoigna alors de ces deux situations ; l'apparition des banlieues s'accompagna de l'installation du *mall* et celui-ci rayonna plus largement que celle-ci ; en même temps le déclin économique de Shawinigan et la mobilité croissante de la population en direction des métropoles régionales rétrécirent son aire d'attraction. Les fermetures se succédèrent, les magasins étaient mal entretenus, certains résistant mieux, d'autres rejoignant le *mall* en périphérie. Aujourd'hui, la politique urbaine vise à redynamiser la 5e rue, à en faire de nouveau une rue principale, une rue dans laquelle se déroulent la vie urbaine et ses événements.

### **Publications et/ou valorisation se rapportant à l'opération :**

#### ***Communication programmée dans un colloque***

Lemarchand N., 2018. Morphologie urbaine et morphologie commerciale à Shawinigan, ville moyenne du Québec. Communication au *congrès régional UGI*, 6-18 août.

+ 1 article à finaliser